

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

DECEMBRE 2002

N° 94



BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

DECEMBRE 2002

N° 94

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212 7) 70-26-26
Direction des Relations Internationales et des Etudes
Fax. (212 7) 20-67-68
E-mail : drie@bkam.gov.ma
Site Internet : <http://www.bankalmaghrib.ma>

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
ÉTUDE	
Les grandes réformes du système financier marocain pour une meilleure intégration dans l'environnement international (Intervention de Monsieur le Gouverneur de Bank Al-Maghrib au Club diplomatique marocain)	7
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE ..	23
CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB	39
- Circulaire n°19 relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions	
- Communiqué de Bank Al-Maghrib relatif au relèvement du taux de la réserve monétaire et l'abaissement des taux directeurs	
- Modificatif de la circulaire n° 12/96 du 10 septembre 1996 relative à la réserve monétaire	
STATISTIQUES	
. Sommaire	55
. Statistiques monétaires.....	57
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	73
. Sociétés de financement	87
. Etablissements financiers	91
. Marché des capitaux	97
. Finances publiques	103
. Indices des prix	109
. Production	115
. Commerce extérieur	123
. Balance des paiements avec l'étranger	137
. Cours de change	141
. Comptes de la Nation	147

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire.
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douane
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'épargne nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
C.N.C.A.	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

ÉTUDE :

**Les grandes réformes du système financier marocain
pour une meilleure intégration dans l'environnement
international**

**LES GRANDES RÉFORMES DU SYSTÈME FINANCIER MAROCAIN
POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION DANS
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

**(INTERVENTION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
DE BANK AL-MAGHRIB
AU CLUB DIPLOMATIQUE MAROCAIN)**

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de m'exprimer, à l'occasion de cette rencontre organisée par le club diplomatique, sur l'évolution du système monétaire et financier et la conduite de la politique monétaire au Maroc dans la perspective de l'intégration de l'économie nationale dans l'économie internationale.

Introduction

Permettez-moi de rappeler de prime abord que la réforme des systèmes financiers est un phénomène universel qui a débuté dès le début des années soixante dans certains pays de l'OCDE et qui s'est intensifié et généralisé au cours des années soixante dix et quatre vingt. Elle a constitué une réaction aux limites et aux distorsions provoquées par les contrôles monétaires directs appliqués dans ces pays. La libéralisation s'est, en outre, imposée avec la concurrence qui s'est exacerbée sur les places financières internationales suite à la déréglementation des marchés des changes et au recyclage des petro-dollars.

La démarche marocaine s'est inscrite dans cette même logique pour répondre à la nécessité de moderniser, à l'instar des autres pays, le système financier national afin d'accroître son efficacité, et d'améliorer son attractivité sur la scène internationale.

Dans ce processus, Bank Al-Maghrib a été impliquée à deux niveaux. Faisant partie de ce qui est communément appelé « autorités monétaires », elle a participé activement à la modernisation de la sphère financière dans son ensemble et, en tant que Banque Centrale, elle a été amenée, du fait de ces mutations, à mieux préciser ses attributions et à rénover ses instruments d'intervention en matières de conduite de la politique monétaire et de contrôle de l'activité des établissements de crédit. Articulé autour de ces deux axes, l'exposé d'aujourd'hui s'attachera à analyser dans une première partie la réforme du secteur bancaire et financier et dans une seconde partie, la conduite de la politique monétaire et de change.

Partie I : La réforme de la sphère monétaire et financière

Mesdames et Messieurs,

Avant d'aborder l'examen de la réforme de la sphère financière, vous me permettez de rappeler, que dès les premières années de l'indépendance, le souci d'assurer le financement de l'économie avait conduit à la création ou la réorganisation d'établissements financiers spécialisés, tels que la CDG, la BNDE, la CNCA, la Caisse d'Epargne Nationale, la CNSS et le CIH. Chacun de ces établissements s'est vu confier une mission bien déterminée dans la collecte de l'épargne et le financement des investissements ainsi que des diverses activités des secteurs privé et public. De même, certains organismes bancaires ont été chargés de missions spécifiques à l'instar de la BMCE pour le financement du commerce extérieur ou encore du Crédit Populaire du Maroc pour le financement de l'artisanat et de la petite et moyenne entreprise. Il est résulté de cette architecture un système d'intermédiation certes complet, mais compartimenté et où, de surcroît, les règles de fonctionnement et de gestion sont devenues administrées suite à l'instauration de l'encadrement du crédit (de 1969 à 1972 et de nouveau de 1976 à 1990) et à l'institution de nombre de coefficients d'emploi obligatoires. Par le biais de ces derniers, les banques étaient astreintes d'assurer le financement du Trésor et des secteurs

économiques jugés prioritaires. L'activité bancaire était d'autant plus sévèrement contrôlée que les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs étaient administrés, ce qui laissait peu de place au fonctionnement des mécanismes de marché et à l'émergence de la concurrence. En raison des distorsions qu'il n'avait pas manqué d'engendrer, le système mis en place s'était avéré en définitive inapte à mobiliser les ressources financières et à leur assurer une allocation rationnelle. Ces imperfections constituaient en fait une véritable entrave pour le financement de l'économie, surtout que le rôle du marché des capitaux était marginal, son compartiment monétaire étant quasi-inexistant et celui du long terme étant limité à une activité boursière devenue léthargique.

Pour surmonter ces handicaps, le secteur financier s'est engagé à partir des années 1980 dans un processus de modernisation qui a concerné aussi bien les banques et les ex-Organismes Financiers Spécialisés que le marché des capitaux. La réforme qui visait à faire évoluer le système financier national d'une « économie d'endettement » vers une économie de marchés financiers, plus efficace économiquement, a été conduite dans le cadre de la mise en œuvre d'un vaste programme d'ajustement structurel de l'économie nationale appuyé par le FMI et la Banque Mondiale. Celui-ci a cherché à la fois, sur le plan conjoncturel à résorber les déséquilibres résultant de la politique expansionniste menée pendant les années soixante dix et, à plus long terme, à accroître l'efficacité de l'ensemble du système financier marocain.

Concernant le secteur bancaire, la réforme s'est traduite par la généralisation de la banque universelle, la libéralisation des taux d'intérêt et la déréglementation de l'activité bancaire qui s'est concrétisée par la levée de l'encadrement du crédit en 1991, la suppression des emplois obligatoires entre 1992 et 1998 ainsi que par la libéralisation progressive des taux d'intérêt créditeurs à partir de 1985 et des taux débiteurs à partir de 1990. Cette action a été consolidée par la refonte, en 1993, du cadre juridique régissant l'activité des établissements de crédit qui a impulsé une nouvelle dynamique à ce secteur. Celui-ci a connu, en effet, un développement remarquable des crédits et des dépôts, une nouvelle organisation basée notamment sur la filialisation

de certaines activités bancaires, telles que le crédit à la consommation, le crédit-bail, l'affacturage, l'immobilier et l'intermédiation en bourse. En parallèle, les banques ont développé la monétique et mis à la disposition de leur clientèle de nouveaux produits, tels les certificats de dépôt, et adopté de nouvelles techniques de crédit s'inspirant de celles en vigueur sur le plan international.

Les améliorations constatées au niveau de la qualité des services rendus à la clientèle ont été étayées par une politique d'extension du réseau bancaire permettant l'accès à ses services à un nombre croissant d'entreprises et de particuliers, comme l'atteste l'augmentation remarquable du nombre des guichets et des ouvertures de comptes bancaires.

Parallèlement, pour prévenir une fragilisation des établissements de crédit accompagnant généralement la libéralisation de leur activité, les autorités monétaires ont mis en place une réglementation prudentielle rigoureuse afin de limiter les risques que ces établissements encourent. De même, la consolidation de leur assise financière a été recherchée à travers le relèvement du montant de leur capital social minimum et de leurs fonds propres nets. S'inspirant des normes internationales, notamment celles édictées par le Comité de Bâle, les ratios prudentiels (ratio Cooke, coefficient de division des risques, classification et provisionnement des créances en souffrance, etc.) cherchent in fine, à travers la maîtrise des risques par les banques, à assurer la protection des déposants et partant la renommée de la place. Cet impératif avait conduit également à l'alignement, en janvier 2000, de la comptabilité des établissements de crédit sur les normes internationales en la matière et à l'institution des règles d'audit et de contrôle interne visant à informer davantage les organes dirigeants des établissements de crédit et donc à les responsabiliser. Enfin, pour renforcer les procédures de contrôle, les banques ont été astreintes depuis juillet 2002, à l'obligation de se soumettre à une procédure d'audit externe. Il convient de signaler que pour veiller à l'application de l'ensemble de ces mesures par les établissements de crédit, et

pour s'assurer d'une façon générale du bon fonctionnement du système bancaire, Bank Al-Maghrib procède régulièrement à des contrôles sur place et sur pièces. Il est indéniable que la refonte de la loi bancaire en 1993, ainsi que les effets des mesures prises dans son sillage au cours des années qui ont suivi, ont joué un rôle décisif dans la mutation qu'a subie le système bancaire. Il n'en demeure pas moins, qu'à la lumière de l'expérience accumulée, des enseignements tirés de l'évolution des systèmes financiers des autres pays et des nouvelles tendances internationales en matière de supervision, le processus mis en marche nécessite des efforts permanents d'ajustement et d'adaptation. C'est dans ce contexte, en particulier, que s'inscrit la révision en cours, aussi bien de la « loi bancaire » que des Statuts de Bank Al-Maghrib, pour conférer à cette institution une plus grande autonomie de nature à renforcer à la fois, l'efficacité de ses interventions et la crédibilité de sa politique monétaire.

Mesdames et Messieurs,

Concomitamment au processus de modernisation du système bancaire, il a été procédé à la rénovation du marché des capitaux, à travers l'application dès 1984, d'une série de réformes qui ont abouti à l'émergence d'un marché monétaire et à une refonte totale du cadre institutionnel régissant le marché financier. Le but visé était de parvenir à l'édification d'un vaste marché des capitaux, unique et décloisonné, permettant à tous les intervenants d'arbitrer instantanément entre titres courts et titres longs dans un cadre de libre jeu des mécanismes de marché et de sécurité renforcée.

Ainsi, pour consolider le rôle du marché monétaire, il a été décidé en 1989 d'amener le Trésor à lever les fonds nécessaires au financement de son déficit par le canal de la technique des adjudications qui met en concurrence les souscripteurs ou soumissionnaires aux bons du Trésor. Réservé au départ aux seules banques, le marché a été ouvert, graduellement, d'abord aux établissements financiers et aux compagnies d'assurance, ensuite aux entreprises publiques et privées, et enfin en 1995, aux personnes physiques ainsi qu'aux non-résidents. En même temps, le Trésor a initié une série de réformes et de techniques destinées à améliorer les procédures d'émission afin

de rendre le marché des adjudications plus attractif. L'animation du marché a nécessité, par la suite, la constitution d'un réseau d'intermédiaires en valeurs du Trésor, choisis parmi les institutions financières les plus dynamiques sur le marché. Parallèlement, le marché monétaire a été ouvert aux émetteurs privés par la création, en 1995, des titres de créances négociables, lesquels sont constitués par les certificats de dépôt émis par les banques, les bons des sociétés de financement et les billets de trésorerie émis par les entreprises non financières. L'ouverture du marché monétaire à tous les opérateurs ainsi que la diversification des instruments de financements et d'épargne constituent, en effet, les préalables à l'amorce de la désintermédiation financière, seule en mesure de favoriser l'émergence de circuits alternatifs aux crédits bancaires.

Le marché boursier a connu, pour sa part, depuis 1993, des mesures ayant débouché sur une nouvelle structure composée d'une part, de la Bourse de Casablanca, constituée sous forme de société de droit privé et chargée, principalement, de la gestion et du développement du marché des valeurs mobilières et d'autre part, de sociétés de bourse, actuellement au nombre de quinze, agréées par le Ministre des Finances, et disposant du monopole de la négociation sur ce marché. Ces sociétés assurent également la garde et le placement des titres, la gestion de portefeuilles en vertu d'un mandat, le conseil à la clientèle et l'assistance technique aux personnes morales faisant appel public à l'épargne.

Afin d'assurer la conservation des valeurs mobilières inscrites en compte et d'en faciliter la circulation pour le compte des affiliés, il a été procédé à la création en 1997 d'un dépositaire central (Maroclear).

Pour s'aligner sur les standards internationaux, le marché boursier marocain a basculé en 1998 de la cotation à la criée au système de cotation électronique et ramené récemment, de 5 jours à 3 jours, le délai de dénouement des transactions.

La poursuite du processus de l'élargissement du marché financier avait appelé l'institution, en 1999, d'un régime juridique prévoyant la titrisation des créances hypothécaires inscrites dans le bilan des établissements bancaires. Cette technique visait, in fine, à mobiliser des ressources nouvelles pour le financement du logement. La bourse s'est par la suite dotée, en 2000, d'un compartiment, « le Nouveau Marché », dédié aux PME-PMI à fort potentiel de croissance et a ouvert le marché aux concessions de services publics.

La supervision de l'activité de la Bourse est assurée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) qui intervient en tant qu'autorité de contrôle chargée de veiller au bon fonctionnement du marché boursier. Cette institution est chargée, également, d'assurer la protection des épargnants et des investisseurs en veillant, notamment, à la diffusion, par les personnes morales faisant appel public à l'épargne, de l'information nécessaire à la transparence du marché.

Exigeant plus de professionnalisme, les placements à la bourse ont appelé la création, en 1995, des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) qui ont joué un rôle de premier plan dans l'animation de la bourse et la canalisation de l'épargne, notamment celle des ménages, vers le marché boursier. De 5 en 1995, ces organismes sont passés à 154 en 2001 et gèrent actuellement un actif total net de l'ordre de 43,5 milliards de dirhams.

Partie II : Bank Al-Maghrib et la politique monétaire et de change

Mesdames et Messieurs,

Dans le domaine des opérations internationales et de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, il convient de noter que les progrès réalisés par le Maroc en matière de restauration des équilibres macro-économiques durant la longue période d'ajustement des années 1980, marquées, pour rappel, par des

financements exceptionnels à travers les rééchelonnements de la dette extérieure et le recours aux ressources du FMI jusqu'à février 1992, ont permis au Maroc d'entamer une nouvelle période d'approfondissement des réformes structurelles, et ce, tout en consolidant les comptes extérieurs.

Avant de revenir sur ces réformes, qui confirment largement l'engagement du Maroc à construire une économie ouverte sur l'extérieur et à assurer de manière ordonnée son intégration à l'économie mondiale, il serait utile de souligner le rôle joué par la politique de change dans la réalisation de la stabilité macro-économique qui, elle-même, a facilité considérablement l'introduction des réformes structurelles et le succès du programme des privatisations.

Depuis mai 1990, date de la dernière dévaluation du dirham, la politique de taux de change s'est assignée pour objectif principal la sauvegarde de la valeur externe de la monnaie nationale, laquelle devait être recherchée, en termes nominaux, à travers le rattachement du dirham à un panier de devises représentant la structure de nos échanges extérieurs et, en termes réels, grâce à la poursuite d'une politique monétaire rigoureuse visant à prévenir tout dérapage inflationniste et, partant, à préserver la compétitivité externe des produits marocains.

La maîtrise de l'inflation, dont le taux est retombé ces quatre dernières années en dessous des niveaux enregistrés dans les grands pays industrialisés, indique clairement la capacité de la politique de taux de change actuelle à prévenir l'appréciation en termes réels de la monnaie nationale.

Dans ce contexte, la décision des autorités monétaires de procéder en avril 2001 à un réaménagement du panier de cotation du dirham, apparaît comme une mesure ponctuelle destinée à faire face à la faiblesse prolongée de l'euro, laquelle avait fini par pénaliser les secteurs de l'économie marocaine dont les échanges sont concentrés sur les pays de l'Union européenne. En

même temps, ce réaménagement, s'inscrivait dans le cadre de l'orientation générale décidée en 1990 consistant à conférer un poids beaucoup plus important aux monnaies européennes dans notre panier de cotation en prévision de l'accord d'association avec l'Union Européenne.

S'agissant des réformes structurelles introduites dans le cadre de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, il convient de souligner en premier lieu l'acceptation par le Maroc, conformément aux termes de l'article VIII des Statuts du FMI, du régime de la convertibilité courante pour le dirham. Cette mesure, qui a instauré un régime de liberté de change pour l'ensemble des transactions courantes de la balance des paiements, en 1993, a été accompagnée d'une convertibilité totale pour toutes les transactions de change intéressant les non-résidents, de la libéralisation des emprunts extérieurs pour le financement du commerce extérieur et de l'investissement et de l'institution de comptes en devises en faveur des exportateurs de biens et services.

La création, en 1996, du marché des changes a constitué, de son côté, un nouvel apport qualitatif au processus de libéralisation déjà mis en marche, en mettant fin à la centralisation des devises par Bank Al-Maghrib et en permettant aux banques de disposer de positions de change suffisamment larges et adéquates pour animer le marché interbancaire et répondre, dans un cadre concurrentiel, aux besoins de la clientèle.

Aussi, depuis sa création, le marché des changes a-t-il connu plusieurs mesures d'assouplissement s'inscrivant de manière générale dans le cadre du processus de libéralisation progressive des transactions en capital du compte de la balance des paiements et de l'intégration de notre marché aux marchés internationaux. Les dernières mesures adoptées à ce titre remontent à mars et mai 2002 et concernent l'extension à une année, de la durée maximale des contrats d'achat de devises à terme et l'autorisation de dépôts et placements en devises auprès de contreparties étrangères.

Mesdames et Messieurs,

Concernant le volet interne de la politique monétaire, il convient de rappeler que Bank Al-Maghrib a pour mission, en plus du privilège d'émission des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal sur le territoire du Royaume, de veiller à la stabilité de la monnaie, de développer le marché monétaire et d'en assurer la régulation.

A cet effet, la Banque Centrale a été dotée par le législateur de moyens d'action appropriés. C'est ainsi que pour la conduite de la politique monétaire, elle a été habilitée à fixer les taux d'intérêt de ses opérations sur le marché interbancaire et à fixer le ratio de la réserve monétaire à l'intérieur d'une fourchette définie par le Ministre des Finances.

Il faut rappeler que depuis l'accession du Maroc à l'indépendance et jusqu'à la veille des réformes mises en place, l'application de la politique monétaire est demeurée pratiquement basée sur les méthodes de contrôle directes, à travers notamment l'encadrement du crédit et la fixation aux banques et aux organismes financiers spécialisés, de plafonds de réescompte leur permettant de se refinancer automatiquement, et à taux fixe, auprès de Bank Al-Maghrib

L'encadrement du crédit, qui consiste à fixer des limites maximales à la distribution des crédits par chaque banque, a incontestablement joué un rôle déterminant dans la limitation de la progression du rythme de création monétaire. Cependant, à l'usage, cette technique de rationnement des crédits s'était révélée trop contraignante, ce qui avait nécessité l'application de mesures de sélectivité qui avaient placé hors-encadrement divers types de crédits, notamment ceux accordés pour le financement des investissements et des exportations. Ces aménagements avaient toutefois rétréci le champ d'application de l'encadrement et altéré, en conséquence, son efficacité. De plus, la mise en œuvre de l'encadrement pendant une longue période avait fini par accentuer ses défauts intrinsèques telles la cristallisation des situations acquises et la discrimination entre les entreprises pour l'accès au financement bancaire.

Dans un cadre bancaire et financier décloisonné et déréglementé où commencent à jouer les règles de marché, la politique monétaire menée par Bank Al-Maghrib s'est orientée dès le début des années 1980, vers l'adoption des outils de contrôle indirects, qui en raison de la souplesse que confère leur utilisation, répondent mieux aux exigences que requiert l'évolution sans cesse fluctuante des trésoreries bancaires. Ces instruments, basés sur le réglage de la liquidité bancaire par la Banque Centrale, visent à agir sur le niveau des taux d'intérêt du marché interbancaire, et à travers eux, à influencer sur l'évolution de l'ensemble des taux d'intérêt afin d'infléchir, in fine, le comportement des prêteurs et des emprunteurs.

La mise en place des mécanismes fondés sur les règles de marché a été engagée de façon pragmatique et par touches successives. Elle s'est traduite par une réforme progressive des modalités d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire. Celle-ci avait en effet commencé, dès février 1981, à faire bénéficier les banques des avances sur le marché monétaire, lesquelles sont devenues en 1988, le principal moyen d'allocation de « la monnaie centrale » aux banques. A partir de 1995, Bank Al-Maghrib a procédé à une refonte totale des modalités de refinancement des banques parallèlement au développement du marché monétaire. C'est ainsi que pour alimenter les banques en liquidités, elle a mis en place un mode de refinancement basé exclusivement sur les appels d'offres hebdomadaires à 7 jours et les avances à 5 jours. Elle s'est également dotée en 1999 d'un système permettant l'achat et la vente de bons du Trésor sur le marché secondaire et a institué, la même année, un mécanisme de reprise des liquidités. Celui-ci consiste à offrir aux banques, la possibilité de placer auprès de la Banque Centrale, pour une durée qu'elle fixe, leurs excédents de trésorerie, sous forme de dépôts rémunérés. Cette surliquidité, rappelons le, a résulté, pour l'essentiel, du produit de l'attribution de la deuxième ligne GSM en 1999, de l'ouverture du capital de Maroc-Télécom en 2001 et de l'intensification, en 2002, des transferts de nos compatriotes résidant à l'étranger.

Les taux d'intérêt appliqués à l'ensemble des opérations effectuées par Bank Al-Maghrib, au titre aussi bien de l'allocation de ressources aux banques, dans le cadre des avances, que des reprises de liquidités visant à éponger leurs excédents de trésorerie, sont ainsi devenus les taux directeurs. Ceux-ci délimitent la fourchette à l'intérieur de laquelle s'inscrit désormais l'évolution des taux du marché interbancaire. C'est précisément à travers ces taux, que s'effectue la transmission des impulsions de la politique monétaire au reste de l'économie. Ainsi, pour prévenir une distribution excessive de crédit, de nature à provoquer un emballement de la masse monétaire et donc de la demande qui ne manqueront pas d'induire un dérapage des prix, Bank Al-Maghrib applique une politique monétaire restrictive qui se concrétise par un relèvement de ses taux directeurs. Inversement, si elle décide de favoriser la distribution du crédit, dès lors que la tenue des équilibres interne et externe le permet, la Banque Centrale applique une politique accommodante qui se traduit par l'abaissement de ses taux directeurs.

Mesdames et Messieurs

La mise à niveau étant un processus permanent, la révision de la loi bancaire ainsi que celle des Statuts de Bank Al-Maghrib, se sont révélées nécessaires pour introduire des amendements qui permettront à la Banque Centrale de disposer d'une autonomie plus large, indispensable de nos jours à l'exercice d'un contrôle prudentiel efficace et à l'application d'une politique monétaire crédible. Je demeure également convaincu que la modernisation et la libéralisation du système monétaire et financier ainsi que son ouverture croissante sur l'extérieur, constituent autant de facteurs qui permettent à notre tissu productif de bénéficier d'un financement diversifié et à moindre coût. Bank Al-Maghrib, à travers la conduite de la politique monétaire, s'est attelée à apporter sa contribution à la maîtrise de l'inflation, objectif effectivement atteint puisque l'augmentation des prix au cours des dernières années n'a pas dépassé 2 % et, à la sauvegarde de l'équilibre du compte extérieur dont témoigne le niveau confortable de nos avoirs en devises qui représente

actuellement l'équivalent de 12 mois d'importations. Ce sont ces résultats positifs qui ont permis à Bank Al-Maghrib de réduire, progressivement au cours des dernières années, ses taux directeurs qui se situent actuellement à un niveau comparable à celui des pays européens. La stabilisation du cadre macro-économique ainsi visée, ne constitue pas, à l'évidence, un objectif en soi. Mais, grâce au développement des investissements qu'elle favorise et à l'amélioration de la compétitivité qu'elle permet, elle demeure une condition indispensable à la réalisation d'une croissance économique forte et durable.

Je vous remercie de votre attention.

31 octobre 2002

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (*)

ASSURANCES

Code des assurances

Dahir n° 1-02-238 du 3 octobre 2002 portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Composé de 338 articles, le nouveau code des assurances qui se propose d'actualiser, de compléter et d'harmoniser les dispositions actuelles est constitué de cinq livres :

- le contrat d'assurance ;
- les assurances obligatoires ;
- les entreprises d'assurances et de réassurances ;
- la présentation des opérations d'assurances ;
- les dispositions diverses et transitoires.

Les principales innovations apportées à la nouvelle législation portent sur :

- les produits (assurances de personnes morales à capital variable, assurances groupe, mutualisation des risques) ;
- les bénéficiaires (assurances des personnes transportées en privé ou en transport en commun...) ;
- le statut juridique des entreprises d'assurances et de réassurances (libéralisation totale, tarification ...) ;
- et les modalités de présentation des opérations d'assurances (courtage, bancassurance, intermédiation...).

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours du 4^{ème} trimestre 2002.

Retrait d'agrément à une entreprise étrangère d'assurances

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1174-02 du 25 juillet 2002 portant retrait d'agrément de la délégation de l'entreprise étrangère d'assurances « Compagnie d'assurances maritimes, aériennes et terrestres ». **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

COMMERCE EXTÉRIEUR

Mesures de libéralisation des opérations d'importation

L'Office des Changes a publié le 10 décembre 2002 une circulaire (n° 1.692) portant sur les assouplissements aux procédures d'importation. Celle-ci définit notamment les modalités de règlement financier des importations avant l'échéance fixée par le contrat commercial, le transfert d'indemnités dues par l'importateur à des transporteurs étrangers en cas d'un débarquement tardif de marchandises (surestaries), le règlement de marchandises déclarées manquantes à l'importation, le règlement au titre des opérations de polarisation afférentes à la liquidation des importations de sucre et de l'huile et le règlement des dépassements du fret.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Convention pour la garantie d'un prêt, conclue avec le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

Décret n° 2-02-764 du 9 octobre 2002 approuvant la convention conclue le 12 septembre 2002 entre le Royaume du Maroc et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, pour la garantie d'un prêt d'un montant de sept cent trente-quatre millions six cent mille dirhams émiratis (734.600.000 dirhams émiratis) consenti par ledit fonds à l'Agence spéciale Tanger-méditerranée, pour la participation au financement du projet de construction du port Tanger-Méditerranée. **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

Adhésion du Maroc à la convention portant création de la Banque africaine pour le développement et le commerce

Dahir n° 1-02-219 du 3 octobre 2002 portant promulgation de la loi n° 32-01 portant approbation, quant au principe, de l'adhésion du Royaume du Maroc à la convention portant création de la Banque africaine pour le développement et le commerce, faite à Syrte le 14 avril 1999. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Conventions tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Conventions tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 2 juillet 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Malaisie (dahir n° 1-02-221 du 3 octobre 2002) ; la République Tchèque (dahir n° 1-02-229) ; la République du Liban (dahir n° 1-02-245) ; la République d'Autriche (dahir n° 1-02-247). **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Convention instaurant une zone commerciale de libre-échange avec l'Etat des Emirats arabes unis

Dahir n° 1-02-231 du 3 octobre 2002 portant promulgation de la loi n° 43-01, portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention instaurant une zone commerciale de libre-échange, faite à Agadir le 25 juin 2001, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Ratification de l'Accord-cadre sur le système de préférences commerciales entre les Etats membres de l'Organisation de la conférence islamique

Dahir n° 1-02-243 du 3 octobre 2002 portant promulgation de la loi n° 16-01 portant approbation, quant au principe, de la ratification de l'Accord-cadre sur le système de préférences commerciales entre les Etats membres de l'Organisation de la conférence islamique, fait à Istanbul le 10 octobre 1990. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Contrat de cautionnement avec la Banque européenne d'investissement pour la garantie d'un prêt

Décret n° 2-02-797 du 9 octobre 2002 approuvant le contrat de cautionnement conclu le 6 août 2002 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne d'investissement, pour la garantie du prêt de 50 millions d'euros consenti par ladite banque à l'Office national de l'eau potable pour le financement du projet « ONEP eau potable III (Maroc) (Euromed II) ». **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Accord avec la République d'Autriche relatif aux transports internationaux

Dahir n° 1-99-283 du 3 avril portant publication de l'accord, fait à Rabat le 16 novembre 1990 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche relatif aux transports internationaux de personnes et de marchandises par route. **(B.O. n°5066 du 19 décembre 2002)**

Accord avec le gouvernement de la Roumanie relatif aux transports internationaux

Dahir n° 1-99-399 du 3 avril 2002 portant publication de l'accord fait à Bucarest le 25 avril 1996 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Roumanie concernant les transports routiers internationaux. **(B.O. n°5066 du 19 décembre 2002)**

Convention avec la République du Soudan relative à l'encouragement et à la protection des investissements

Dahir n° 1-01-154 du 23 juillet 2002 portant publication de la Convention faite à Khartoum le 23 février 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan relative à l'encouragement et à la protection des investissements. **(B.O. n°5066 du 19 décembre 2002)**

DOUANE

Modification des quotités du droit d'importation applicable à l'importation de certains produits

Décret n° 2-02-768 du 9 octobre 2002 portant modification des quotités du droit d'importation applicable à l'importation de certains produits (lait UHT). **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

La quotité du droit d'importation applicable aux laits UHT (Ultra Haute Température) écrémé, demi-écrémé et entier est ramenée de 112% à 20% ad valorem durant la période allant du 20 octobre au 20 novembre 2002.

Décret n° 2-02-769 du 9 octobre 2002 portant modification des quotités du droit d'importation applicable à l'importation de certains produits pétroliers. **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

Décret n° 2-02-608 du 9 octobre 2002 portant modification des quotités du droit applicable à l'importation de certains produits et des listes des marchandises éligibles au régime fiscal prévu par la charte de l'investissement. **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

ÉNERGIE

Caractéristiques des grands produits pétroliers

Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1493-02 du 26 août 2002 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers. **(B.O. n°5062 du 5 décembre 2002)**

« Les produits pétroliers énumérés ci-après : supercarburant sans plomb, supercarburant, pétrole lampant, gasoil 350 ppm de soufre, gasoil 50 ppm de soufre, fuel, devront, lorsqu'ils seront détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus après leur livraison à la consommation intérieure, être conformes aux caractéristiques correspondant à leur dénomination ».

« Ces caractéristiques fixent pour chaque produit ses propriétés physiques ou chimiques et en particulier tout ou partie des caractères suivants : couleur, viscosité, dépôt par refroidissement, point d'éclair, tension de vapeur, caractéristiques de combustion, point d'écoulement, température limite de filtrabilité, acidité, propriétés corrosives et anticorrosives, teneurs limites en impuretés diverses telles qu'eau, sédiments, soufre et en additifs ou agents traceurs ».

GESTION DE L'EAU

Irrigation - Normes de qualité des eaux

Arrêté conjoint du ministre de l'équipement et du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement n° 1276-01 du 17 octobre 2002 portant fixation des normes de qualité des eaux destinées à l'irrigation. (B.O. n°5062 du 5 décembre 2002)

INVESTISSEMENTS

Ouverture des Centres régionaux d'investissement

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1531-02 du 1^{er} octobre 2002 relatif à l'ouverture du centre régional d'investissement de la région de Tanger-Tétouan. (B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)

Arrêtés conjoints du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines relatifs à l'ouverture des Centres régionaux d'investissement dans les régions de :

- Rabat-Salé-Zemmour-Zaër,
- Marrakech-Tensift-Al Haouz,
- Doukala-Abda,
- L'Oriental,
- Guelmim-Es-Semara,
- Souss-Massa-Drâa,
- Fès-Boulmane,
- Chaouia-Ouardigha,
- Oued Ed-Dahab-Lagouira,
- Meknès-Tafilalet,
- Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra,
- Gharb-Chrarda-Béni Hssen,
- Taza-Al Hoceïma-Taounate,
- Tadla-Azilal.

(B.O. n°5044 du 3 octobre 2002)

MARCHÉ DES CAPITAUX

Émission de bons du Trésor à six mois

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1037-02 du 28 juin 2002 modifiant l'arrêté n° 103-02 du 23 janvier 2002 relatif à l'émission de bons du Trésor à six mois. **(B.O. n°5058 du 21 novembre 2002)**

Le taux de rémunération de ces bons sera déterminé pour chaque trimestre sur la base du taux moyen pondéré des bons à 26 semaines souscrits par adjudication au cours du trimestre précédent majoré de 25 points de base. Le taux ainsi déterminé sera arrondi par défaut ou par excès au dixième près. En l'absence d'émissions par adjudication des bons à 26 semaines pendant un trimestre donné, le taux en vigueur au titre de ce trimestre sera maintenu pour le trimestre suivant.

MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

Bank Al-Maghrib. - Mise en circulation de pièces de monnaie à l'occasion du mariage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Décret n° 2-02-685 du 9 septembre 2002 approuvant la mise en circulation de pièces de monnaie en or fin et en argent de 250 dirhams à l'occasion du mariage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

Réserve monétaire et taux directeurs

Communiqué de Bank Al-Maghrib du 26 décembre 2002 relatif au relèvement du taux de la réserve monétaire et à l'abaissement des taux directeurs.

Modificatif de la circulaire n° 12/G/96 du 10 septembre 1996 relative à la réserve monétaire.

Caisse de dépôt et de gestion. – Autorisation à participer au capital de la joint-venture « Marrakech Villaginvest »

Décret n° 2-02-726 du 1^{er} octobre 2002 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à participer, à hauteur de 80%, au capital de la joint-venture

« Marrakech Villaginvest » qui sera créée en partenariat avec la société Club Méditerranée. **(B.O. n°5048 du 17 octobre 2002)**

La joint-venture « Marrakech Villaginvest » a pour objet la construction d'un nouveau village de vacances appelé « Marrakech la Palmeraie » et la location de ce village, ainsi que celui de « Marrakech Medina », à la société Club Méditerranée dans le cadre d'un contrat de bail unique.

PÊCHE

Institut national de recherche halieutique - Institution d'une taxe Parafiscale

Décret n° 2-02-770 du 9 octobre 2002 modifiant et complétant le décret n° 2-95-836 du 14 octobre 1996 instituant au profit de l'Institut national de recherche halieutique, une taxe parafiscale dite « taxe de recherche halieutique ». **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Interdiction temporaire de pêche de certaines espèces pélagiques

Arrêté du ministre de la pêche maritime n° 1597-02 du 9 octobre 2002 prorogeant la durée de validité de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes, chargé des pêches maritimes n° 1488-99 du 7 octobre 1999 relatif à l'interdiction temporaire de pêche de certaines espèces pélagiques. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Conseils régionaux pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique

Arrêté du ministre de la pêche maritime n°1038-02 du 22 octobre 2002 fixant la liste et les sièges des Conseils régionaux pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique. **(B.O. n°5062 du 5 décembre 2002)**

La liste des Conseils régionaux pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique ainsi que leurs sièges sont fixés comme suit :

Désignation de la Région	Désignation du Siège
1. Région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër	Rabat
2. Région du Grand-Casablanca	Préfecture chef lieu de région
3. Région du Sous-Massa-Drâa	Agadir
4. Région de Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima
5. Région de Guelmim-Es Smara	Tan Tan
6. Région de Gharb-Chrarda-Béni-Hssen	Kénitra
7. Région de Laâyoune-Boujdour-Sakia el Hamra	Laâyoune
8- Région de Marrakech-Tensift-El-Haouz	Essaouira
9. Région de Oued Eddahab Lagouira	Dakhla
10. Région de l'Oriental	Nador
11. Région de Doukkala-Abda	Safi
12. Région de Chaouia-Ouardigha	Settat
13. Région de Tanger-Tétouan	Tanger

PRISES DE PARTICIPATIONS

Autorisation à l'Office national de l'électricité à prendre une participation dans le capital de la société d'investissement ESKOM

Décret n° 2-02-771 du 9 octobre 2002 autorisant l'Office national de l'électricité (ONE) à prendre une participation de 51% dans le capital de la société d'investissement qui sera créée en partenariat avec la société sud-africaine ESKOM entreprises (Pty) Ltd. **(B.O. n°5054 du 7 novembre 2002)**

Société « FERTIMA » : Participation publique d'une cession par voie d'attribution directe

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1633-02 du 8 novembre 2002 désignant la participation publique détenue dans la société FERTIMA en vue d'une cession par voie d'attribution directe. **(B.O. n°5062 du 5 décembre 2002)**

En vertu de cet arrêté :

« Feront l'objet d'une cession par voie d'attribution directe, les participations publiques (16%) détenues par l'Office chérifien des phosphates " OCP " dans le capital de la Société marocaine des fertilisants " FERTIMA", société anonyme, qui a pour objet l'achat, le cautionnement et la commercialisation des fertilisants ».

RÉGIME DES CHANGES

Libéralisation des changes

Par circulaire de l'Office des Changes n° 1691 datée du 3 décembre 2002, il est dorénavant permis aux « banques intermédiaires agréées » d'accorder des prêts aux personnes physiques étrangères non résidentes pour l'acquisition ou la construction de biens immeubles au Maroc. Ces prêts sont, cependant, conditionnés par un apport en devises d'au moins 30% du prix de l'immeuble à acquérir ou à construire.

TRANSPORTS

Exploitation de services aériens non-réguliers de transport public par la société « PRIVAIR »

Arrêté du ministre du transport et de la marine marchande n° 1479-02 du 16 septembre 2002 modifiant et complétant l'arrêté du ministre du transport et de la marine marchande n° 185-02 du 31 décembre 2001 accordant une autorisation d'exploitation de services aériens non-réguliers de transport public par avion taxi et de services de travail aérien à la société « PRIVAIR ». **(B.0. n°5048 du 17 octobre 2002)**

Accord relatif au transport aérien avec la République de Croatie

Dahir n° 1-01-202 du 3 avril 2002 portant publication de l'accord relatif au transport aérien fait à Rabat le 7 juillet 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Croatie. **(B.0 n°5054 du 7 novembre 2002)**

TOURISME

Etablissements touristiques

Décret n° 2-02-640 du 9 octobre 2002 pris pour l'application de la loi n° 61-00 portant statut des établissements touristiques. **(B.0. n°5054 du 7 novembre 2002)**

QUESTIONS SOCIALES

Accidents du travail

Arrêté du ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement social et de la solidarité n° 849-01 du 7 août 2002 fixant les tarifs des frais médicaux, biologiques et chirurgicaux, des frais d'hospitalisation ainsi que les frais pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. **(B.O. n°5044 du 3 octobre 2002)**

Code de la couverture médicale de base

Dahir n° 1-02-296 du 3 octobre 2002 portant promulgation de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base. **(B.O. n°5058 du 21 novembre 2002)**

Cette loi portant code de la couverture médicale de base institue :

- une assurance maladie obligatoire de base (AMO) fondée sur les principes et les techniques de l'assurance sociale au profit des personnes exerçant une activité lucrative, des titulaires de pension, des anciens résistants et membres de l'armée de libération et des étudiants ;

- un régime d'assistance médicale (RAMED) fondée sur les principes de l'assistance sociale et de la solidarité nationale au profit de la population démunie.

Ce code constitue le fondement de la protection sociale en matière de santé. D'autres dispositifs et mesures d'accompagnement, y compris les décrets d'application de la présente loi, seront soumis aux partenaires sociaux et aux parties concernés avant leur édicition.

NOMINATIONS ET ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Nominations (B.O. n°5058 du 21 novembre 2002)

Dahir n° 1-02-311 du 7 novembre 2002 nommant M. Driss Jettou, Premier ministre.

Dahir n° 1-02-312 du 7 novembre 2002 portant nomination des membres du gouvernement.

A compter du 7 novembre 2002 sont nommés :

Ministre d'Etat	M. Abbas El Fassi
Ministre des affaires étrangères et de la coopération	M. Mohamed Benaissa
Ministre de l'intérieur	M. AI Mostafa Sahel
Ministre de la justice	M. Mohamed Bouzoubaa
Ministre des Habous et affaires islamiques	M. Ahmed Toufiq
Ministre de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement	M. Mohamed El Yazghi
Ministre des finances et de la privatisation	M. Fathallah Oualalou
Secrétaire général du gouvernement	M. Abdessadek Rabiah
Ministre de l'agriculture et du développement rural	M. Mohand Laenser
Ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité	M. Mustapha Mansouri
Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	M. Habib El Malki
Ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique	M. Khalid Alioua
Ministre chargé de la modernisation des secteurs publics	M. Najib Zerouali Ouariti
Ministre de la culture	M. Mohamed Achâari
Ministre des droits de l'Homme	M. Mohammed Auajjar
Ministre de l'artisanat et de l'économie sociale	M. M'Hammed Khalifa
Ministre de l'équipement et du transport	M. Karim Ghellab
Ministre de l'industrie, du commerce et des télécommunications	M. Rachid Talbi EI Alami
Ministre du tourisme	M. Adil Douiri
Ministre de la santé	M. Mohamed Cheikh Biadillah

Ministre chargé des relations avec le parlement	M. Mohamed Saâd EL Alami
Ministre de l'énergie et des mines	M. Mohamed Boutaleb
Ministre de la communication, porte-parole du gouvernement	M. Mohamed Nabil Ben Abdallah
Ministre du commerce extérieur	M. Mustapha Mechahouri
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'administration de la défense nationale	M. Abderrahmane Sbai
Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération	M. Taieb Fassi Fihri
Ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargée des Marocains résidant à l'étranger	Mme Nouzha Chekrouni
Ministre délégué à l'intérieur	M. Fouad Ali El Himma
Ministre délégué auprès du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique, chargé de la recherche scientifique	M. Omar Fassi Fihri
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques, des affaires générales et de la mise à niveau de l'économie	M. Abderrazak El Mossadeq
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'habitat et de l'urbanisme	M. Ahmed Toufiq Hejira
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau	M. Abdelkbir Zahoud
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'environnement	M. M'hamed El Morabit
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité, chargée de la famille, de la solidarité et de l'action sociale	Mme Yasmina Baddou
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la formation professionnelle	M. Said Oubacha
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, chargée de l'alphabétisation et de l'éducation non-formelle	Mme Najima Thay Thay Rhozali
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, chargé de la jeunesse	M. Mohamed El Gahs

Attributions (B.0. n°5062 du 5 décembre 2002)

Décret n° 2-02-841 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement.

Décret n° 2-02-842 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre des finances et de la privatisation.

Décret n° 2-02-843 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité.

Décret n° 2-02-844 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Décret n° 2-02-845 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre chargé de la modernisation des secteurs publics.

Décret n° 2-02-846 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'artisanat et de l'économie sociale.

Décret n° 2-02-847 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et du transport.

Décret n° 2-02-848 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre de l'industrie, du commerce et des télécommunications.

Décret n° 2-02-849 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre du tourisme.

Décret n° 2-02-850 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre des pêches maritimes.

Décret n° 2-02-851 du 29 novembre 2002 relatif aux attributions du ministre du commerce extérieur.

Décret n° 2-02-852 du 29 novembre 2002 portant délégation d'attributions et de pouvoirs à M. Abderrazak El Mossadeq, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques, des affaires générales et de la mise à niveau de l'économie.

Décret n° 2-02-853 du 29 novembre 2002 portant délégation de pouvoirs au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'habitat et de l'urbanisme.

Arrêté du ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité n° 1896-02 du 29 novembre 2002 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la formation professionnelle.

ZONES FRANCHES

Création de zones franches d'exportation

Décret n° 2-02-642 du 30 octobre 2002 portant création des zones franches d'exportation dans la zone spéciale de développement Tanger-Méditerranée. **(B.O. n°5062 du 5 décembre 2002)**

CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB :

- **Circulaire n°19 relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions**
- **Communiqué de Bank Al-Maghrib relatif au relèvement du taux de la réserve monétaire et l'abaissement des taux directeurs**
- **Modificatif de la circulaire n° 12/G/96 du 10 septembre 1996 relative à la réserve monétaire**

**Circulaire n°19 relative à la classification des créances
et à leur couverture par les provisions**

Les dispositions du chapitre V du plan comptable des établissements de crédit relatives aux créances en souffrance stipulent que celles-ci doivent être classées et provisionnées selon les modalités définies par Bank Al-Maghrib.

La présente circulaire a pour objet de fixer les règles applicables dans ces domaines.

Article premier

Pour l'application de la présente circulaire, on entend par créances tous les éléments du bilan et du hors bilan, quelles qu'en soient la forme, la monnaie de libellé et la contrepartie, susceptibles de générer un risque de crédit.

Sont considérées comme créances au sens de l'alinéa ci-dessus :

- les crédits par décaissement quelle que soit leur nature, y compris les crédits-bail et les prêts subordonnés ;*
- les titres de créance, y compris les titres subordonnés ;*
- les engagements par signature donnés, tels que les cautions et avals, les acceptations, les lettres de crédit et les engagements de financement irrévocables.*

I – Règles relatives à la classification des créances

Article 2

Les créances sont réparties en 2 classes :

- les créances saines*
- et les créances en souffrance.*

.../...

Article 3

Sont considérées comme créances saines :

- les créances dont le règlement s'effectue normalement à l'échéance et qui sont détenues sur des contreparties dont la capacité à honorer leurs engagements, immédiats et/ou futurs, ne présente pas de motif d'inquiétude ;

- les créances intégralement couvertes par :

- * des dépôts de garantie (deposits),
- * des garanties reçues de l'Etat ou de la Caisse Centrale de Garantie,
- * des garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits,
- * le nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat,
- * le nantissement de comptes à terme ouverts auprès de l'établissement de crédit lui-même, de bons de caisse ou de titres de créance négociables, émis par lui.

Article 4

Sont considérées comme créances en souffrance, les créances qui présentent un risque de non recouvrement total ou partiel, eu égard à la détérioration de la capacité de remboursement immédiate et/ou future de la contrepartie.

Les créances en souffrance sont, compte tenu de leur degré de risque de perte, réparties en trois catégories :

- les créances pré-douteuses,
- les créances douteuses
- et les créances compromises.

Article 5

Sont classés dans la catégorie des créances pré-douteuses :

- 1) - les encours des crédits amortissables dont une échéance n'est pas réglée 90 jours après son terme (*) ;

.../...

 (*) Crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers, autres crédits amortissables.

2) - les encours des crédits remboursables en une seule échéance qui ne sont pas honorés 90 jours après leur terme (*);

3) - les loyers des biens donnés en crédit-bail ou en location avec option d'achat, qui ne sont pas réglés 90 jours après leur terme;

4) - les encours des crédits par décaissement et/ou par signature consentis à des contreparties dont la situation financière ne peut être évaluée faute de disponibilité de l'information ou de la documentation nécessaires à cet effet;

5) - les encours des crédits par décaissement et/ou par signature dont le recouvrement total ou partiel est, indépendamment de tout impayé, susceptible d'être mis en cause en raison de considérations liées à :

* la capacité de remboursement du débiteur (déséquilibre persistant de la situation financière, baisse significative du chiffre d'affaires, endettement excessif,...),

* des événements qui concernent les principaux dirigeants ou actionnaires (décès, dissolution, mise en liquidation,...),

* l'existence de problèmes de gestion ou de litiges entre les associés ou actionnaires,

* des difficultés au niveau du secteur d'activité dans lequel opère la contrepartie.

Article 6

Sont classés dans la catégorie des créances douteuses :

1) - les soldes débiteurs des comptes à vue qui n'enregistrent pas, pendant une période de 180 jours, de mouvements créditeurs réels couvrant au moins le montant des agios imputés à ces comptes ainsi qu'une partie significative desdits soldes débiteurs;

2) - les encours des crédits amortissables dont une échéance n'est pas réglée 180 jours après son terme;

3) - les encours des crédits remboursables en une seule échéance, qui ne sont pas honorés 180 jours après leur terme;

4) - les loyers des biens donnés en crédit-bail ou en location avec option d'achat, qui ne sont pas réglés 180 jours après leur terme;

.../...

(*) Avances sur marchandises, crédits de campagne, papier commercial, autres crédits de trésorerie.

5) - les encours des crédits par décaissement et/ou par signature consentis à des contreparties déclarées en redressement judiciaire ;

6) - les encours des crédits par décaissement et/ou par signature dont le recouvrement total ou partiel est, indépendamment de tout impayé, incertain compte tenu de la dégradation de la situation de la contrepartie du fait des considérations évoquées au paragraphe 5 de l'article 5 ci-dessus ou pour toutes autres raisons.

Article 7

Sont classés dans la catégorie des créances compromises :

1) - les soldes débiteurs des comptes à vue qui n'enregistrent pas, pendant une période de 360 jours, de mouvements créditeurs réels couvrant au moins le montant des agios imputés à ces comptes ainsi qu'une partie significative desdits soldes débiteurs ;

2) - les encours des crédits amortissables dont une échéance n'est pas réglée 360 jours après son terme ;

3) - les encours des crédits remboursables en une seule échéance qui ne sont pas honorés 360 jours après leur terme ;

4) - les loyers des biens donnés en crédit-bail ou en location avec option d'achat qui demeurent impayés 360 jours après leur terme ;

5) - les encours des crédits par décaissement et/ou par signature dont le recouvrement total ou partiel est, indépendamment de l'existence de l'un des critères de classement susvisés, peu probable du fait de considérations telles que :

* la perte, par la contrepartie, de 75% ou du tiers de sa situation nette, selon qu'elle est constituée, respectivement, en société anonyme ou sous une autre forme de sociétés, lorsque l'assemblée générale extraordinaire ne s'est pas réunie, dans les délais légaux requis, pour décider de la continuité de l'activité ;

* l'introduction d'une action en justice, à l'encontre de la contrepartie pour le recouvrement des créances,

* la contestation, par voie judiciaire, de la totalité ou d'une partie des créances par la contrepartie,

* la cessation d'activité ou la liquidation judiciaire de la contrepartie,

* la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail ou de location avec option d'achat, la résiliation du contrat.

.../...

Article 8

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 7 ci-dessus, les crédits amortissables par remboursements mensuels doivent être classés parmi les créances compromises dès qu'ils cumulent 9 échéances impayées.

Article 9

Les encours des crédits par décaissement, y compris les loyers des biens donnés en crédit-bail ou en location avec option d'achat ayant fait l'objet de restructuration, doivent être classés dans la catégorie des créances compromises lorsqu'une échéance demeure impayée pendant une période de 180 jours après son terme.

Article 10

Dans le cas des crédits à la consommation et des crédits destinés à l'acquisition ou à la construction de logements consentis à des particuliers, il peut être dérogé aux règles prévues à l'article 5 ci-dessus, relatives aux retards de paiement, lorsque ces retards sont imputables à des circonstances particulières (difficultés momentanées d'ordre technique liées au transfert des fonds, par exemple) et non à des considérations ayant trait à la solvabilité de la contrepartie.

Article 11

Le classement d'une créance dans la catégorie des créances compromises entraîne le transfert, dans cette catégorie, de l'ensemble des créances détenues sur la contrepartie concernée.

Toutefois, il peut être dérogé à cette règle dans le cas des créances commerciales non échues et dont le recouvrement dépend d'une tierce personne de solvabilité notoire.

Article 12

Sous réserve des dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 3 ci-dessus, les créances répondant à l'un des critères visés aux articles 5 à 9 doivent être imputées à la catégorie appropriée, quelles que soient les garanties dont elles sont assorties.

.../...

II - Règles relatives à la constitution des provisions

Article 13

Les créances pré-douteuses, douteuses et compromises doivent donner lieu à la constitution de provisions égales au moins, respectivement, à 20%, 50% et 100% de leurs montants, déduction faite des agios réservés et des garanties visées à l'article 15 ci-dessous.

Les provisions relatives aux créances compromises doivent être constituées au cas par cas. Celles ayant trait aux créances pré-douteuses et douteuses peuvent être constituées de manière globale.

Article 14

Dans le cas du crédit-bail et de la location avec option d'achat, la base de calcul des provisions est constituée :

- des loyers échus impayés, lorsque la créance est considérée comme pré-douteuse ou douteuse,

- du total formé par les loyers échus impayés et le capital restant dû, diminué de la valeur marchande du bien, lorsque la créance est classée dans la catégorie des créances compromises.

Article 15

Les garanties pouvant être déduites de l'assiette de calcul des provisions et les quotités qui leur sont appliquées, sont détaillées ci-après :

1) Quotité de 100 %

- les dépôts de garantie (deposits);*
- les garanties reçues de l'Etat ou de la Caisse Centrale de Garantie, homologuées par l'Etat;*
- les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits assimilées à celles de l'Etat;*
- le nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat;*
- le nantissement de comptes à terme ouverts auprès de l'établissement de crédit lui-même ou de bons de caisse ou de titres de créance émis par lui.*

.../...

2) Quotité de 80 %

- les garanties reçues d'établissements de crédit et assimilés marocains ou étrangers de premier ordre, habilités à donner des garanties ;
- les garanties reçues d'organismes d'assurance des crédits ;
- les garanties reçues des autres fonds et institutions marocains de garantie des crédits;
- les garanties reçues des banques multilatérales de développement et organismes assimilés ;
- le nantissement de bons de caisse et de titres de créance émis par les autres établissements de crédit et assimilés marocains ou étrangers de premier ordre ;
- le nantissement de titres émis par les banques multilatérales de développement et organismes assimilés.

3) Quotité de 50 %

- les hypothèques sur des biens immobiliers, sur des aéronefs ou sur des bateaux ;
- les attestations de droits constatés délivrées par l'Administration aux entreprises adjudicataires de marchés publics ;
- le nantissement de véhicules automobiles neufs.

Article 16

Les garanties ne sont prises en considération que pendant leur durée effective et qu'à hauteur des montants initiaux des risques couverts pondérés par les quotités affectées aux garanties concernées.

Article 17

Les garanties personnelles visées à l'article 15 ci-dessus doivent être réalisables à première demande et sans possibilité de contestation.

Article 18

Les contrats de nantissement de titres ou de fonds doivent être établis en bonne et due forme et stipuler expressément que ces valeurs sont affectées à la couverture des risques encourus.

.../...

Article 19

Les hypothèques reçues en couverture de crédits par décaissement et/ou d'engagements par signature doivent être :

- de premier rang,
- ou de second rang, lorsque le premier rang est inscrit en faveur de l'Etat et ce, en garantie des droits d'enregistrement
- et, le cas échéant, d'un rang inférieur si le rang précédent est enregistré au nom du même établissement et pour le même objet.

Les hypothèques dont le montant est égal ou supérieur à un million de dirhams ne sont prises en compte que si le bien hypothéqué a fait l'objet d'une évaluation récente, effectuée en bonne et due forme par l'établissement de crédit ou, à sa demande, par un expert qualifié, et qu'il est libre de toute autre servitude.

Article 20

Les établissements de crédit qui procèdent, eux-mêmes, à l'évaluation des garanties hypothécaires reçues en couverture des risques encourus sur leurs contreparties doivent justifier d'une expertise dans ce domaine et disposer de procédures précises, claires et de nature à assurer une évaluation appropriée.

Article 21

Les quotités visées aux points 2 et 3 de l'article 15 ci-dessus sont progressivement réduites, par abattements annuels, et ramenées à :

- 25 %, à l'expiration d'un délai de :
 - * 5 ans, dans le cas des garanties hypothécaires,
 - * 2 ans, en ce qui concerne les attestations de droits constatés et le nantissement de titres ou de véhicules automobiles neufs ;
- 0 %, à l'expiration d'un délai de :
 - * 10 ans, pour ce qui est des garanties hypothécaires,
 - * 5 ans, en ce qui concerne les attestations de droits constatés et le nantissement de titres,
 - * 3 ans, pour ce qui est du nantissement des véhicules automobiles neufs.

.../...

Les délais susvisés courent à compter de :

- la date d'inscription des créances concernées dans l'une des catégories des créances en souffrance, en ce qui concerne les garanties hypothécaires, les attestations de droits constatés et les nantissements de titres,*
- la date de mise en circulation, pour ce qui est des véhicules automobiles.*

Article 22

Les garanties réelles, visées à l'alinéa 3 de l'article 15, reçues en couverture de créances qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente circulaire, sont classées comme compromises, ne sont plus prises en considération pour le calcul des provisions à compter de la fin de l'exercice 2007.

Article 23

Les provisions constituées en application des dispositions de l'article 13 ci-dessus et relatives à des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne peuvent être reprises qu'à l'expiration d'un délai de six mois, courant à compter de la date d'échéance du premier règlement convenue, et sous réserve que ces créances n'enregistrent aucun impayé durant cette période.

Article 24

Les règles de constitution des provisions prévues par la présente circulaire s'appliquent aux titres de créance, autres que ceux inscrits en portefeuille de transaction.

Dans le cas des titres de créance cotés, classés dans le portefeuille de placement, le montant des provisions à constituer est déterminé en tenant compte de leur valeur de marché.

III – Dispositions relatives aux modalités d'enregistrement des créances impayées et en souffrance et des provisions correspondantes

Article 25

Les échéances des crédits qui ne sont pas réglées à bonne date doivent être imputées aux comptes appropriés du plan comptable des établissements de crédit (PCEC).

.../...

Article 26

Les créances en souffrance doivent être identifiées dans les rubriques appropriées du PCEC dès la constatation de la survenance de l'un des critères visés aux articles 5 à 9 et, au plus tard, à la fin de chaque trimestre de l'exercice social.

Les créances pré-douteuses et douteuses peuvent être suivies au moyen d'attributs.

Les créances compromises doivent être imputées aux comptes appropriés du PCEC.

Article 27

Les provisions nécessaires à la couverture des créances en souffrance doivent être comptabilisées, au plus tard, à la date d'arrêté des états de synthèse semestriels et annuels.

Article 28

Les créances considérées comme irrécouvrables doivent être imputées à la rubrique appropriée du compte de produits et charges.

Article 29

Lorsqu'ils sont décomptés, les agios correspondant aux créances en souffrance doivent figurer dans le compte « Agios réservés ». Ils ne peuvent être comptabilisés parmi les produits que lorsqu'ils sont effectivement encaissés.

Article 30

Les établissements de crédit doivent être en mesure d'identifier les créances en souffrance générées par les crédits distribués au cours de chaque exercice.

IV – Dispositions diverses et transitoires**Article 31**

Les systèmes d'évaluation du risque de crédit, mis en place par les établissements de crédit en application des dispositions de l'article 37 de la circulaire n° 6/G/2001 relative au contrôle interne, devraient prendre en compte les règles prévues par la présente circulaire.

.../...

Article 32

Les critères de classification des créances prévus par la présente circulaire constituent des normes minimales. Les établissements de crédit doivent, dans le cas où ils disposent d'autres éléments d'information, procéder au classement de ces créances dans la catégorie qu'ils estiment appropriée.

Article 33

Lorsque des créances en souffrance sont détenues sur une contrepartie appartenant à un groupe d'intérêt donné, les établissements de crédit doivent examiner l'impact de la défaillance de cette contrepartie au niveau du groupe et, si nécessaire, classer dans les catégories appropriées l'ensemble des créances détenues sur les entités dudit groupe.

Article 34

Les établissements de crédit qui ont des difficultés pour l'application des dispositions de la présente circulaire peuvent saisir la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit de Bank Al-Maghrib.

Article 35

La Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit peut, compte tenu des informations recueillies, notamment lors des vérifications sur place et sur documents qu'elle effectue, demander aux établissements de crédit de procéder à la classification, dans l'une des catégories des créances en souffrance, des crédits par décaissement et/ou par signature consentis à une contrepartie et à la constitution des provisions appropriées pour leur couverture.

Article 36

Les modalités d'application de certaines dispositions de la présente circulaire sont précisées par la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit.

Article 37

Les établissements de crédit sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour observer les dispositions de la présente circulaire, au plus tard le 30 juin 2003.

Toutefois, les sociétés de financement peuvent étaler les provisions, induites par ces nouvelles dispositions, sur deux années maximum.

.../...

Les banques peuvent prévoir, exceptionnellement pour l'année 2003, un taux de couverture des créances pré-douteuses par les provisions de 10%.

Article 38

Les dispositions de la présente circulaire annulent et remplacent, à partir du 1^{er} janvier 2003, celles prévues par la circulaire et l'instruction de Bank Al-Maghrib du 6 décembre 1995 relatives au même objet.

BANK AL-MAGHRIB

DIRECTION DU CREDIT ET
DES MARCHES DE CAPITAUX

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE
BANK AL-MAHGRIB
RELATIF AU RELEVEMENT
DU TAUX DE LA RESERVE MONETAIRE ET
L'ABAISSMENT DES TAUX DIRECTEURS**

Pour geler durablement les excédents de liquidité des banques et poursuivre, en même temps, le processus d'assouplissement des conditions de financement de l'économie nationale, le Conseil de Bank Al-Maghrib, réuni le 24 décembre 2002, a pris les mesures suivantes :

1/ le relèvement du coefficient de la réserve monétaire de 10% à 14% des exigibilités à vue des banques.

2/ la rémunération, au taux de 0,5% l'an, de l'ensemble des avoirs constitués au titre de la réserve monétaire.

3/ l'abaissement des taux directeurs de Bank Al-Maghrib de 50 points de base, ramenés à 3,25% pour les avances à 7 jours sur appels d'offres et à 4,25% pour les avances à 5 jours à l'initiative des banques.

Ces mesures entrent en application à compter du 26 décembre 2002.

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

Rabat, le 25 décembre 2002

**MODIFICATIF DE LA CIRCULAIRE N° 12/G/96
DU 10 SEPTEMBRE 1996 RELATIVE A
LA RESERVE MONETAIRE**

Le paragraphe I « Disposition Générale » de la circulaire n° 12/G/96 du 10 septembre 1996 relative à la réserve monétaire est modifié comme suit :

« La moyenne arithmétique des soldes quotidiens des comptes ordinaires des banques (1) tenus à Bank Al-Maghrib – Succursale de Casablanca – doit être égale au moins à 14% (quatorze pour cent) de leur exigibilités libellées en dirhams, à l'exception des exigibilités libellées en dirhams convertibles. Ces avoirs, à l'exception de ceux excédant le montant moyen requis, sont rémunérés au taux de 0,5% l'an. La rémunération est versée mensuellement aux banques après réception, par Bank Al-Maghrib, du document de contrôle (code 120) ».

Cette disposition entre en application à compter du jeudi 26 décembre 2002

(1) A l'exception du CIH, de la BNDE, de la CNCA,
du FEC et Bank Al-Amal.

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	57
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	59
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	60
3. Avoirs des banques	61
4. Engagements des banques	62
5. Agrégats de monnaie	63
6. Agrégats de placements liquides	64
7. Contreparties de M 3	65
8. Avoirs extérieurs nets	66
9. Créances sur l'État.....	67
10. Concours à l'économie	68
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1982 - 2002).....	69
12. Contreparties de M 3 (1982 - 2002).....	70
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	71
14. Mouvements des chambres de compensation.....	72
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	73
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	75
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	76
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	78
4. Taux du marché monétaire interbancaire	79
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	80
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	80
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	80
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	81
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	82
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	82
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	83
6. 1 Taux de base bancaires	84
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	85
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	86
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	86
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	87
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	89
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	90
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	91
1. Indicateurs d'activité des OPCVM	93
2. Emplois et ressources consolidés du "groupe C.D.G."	94
3. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	95
4. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	96

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	97
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	99
2. Encours des titres de créances négociables	100
3. Indicateurs boursiers	101
VI. FINANCES PUBLIQUES	103
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	105
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	106
3. Encours de la dette publique directe.....	108
VII. INDICES DES PRIX	109
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	111
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	112
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	113
4. Indice du coût de la vie (385 articles).....	114
VIII. PRODUCTION	115
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	117
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	118
3. Production minière	119
4. Production énergétique.....	119
5. Balance énergétique.....	119
6. Production de céréales et superficies cultivées	120
7. Production d'autres produits agricoles.....	120
8. Pêches maritimes.....	120
7. L'activité touristique.....	121
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	123
1. Balance commerciale.....	125
2. Importations par groupes de produits	126
3. Importations par principaux produits	127
4. Exportations par groupes de produits	130
5. Exportations par principaux produits	131
6. Répartition géographique des échanges.....	135
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	137
XI. COURS DE CHANGE	141
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	143
2. Cours indicatifs des monnaies de la zone euro.....	145
XII. COMPTES DE LA NATION	147
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	149
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	149
3. Compte de biens et services (prix courants)	150
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	151
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	151

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État				Total	Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Total (I+II)	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte								
					Avances aux banques					Autres avances	Total (I)						
1997 Déc.	41 172	11 334	8 049	-	19 383	22	1 210	7 395	8 605	1 100	1 060	9 705	-	2 346	979	73 607	
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652	-	2 542	1 099	78 030	
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514	
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592	
2001 Déc.	100 191	5 500	636	-	6 136	26	7	8 311	8 311	1 591	1 527	9 902	-	2 787	2 286	121 328	
2002 Janv.	96 906	5 500	2 000	348	7 848	26	1	8 452	8 452	721	656	9 173	-	2 798	2 096	118 847	
Fév.	97 749	5 500	1 834	-	7 334	30	-	8 448	8 448	1 029	965	9 477	-	2 804	2 062	119 456	
Mars	98 908	5 500	-	-	5 500	30	1	8 373	8 373	1 560	1 503	9 933	-	2 806	2 447	119 624	
Avril	99 430	5 500	-	-	5 500	30	-	8 367	8 367	508	459	8 875	201	2 683	2 255	118 974	
Mai	99 839	5 500	-	-	5 500	50	26	8 392	8 392	1 418	1 368	9 810	-	2 696	2 222	120 117	
Juin	99 695	5 500	-	-	5 500	29	-	8 509	8 509	628	534	9 137	-	2 697	2 465	119 523	
Juil.	101 412	5 500	-	-	5 500	28	3	8 510	8 510	949	884	9 459	-	2 702	2 334	121 435	
Août	103 212	5 500	-	-	5 500	47	-	8 708	8 708	1 457	1 371	10 165	-	2 704	2 262	123 890	
Sept.	104 846	5 500	-	-	5 500	45	-	8 707	8 707	1 009	945	9 716	-	2 706	1 497	124 310	
Oct.	103 841	5 500	-	-	5 500	26	2	8 708	8 708	695	628	9 403	-	2 708	1 517	122 995	
Nov.	102 888	5 500	-	-	5 500	28	-	9 025	9 025	1 084	1 023	10 109	-	2 710	3 391	124 626	
Déc.	105 299	5 500	-	-	5 500	38	1	9 748	9 748	1 265	1 200	11 013	-	2 725	2 483	127 058	

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrif.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Billets et monnaies en circulation	Engagements en devises			Dépôts et autres engagements					Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Divers	Total général
		Engagements envers l'étranger ⁽¹⁾	Compte de dépôt en devises des banques	Total	dont :								
					Compte courant du Trésor ⁽²⁾	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Comptes des particuliers					
1997 Déc.	51 062	817	374	1 191	12 160	1	9 779		2 127	434	4 713	4 047	73 607
1998 Déc.	53 247	725	742	1 467	14 001	1	11 451		2 384	434	4 791	4 090	78 030
1999 Déc.	60 067	826	2 323	3 149	14 107	1	11 064	-	2 989	434	4 891	3 866	86 514
2000 Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2001 Déc.	69 595	927	3 257	4 184	33 116	10 001	16 535	4 000	2 569	434	5 166	8 833	121 328
2002 Janv.	68 185	943	2 977	3 920	32 615	10 001	16 169	4 650	1 786	434	5 166	8 527	118 847
Fév.	70 970	950	3 790	4 740	29 717	10 001	15 111	2 000	2 595	434	5 166	8 429	119 456
Mars	68 642	901	3 653	4 554	32 171	11 925	16 918	-	2 876	434	5 166	8 657	119 624
Avril	68 529	899	3 523	4 422	32 695	13 275	14 799	1 800	2 520	434	5 324	7 570	118 974
Mai	68 676	917	2 811	3 728	34 040	12 779	15 509	3 000	2 240	434	5 324	7 915	120 117
Juin	69 057	850	1 174	2 024	34 043	11 550	16 466	3 000	2 811	434	5 324	8 641	119 523
Juil.	73 299	859	908	1 767	31 406	10 575	16 776	1 500	2 546	434	5 324	9 205	121 435
Août	75 185	890	747	1 637	31 698	10 503	16 829	1 700	2 658	434	5 324	9 612	123 890
Sept.	73 404	918	576	1 494	34 669	10 582	17 125	4 500	2 454	434	5 324	8 985	124 310
Oct.	72 863	911	410	1 321	34 135	9 274	17 288	5 000	2 566	434	5 324	8 918	122 995
Nov.	72 916	879	222	1 101	35 671	9 450	19 736	3 500	2 978	434	5 324	9 180	124 626
Déc.	73 171	809	142	951	36 596	10 517	22 828	0	3 245	434	5 324	10 582	127 058

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

(2) Y compris le compte courant du Fonds HASSAN II pour le développement économique et social.

Source : Bank Al-Maghrif.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspon-dants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobi-lisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :			dont :													
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux	Certificats de dépôts acquis par les banques					Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques ⁽¹⁾	Bons des sociétés de financement détenus par les banques						
1997 Déc.	12 302	(291)	(9 783)	(75)	2 926	3 412	58 541	151 203	7 007	(1 344)	(826)			6 645	9 002	-	251 038
1998 Déc.	13 937	(377)	(10 682)	(180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	(893)			8 216	9 377	-	274 022
1999 Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Déc.	19 658	(582)	(13 467)	(96)	5 326	5 774	61 633	199 138	8 543	(1 751)	(977)	(5 377)	(438)	10 605	10 273	-	320 950
2001 Déc.	29 070	(761)	(20 528)	(843)	3 241	5 805	72 318	207 013	10 782	(1 809)	(621)	(7 339)	(1 013)	12 019	10 854	-	351 102
2002 Janv.	28 523	(410)	(20 794)	(879)	3 007	5 526	72 610	206 078	11 736	(1 809)	(1 462)	(7 438)	(1 027)	12 553	10 710	-	350 743
Fév.	25 379	(534)	(16 673)	(539)	2 952	5 561	73 945	208 245	11 956	(1 759)	(1 735)	(7 436)	(1 026)	12 566	10 774	-	351 378
Mars	25 260	(461)	(17 040)	(729)	3 070	5 515	72 779	205 884	11 669	(1 729)	(1 458)	(7 420)	(1 062)	12 600	10 431	-	347 208
Avril	23 524	(496)	(15 747)	(143)	3 160	5 905	72 313	207 364	11 491	(1 729)	(1 331)	(7 423)	(1 008)	12 708	10 544	-	347 009
Mai	25 287	(453)	(18 382)	(273)	2 555	5 794	71 220	206 831	11 174	(1 701)	(1 378)	(7 396)	(699)	12 731	10 693	605	346 890
Juin	25 708	(454)	(19 855)	(579)	4 897	7 661	70 608	209 738	11 076	(1 608)	(1 420)	(7 364)	(684)	13 007	10 588	223	353 506
Juil.	24 294	(877)	(17 768)	(359)	4 246	7 234	71 567	211 518	11 703	(1 578)	(1 716)	(7 500)	(909)	13 241	10 919	-	354 722
Août	25 711	(697)	(18 366)	(1 066)	3 084	8 161	73 544	212 425	11 525	(1 578)	(1 656)	(7 512)	(779)	13 257	11 012	-	358 719
Sept.	28 883	(442)	(21 881)	(1 393)	2 388	7 766	73 338	212 124	11 440	(1 608)	(1 632)	(7 545)	(655)	13 368	11 119	-	360 426
Oct.	29 096	(371)	(23 017)	(1 327)	2 634	8 440	72 244	212 544	11 186	(1 508)	(1 496)	(7 527)	(655)	13 392	11 215	-	360 751
Nov.	27 477	(414)	(21 586)	(1 327)	3 697	10 105	72 506	215 078	11 006	(1 458)	(1 466)	(7 515)	(567)	13 464	11 262	-	364 595
Déc.	29 817	(505)	(23 372)	(1 744)	3 775	8 535	75 189	215 080	11 167	(1 448)	(1 524)	(7 530)	(665)	13 413	11 398	-	368 374

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle				Total	Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts nets auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts																
1997 Déc.	50 915	(20 094)	25 754	5 329	81 998	21 430	63 527	2 874	(594)	1 206	8 206	916	2 203	13 825	14 901	1 210	12 130	23 716	2 896	251 038
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	274 022
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Déc.	72 166	(26 619)	31 140	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	17 316	29 480	2 094	320 950
2001 Déc.	85 607	(32 819)	37 181	10 445	133 233	33 005	83 318	4 967	(976)	641	10 547	2 329	3 240	10 212	12 035	7	22 037	32 574	2 957	351 102
2002 Janv.	86 190	(33 412)	32 688	9 908	128 786	33 422	83 648	4 956	(959)	711	10 784	2 989	3 617	10 190	12 705	1	22 045	32 586	4 303	350 743
Fév.	87 008	(34 430)	33 247	9 140	129 395	33 770	83 045	4 923	(959)	717	10 754	2 883	3 571	10 123	12 598	-	22 423	32 593	4 583	351 378
Mars	87 328	(34 019)	33 205	10 238	130 771	33 951	81 763	4 894	(957)	698	11 316	1 445	3 759	9 895	12 440	1	22 538	32 170	1 567	347 208
Avril	88 224	(34 506)	32 698	9 747	130 669	34 222	81 598	4 846	(951)	747	11 459	522	3 426	9 754	12 226	-	22 546	31 804	3 190	347 009
Mai	89 140	(35 040)	32 420	9 459	131 019	34 319	81 553	4 803	(1 102)	756	11 114	1 290	3 187	9 609	12 088	26	23 681	33 445	-	346 890
Juin	91 989	(36 373)	35 824	11 643	139 456	34 388	80 027	4 944	(1 100)	652	12 870	- 486	3 803	9 461	11 955	-	24 047	32 389	-	353 506
Juil.	94 001	(37 908)	34 835	10 670	139 506	34 627	79 526	4 769	(930)	651	12 767	281	3 262	9 252	12 207	3	24 105	32 393	1 373	354 722
Août	95 281	(37 739)	36 181	9 931	141 393	34 788	79 772	4 565	(812)	674	11 851	3 482	3 342	9 051	12 182	-	24 263	32 595	761	358 719
Sept.	95 248	(36 902)	36 251	9 514	141 013	35 027	81 443	4 562	(812)	692	11 331	2 424	3 274	8 913	12 185	-	24 306	32 595	2 661	360 426
Oct.	95 313	(36 340)	34 359	9 021	138 693	35 333	82 748	4 339	(808)	611	10 995	3 028	3 176	8 723	12 259	2	24 542	32 589	3 713	360 751
Nov.	95 575	(37 087)	36 091	9 303	140 969	35 467	82 087	4 208	(809)	599	12 868	2 206	3 062	8 475	11 696	-	24 673	32 591	5 694	364 595
Déc.	98 020	(36 915)	39 978	9 898	147 896	35 786	82 496	3 532	(809)	527	11 467	3 979	2 213	8 240	11 659	1	25 150	32 477	2 951	368 374

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants".

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3												
	Agrégat M 2												
	Agrégat M 1						M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue			M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽¹⁾	M 3 = M 2 + Placements à terme
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale						Total	Comptes sur carnets auprès des banques	Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale				Total
	Comptes crédoiteurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib	Comptes crédoiteurs à vue auprès des banques	Comptes crédoiteurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes crédoiteurs à vue auprès de la Trésorerie générale	Total								
1997 Déc.	48 662	2 127	81 998	1 871	6 202	92 198	140 860	21 430	4 553	25 983	166 843	64 121	230 964
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	24 193	5 330	29 523	179 795	65 114	244 909
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784
2001 Déc.	66 025	2 569	133 233	2 599	5 686	144 087	210 112	33 005	6 576	39 581	249 693	84 294	333 987
2002 Janv.	64 957	1 786	128 786	2 694	5 686	138 952	203 909	33 422	6 642	40 064	243 973	84 607	328 580
Fév.	67 276	2 595	129 395	2 556	5 686	140 232	207 508	33 770	6 681	40 451	247 959	84 004	331 963
Mars	65 479	2 876	130 771	2 600	5 686	141 933	207 412	33 951	6 723	40 674	248 086	82 720	330 806
Avril	65 362	2 520	130 669	2 573	5 686	141 448	206 810	34 222	6 760	40 982	247 792	82 549	330 341
Mai	65 618	2 240	131 019	2 555	5 686	141 500	207 118	34 319	6 779	41 098	248 216	82 655	330 871
Juin	65 760	2 811	139 456	2 644	5 686	150 597	216 357	34 388	6 789	41 177	257 534	81 127	338 661
Juil.	69 546	2 546	139 506	2 572	5 686	150 310	219 856	34 627	6 812	41 439	261 295	80 456	341 751
Août	71 124	2 658	141 393	2 636	5 686	152 373	223 497	34 788	6 830	41 618	265 115	80 584	345 699
Sept.	69 689	2 454	141 013	2 672	5 686	151 825	221 514	35 027	6 890	41 917	263 431	82 255	345 686
Oct.	69 437	2 566	138 693	2 638	5 686	149 583	219 020	35 333	7 197	42 530	261 550	83 556	345 106
Nov.	69 395	2 978	140 969	2 734	5 686	152 367	221 762	35 467	7 236	42 703	264 465	82 896	347 361
Déc.	69 565	3 245	147 896	2 672	5 686	159 499	229 064	35 786	7 313	43 099	272 163	83 305	355 468

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES ^(*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement	Total	Titres émis par les OPCVM obligations	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	Total	
1997 Déc.	8 248	11 363	-	210	19 821	2 708	2 708	3 057	3 057	25 586
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	27 356
2001 Déc.	9 407	4 238	-	261	13 906	17 111	17 111	1 936	1 936	32 953
2002 Janv.	9 787	4 900	-	265	14 952	20 477	20 477	1 872	1 872	37 301
Fév.	10 139	5 353	16	268	15 776	21 319	21 319	2 238	2 238	39 333
Mars	10 737	4 944	16	268	15 965	24 284	24 284	2 280	2 280	42 529
Avril	11 225	5 506	16	404	17 151	25 014	25 014	2 044	2 044	44 209
Mai	11 886	6 317	10	404	18 617	28 171	28 171	1 513	1 513	48 301
Juin	13 916	5 528	19	405	19 868	26 608	26 608	1 495	1 495	47 971
Juil.	13 020	6 176	19	408	19 623	28 367	28 367	1 368	1 368	49 358
Août	11 528	4 880	15	407	16 830	28 086	28 086	1 944	1 944	46 860
Sept.	10 447	5 948	15	408	16 818	29 708	29 708	1 348	1 348	47 874
Oct.	8 688	5 036	15	408	14 147	30 078	30 078	1 321	1 321	45 546
Nov.	6 421	4 936	13	408	11 778	31 135	31 135	1 265	1 265	44 178
Déc.	2 502	5 873	4	408	8 787	29 696	29 696	1 247	1 247	39 730

(*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)											Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)
				Crédit intérieur global									Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Total (A+B+C)									
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)		de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)	Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)					
1997 Déc.	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001 Déc.	99 264	2 685	#####	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002 Janv.	95 963	1 608	97 571	-2 276	73 489	8 380	79 593	8 451	208 567	217 018	6 642	303 253	61 808	241 445	339 016	-10 436	328 580
Fév.	96 799	1 807	98 606	-2 477	74 484	8 242	80 249	8 448	211 006	219 454	6 681	306 384	61 847	244 537	343 143	-11 180	331 963
Mars	98 007	1 519	99 526	-5 697	73 508	8 286	76 097	8 372	208 404	216 776	6 723	299 596	60 025	239 571	339 097	-8 291	330 806
Avril	98 531	2 228	#####	-7 890	72 456	8 259	72 825	8 367	209 703	218 070	6 760	297 655	58 407	239 248	340 007	-9 666	330 341
Mai	98 922	2 304	#####	-6 666	71 493	8 241	73 068	8 366	208 908	217 274	6 779	297 121	61 317	235 804	337 030	-6 159	330 871
Juin	98 845	3 660	#####	-6 292	71 187	8 330	73 225	8 509	211 842	220 351	6 789	300 365	58 634	241 731	344 236	-5 575	338 661
Juil.	100 553	4 198	#####	-4 968	71 926	8 258	75 216	8 507	214 143	222 650	6 812	304 678	58 961	245 717	350 468	-8 717	341 751
Août	102 322	4 842	#####	-4 390	74 610	8 322	78 542	8 708	214 860	223 568	6 830	308 940	62 099	246 841	354 005	-8 306	345 699
Sept.	103 928	4 242	#####	-4 897	74 731	8 358	78 192	8 707	214 411	223 118	6 890	308 200	60 696	247 504	355 674	-9 988	345 686
Oct.	102 930	5 024	#####	-3 925	73 571	8 324	77 970	8 706	214 695	223 401	7 197	308 568	61 173	247 395	355 349	-10 243	345 106
Nov.	102 009	6 858	#####	-3 704	73 833	8 420	78 549	9 025	217 111	226 136	7 236	311 921	59 470	252 451	361 318	-13 957	347 361
Déc.	104 490	6 300	#####	-4 584	76 933	8 358	80 707	9 747	217 269	227 016	7 313	315 036	60 568	254 468	365 258	-9 790	355 468

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib										Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs			Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (1)	Engagements extérieurs (2)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)					
1997 Déc.	1 950	38 161	12	761	270	18	41 172	193	624	817	40 355	3 703	3 409	294	40 649
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091
2000 Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 356	4 322	2 034	54 685
2001 Déc.	1 957	95 214	1 426	1 294	300	-	100 191	194	733	927	99 264	6 566	3 881	2 685	101 949
2002 Janv.	1 957	92 023	1 330	1 294	302	-	96 906	194	749	943	95 963	5 936	4 328	1 608	97 571
Fév.	1 957	92 866	1 331	1 294	301	-	97 749	194	756	950	96 799	6 095	4 288	1 807	98 606
Mars	1 957	94 028	1 328	1 294	301	-	98 908	194	707	901	98 007	5 976	4 457	1 519	99 526
Avril	1 957	94 572	1 309	1 294	298	-	99 430	194	705	899	98 531	6 401	4 173	2 228	100 759
Mai	1 959	95 078	1 213	1 294	295	-	99 839	194	723	917	98 922	6 247	3 943	2 304	101 226
Juin	1 959	94 986	1 166	1 294	290	-	99 695	194	656	850	98 845	8 115	4 455	3 660	102 505
Juil.	1 959	96 793	1 074	1 294	292	-	101 412	205	654	859	100 553	8 111	3 913	4 198	104 751
Août	1 959	98 276	1 392	1 294	292	-	103 212	205	685	890	102 322	8 858	4 016	4 842	107 164
Sept.	1 959	99 920	1 383	1 294	290	-	104 846	205	713	918	103 928	8 208	3 966	4 242	108 170
Oct.	1 960	98 925	1 372	1 294	290	-	103 841	202	709	911	102 930	8 811	3 787	5 024	107 954
Nov.	1 960	98 056	1 289	1 294	289	-	102 888	202	677	879	102 009	10 519	3 661	6 858	108 867
Déc.	1 960	100 516	1 244	1 294	285	-	105 299	202	607	809	104 490	9 040	2 740	6 300	110 790

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib								Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Portefeuille d'effets publics					Total (II)
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor en comptes courants			Emprunts d'État	Total	Dépôts des banques auprès du Trésor			
1997 Déc.	19 383	-	1 060	22	20 465	785	19 680		19 680	57 056	1 485	58 541	75	58 616	8 073	86 369
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244		19 244	56 504	1 930	58 434	180	58 614	6 652	84 510
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
2001 Déc.	6 136	-	1 527	26	7 689	10 806	-3 117	-	-3 117	...	...	72 318	843	73 161	8 285	78 329
2002 Janv.	7 500	348	656	26	8 530	10 806	-2 276	-	-2 276	...	...	72 610	879	73 489	8 380	79 593
Fév.	7 334	-	965	30	8 329	10 806	-2 477	-	-2 477	...	...	73 945	539	74 484	8 242	80 249
Mars	5 500	-	1 503	30	7 033	12 730	-5 697	-	-5 697	...	...	72 779	729	73 508	8 286	76 097
Avril	5 500	-	459	30	5 989	14 080	-8 091	201	-7 890	...	...	72 313	143	72 456	8 259	72 825
Mai	5 500	-	1 368	50	6 918	13 584	-6 666	-	-6 666	...	...	71 220	273	71 493	8 241	73 068
Juin	5 500	-	534	29	6 063	12 355	-6 292	-	-6 292	...	...	70 608	579	71 187	8 330	73 225
Juil.	5 500	-	884	28	6 412	11 380	-4 968	-	-4 968	...	...	71 567	359	71 926	8 258	75 216
Août	5 500	-	1 371	47	6 918	11 308	-4 390	-	-4 390	...	...	73 544	1 066	74 610	8 322	78 542
Sept.	5 500	-	945	45	6 490	11 387	-4 897	-	-4 897	...	...	73 338	1 393	74 731	8 358	78 192
Oct.	5 500	-	628	26	6 154	10 079	-3 925	-	-3 925	...	...	72 244	1 327	73 571	8 324	77 970
Nov.	5 500	-	1 023	28	6 551	10 255	-3 704	-	-3 704	...	...	72 506	1 327	73 833	8 420	78 549
Déc.	5 500	-	1 200	38	6 738	11 322	-4 584	-	-4 584	...	...	75 189	1 744	76 933	8 358	80 707

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créancier du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

(3) Contrepartie des comptes créanciers à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie													
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total		
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total				
2000 Déc	75 590	45 227	27 023	8 003	4 283	30 927	191 053	8 085	438	8 523			977		200 553	7 471	208 024
2001 Déc	72 440	45 371	30 699	8 283	3 396	35 699	195 888	11 125	1 013	12 138	621	208 647	8 304	216 951
2002 Janv.	71 554	45 137	31 384	8 256	3 066	35 661	195 058	11 020	1 027	12 047	1 462	208 567	8 451	217 018
Fév.	71 854	44 695	31 722	8 274	4 308	35 836	196 689	11 556	1 026	12 582	1 735	211 006	8 448	219 454
Mars	68 863	45 068	32 320	8 257	3 913	34 621	193 042	12 842	1 062	13 904	1 458	208 404	8 372	216 776
Avril	68 846	45 402	32 200	8 220	3 539	35 584	193 791	13 573	1 008	14 581	1 331	209 703	8 367	218 070
Mai	67 529	44 172	32 716	8 299	3 390	36 401	192 507	14 324	699	15 023	1 378	208 908	8 366	217 274
Juin	69 311	43 594	33 120	8 372	4 245	36 931	195 573	14 165	684	14 849	1 420	211 842	8 509	220 351
Juil.	71 616	42 782	33 264	8 469	4 152	37 610	197 893	13 625	909	14 534	1 716	214 143	8 507	222 650
Août	71 073	42 931	33 575	8 510	4 526	37 668	198 283	14 142	779	14 921	1 656	214 860	8 708	223 568
Sept.	70 958	41 817	34 111	8 553	4 363	38 188	197 990	14 134	655	14 789	1 632	214 411	8 707	223 118
Oct.	70 632	41 989	34 429	8 603	4 152	38 454	198 259	14 285	655	14 940	1 496	214 695	8 706	223 401
Nov.	71 932	41 779	34 707	8 549	4 678	38 399	200 044	15 034	567	15 601	1 466	217 111	9 025	226 136
Déc.	69 703	42 138	35 155	8 374	5 680	38 765	199 815	15 265	665	15 930	1 524	217 269	9 747	227 016

(*) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1982 -2002) ^(*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 ⁽³⁾	PL 2 ⁽⁴⁾	PL 3 ⁽⁵⁾	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue ⁽¹⁾	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽²⁾					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1982	12 023	17 584	29 607	1 735	31 342	7 654	38 996	336	-	-	336
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	359	-	-	359
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	2 641	-	-	2 641
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	6 229	-	-	6 229
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	9 612	-	-	9 612
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	10 308	-	-	10 308
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	13 485	-	-	13 485
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	15 739	-	-	15 739
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	14 504	-	-	14 504
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 564	-	-	15 564
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 837	-	-	16 837
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 849	-	-	21 849
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351
2000	58 169	123 094	181 263	35 240	216 503	76 281	292 784	11 420	12 722	3 214	27 356
2001	66 025	144 087	210 112	39 581	249 693	84 294	333 987	13 906	17 111	1 936	32 953
2002	69 565	159 499	229 064	43 099	272 163	83 305	355 468	8 787	29 696	1 247	39 730

(*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1982 - 2002)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)											Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Crédit intérieur global													
				Créances sur l'Etat				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1982	743	48	791	8 336	9 185	1 844	19 365	682	26 406	27 088	552	47 005	7 324	39 681	40 472	-1 476	38 996
1983	- 56	35	- 21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	- 18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002	#####	6 300	110 790	-4 584	76 933	8 358	80 707	9 747	217 269	227 016	7 313	315 036	60 568	254 468	365 258	-9 790	355 468

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	2000			2001			2002		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	3 027	5 918	-2 891	4 448	6 127	-1 679	5 706	7 127	-1 421
Février	3 647	4 528	- 881	5 547	3 846	1 701	7 017	4 230	2 787
Mars	5 820	4 225	1 595	5 603	5 415	188	4 198	6 529	-2 331
Avril	4 102	4 390	- 288	5 026	5 119	- 93	5 429	5 542	- 113
Mai	3 920	4 758	- 838	5 490	5 057	433	5 794	5 646	148
Juin	4 805	3 899	906	5 437	4 437	1 000	4 932	4 550	382
Juillet	6 433	3 527	2 906	7 920	4 038	3 882	8 819	4 577	4 242
Août	5 641	4 698	943	7 511	5 556	1 955	7 501	5 597	1 904
Septembre	4 134	5 543	-1 409	4 186	6 417	-2 231	5 009	6 790	-1 781
Octobre	4 330	5 005	- 675	5 815	6 011	- 197	6 126	6 667	- 541
Novembre	4 675	4 754	- 79	5 413	5 243	170	5 276	5 223	53
Décembre	5 358	3 204	2 154	7 105	4 420	2 685	6 521	6 266	255
Total	55 892	54 449	1 443	69 501	61 687	7 814	72 328	68 744	3 584

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION

(en millions de dirhams)

Période	Chèques compensés <i>(1)</i>	Effets compensés <i>(1)</i>	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
" 1999	416 715	49 608	294 711	761 033
" 2000	421 060	52 611	318 634	792 305
" 2001	428 089	56 758	363 438	848 285
2001 Janvier	37 102	5 515	33 633	76 250
Février	35 098	4 434	26 664	66 196
Mars	32 300	3 708	27 436	63 444
Avril	38 134	5 233	25 133	68 500
Mai	37 677	4 724	31 928	74 329
Juin	32 734	3 763	28 469	64 966
Juillet	37 307	5 166	30 349	72 822
Août	36 436	4 998	32 192	73 626
Septembre	33 405	4 129	26 994	64 528
Octobre	40 197	5 858	36 117	82 172
Novembre	34 421	4 588	33 369	72 378
Décembre	33 278	4 641	31 155	69 074
2002 Janvier	38 226	4 945	33 154	76 325
Février	32 321	4 481	30 747	67 548
Mars	33 977	4 264	33 677	71 918
Avril	40 071	5 412	35 657	81 140
Mai	37 836	5 062	29 404	72 302
Juin	34 217	3 864	31 692	69 773
Juillet	42 145	5 680	30 819	78 644
Août	35 390	4 493	30 467	70 350
Septembre	36 587	5 495	26 208	68 290
Octobre	43 001	5 480	29 857	78 338
Novembre	31 943	4 250	26 279	62 472
Décembre	37 298	6 060	30 658	74 016

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾											Interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire						
	Monnaie "Banque centrale"							Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrib	Concours de Bank Al-Maghrib au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrib	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes			Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous- total											
		banques	Trésor ⁽²⁾	Total														
1998 Déc.	+418			-685	-56	-323	+253	-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398				+821
1999 Déc.	-1 185			-438	-160	-1 783	-103	-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588	+2 311		+1 994
2000 Déc.	-551			+636	-2 586	-55	-2 556	+2 869	-228	+31	-703	-161	+234	-	+630	-		+703
2001																		
Jan.	-591	-384	-	- 975	-338	+19	-1 294	-652	-52	+102	-673	-2 569	+2 598	-245	-1	+242	-25	+2 569
Fév.	+640	-95	-3 827	-3 282	131	-179	-3 330	+5 702	-4 184	-3	+457	-1 358	+224	+611	-	+498	+25	+1 358
Mars	-2 552	-68	-7 530	-10 150	-183	-711	-11 044	+18 733	-5 037	+38	-231	+2 459	-2 120	-628	+12	+277	-	-2 459
Avr.	+1 110	+1 012	+2 035	+4 157	-438	-1 329	+2 390	+2 231	+68	+40	-765	+3 964	-3 504	-86	-11	-288	-75	-3 964
Mai	-293	-952	+2 613	+1 368	-1 248	+689	809	+4 511	-231	+136	-2 716	+2 509	-1 000	+98	-	-1 144	-463	-2 509
Juin	-993	-1 431	+1 834	- 590	+285	+456	151	+942	+503	+131	-139	+1 588	-650	-122	+3	-837	+18	-1 588
Juil.	-2 495	+2 507	+47	+59	+865	+231	+1 155	-1 642	-342	+61	-188	-956	+700	-13	-1	-	+270	+956
Août	-3 486	-2 544	-898	-6 928	-1 132	+161	-7 899	+5 807	+1 223	+18	+121	-730	+836	-4	-1	-51	-50	+730
Sept.	+1 111	+178	-546	+743	-171	+92	+664	+3 964	-1 116	+56	+154	+3 723	-1 536	-42	+5	-	-2 150	-3 723
Oct.	+612	-369	-1 003	- 760	+6	-92	-846	+1 479	-57	+2	-116	+462	-	-	-	-	-462	-462
Nov.	+34	-803	-1 441	-2 210	+871	+166	-1 173	+907	+278	+124	-28	+108	-	+120	+19	-	-247	-108
Déc.	-1 633	+386	-2 803	-4 050	-157	-133	-4 340	+3 650	-604	+151	-324	-1 467	-	+33	-14	-	+1 448	+1 467
2002																		
Jan.	- 541	- 425	+1 517	+ 551	+ 684	+ 143	+1 378	-1 245	+2 488	+20	+ 249	+2 890	-	-153	-7	-	-2 730	-2 890
Fév.	- 493	+456	- 273	- 310	-201	+ 68	- 443	- 291	-740	+73	-535	-1 936	-	-	+19	-	+1 917	+1 936
Mars	+215	- 449	-1 025	-1 259	-371	-607	-2 237	+1 622	-1 021	- 22	-198	-1 856	-	-	-22	+63	+1 815	+1 856
Avr.	+708	+105	-2 317	-1 504	+ 237	-320	-1 587	+ 301	-761	- 16	+461	-1 602	-	+537	-	+480	+ 585	+1 602
Mai	- 27	+558	+1 017	+1 548	-23	+284	+1 809	+1 320	+ 258	- 13	+398	+3 772	-	-537	+32	-462	-2 805	-3 772
Juin	+7	- 668	- 181	- 842	+2 050	+ 54	+1 262	- 590	-254	+52	-288	+ 182	-	-	-32	-80	- 70	- 182
Juil.	-2 652	+1 374	+ 450	- 828	+ 718	+ 187	+ 77	- 728	+ 50	+119	-268	- 750	-	-	-	-	+ 750	+ 750
Août	-3 670	-2 418	+1 677	-4 411	+ 204	+ 46	-4 161	+3 823	+ 265	+90	-726	- 709	-	-	-1	-	+ 710	+ 709
Sept.	+996	+1 210	-2 085	+ 121	+ 109	- 37	+ 193	+1 768	- 237	+104	-70	+1 758	-	-	+2	-	-1 760	-1 758
Oct.	+733	- 503	+1 088	+1 318	+ 168	- 86	+1 400	- 443	- 102	- 13	+ 84	+ 926	-	-	-1	-	- 925	- 926
Nov.	+255	- 649	+1 437	+1 043	+ 212	+ 19	+1 274	- 997	+ 247	+67	-417	+ 174	-	-	+1	-	- 175	- 174
Déc.	- 126	-4 069	+ 96	-4 099	+ 162	-98	-4 035	+1 179	-118	+257	-684	-3 401	-	-	+1	-	+3 400	+3 401

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrib

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2001 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidité	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
29 décembre 2000 au 3 janvier 2001	5 400	1 219	-	3	-	-	6 622
4 au 11 janvier	6 400	52	-	2	-	-	6 454
12 au 17 janvier	7 200	88	-	1	-	-	7 289
18 au 24 janvier	7 200	317	-	-	-	-43	7 474
25 au 31 janvier	7 400	255	-	-	57	-	7 712
1 au 7 février	7 361	363	-	5	82	-	7 811
8 au 14 février	7 610	693	-	1	-	-	8 304
15 au 21 février	7 560	1 060	-	-	-	-	8 620
22 au 28 février	6 564	552	-	2	-	-	7 118
1 au 7 mars	6 254	37	-	2	-	-	6 293
8 au 14 mars	5 816	546	-	1	-	-	6 363
15 au 21 mars	5 700	91	-	18	-	-	5 809
22 au 28 mars	4 100	-	-	-	-	-	4 100
29 mars au 4 avril.....	3 900	-	-	7	-	-	3 907
5 au 11 avril.....	2 400	-	-	1	-171	-	2 230
12 au 18 avril.....	1 700	-	-	-	-	-107	1 593
19 au 25 avril.....	1 000	20	-	-	-	-457	563
26 avril au 2 mai.....	1 500	310	-	1	-	-	1 811
3 au 9 mai.....	2 000	274	-	1	-	-	2 275
10 au 16 mai.....	600	214	-	10	-	-214	610
17 au 23 mai.....	-	42	-	-	-149	-1 136	-1 243
24 au 30 mai.....	-	33	-	2	-15	-229	-209
31 mai au 6 juin.....	-	22	-	1	-	-1 314	-1 291
7 au 13 juin.....	-	157	-	12	-	-1 400	-1 231
14 au 20 juin.....	-	70	-	2	-	-286	-214
21 au 27 juin.....	-	-	-	-	-	-	0
28 juin au 4 juillet.....	-	-	-	1	-	-	1
5 au 11 juillet	-	-	-	-	-	-	0
12 au 18 juillet	-	-	-	3	-7	-571	-575
19 au 25 juillet	-	107	-	1	-	-	108
26 juillet au 1er août.....	2 800	40	-	2	-	-	2 842
2 au 8 août.....	4 181	70	-	1	-	-	4 252
9 au 15 août.....	3 000	40	-	1	-	-	3 041
16 au 22 août.....	500	-	-	-	-	-	500
23 au 29 août.....	-	50	-	-	-	-	50
30 août au 5 septembre.....	-	-	-	2	-	-1 500	-1 498
6 au 12 septembre.....	-	-	-	1	-	-2 371	-2 370
13 au 19 septembre.....	-	-	-	4	-	-1 686	-1 682
20 au 26 septembre.....	-	-	6	39	-	-2 086	-2 041
27 septembre au 3 octobre.....	-	-	-	2	-	-3 771	-3 769
4 au 10 octobre	-	-	-	6	-	-3 429	-3 423
11 au 17 octobre	-	-	-	8	-	-1 821	-1 813
18 au 24 octobre	-	-	-	82	-	-1 971	-1 889
25 au 31 octobre	-	-	-	1	-	-3 171	-3 170
1er au 7 novembre	-	26	4	65	-	-3 071	-2 976
8 au 14 novembre	-	124	-	1	-	-2 871	-2 746
15 au 21 novembre	-	149	-	8	-	-2 543	-2 386
22 au 28 novembre	-	147	6	3	-	-2 893	-2 737
29 novembre au 5 décembre	-	155	10	7	-	-2 136	-1 964
6 au 12 décembre	-	231	11	10	-	-1 057	-805
13 au 19 décembre	-	224	-	1	-	-1 414	-1 189
20 au 26 décembre	-	85	-	5	-	-1 493	-1 403
27 décembre au 2 janvier 2002	-	-	-	7	-	-3 429	-3 422

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2002 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidité	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes			
27 décembre au 2 janvier 2002	-	-	-	7	-	-3 429	-3 422
3 au 9 janvier	-	-	-	7	-	-4 587	-4 580
10 au 16 janvier	-	-	-	1	-	-4 157	-4 156
17 au 23 janvier	-	-	-	9	-	-3 967	-3 958
24 au 30 janvier	-	-	-	4	-	-4 471	-4 467
31 janvier au 6 février	-	-	-	2	-	-3 481	-3 479
7 au 13 février	-	-	-	15	-	-2 017	-2 002
14 au 20 février	-	-	-	27	-	-1 214	-1 187
21 au 27 février	-	-	-	2	-	-1 291	-1 289
28 février au 6 mars	-	-	-	1	-	-1 143	-1 142
7 au 13 mars	-	-	-	1	-	-336	- 335
14 au 20 mars	-	-	23	22	19	-200	- 136
21 au 27 mars	-	-	-	5	- 19	-957	- 971
28 mars au 3 avril	-	410	173	34	107	-171	553
4 au 10 avril	-	976	-	3	- 39	-71	869
11 au 17 avril	-	-	-	1	-	-257	- 256
18 au 24 avril	-	314	-	1	- 38	-	277
25 avril au 1er mai	-	-	-	2	-	-257	- 255
2 au 8 mai	-	-	-	2	- 28	-3 086	-3 112
9 au 15 mai	-	-	4	1	-	-3 143	-3 138
16 au 22 mai	-	-	21	3	-	-1 714	-1 690
23 au 29 mai	-	-	83	2	-	-2 500	-2 415
30 mai au 5 juin.....	-	-	19	-	-	-3 000	-2 981
6 au 12 juin.....	-	-	-	3	-	-3 000	-2 997
13 au 19 juin.....	-	-	-	1	-	-3 000	-2 999
20 au 26 juin.....	-	-	-	-	-	-3 000	-3 000
27 juin au 3 juillet.....	-	-	-	5	-	-3 000	-2 995
4 au 10 juillet	-	-	-	1	-	-3 000	-2 999
11 au 17 juillet	-	-	59	-	-	-3 000	-2 941
18 au 24 juillet	-	-	1	1	-	-1 500	-1 498
25 au 31 juillet	-	-	-	3	-	-1 500	-1 497
1er au 7 août.....	-	-	-	1	-	-	1
8 au 14 août.....	-	-	-	-	-	-3 000	-3 000
15 au 21 août.....	-	-	-	-	-	-1 429	-1 429
22 au 28 août.....	-	-	-	2	-	- 500	- 498
29 août au 4 septembre.....	-	-	-	-	-	-1 700	-1 700
5 au 11 septembre.....	-	-	-	2	-	-1 700	-1 698
12 au 18 septembre.....	-	-	-	1	-	-3 000	-2 999
19 au 25 septembre.....	-	-	-	1	-	-4 000	-3 999
26 septembre au 2 octobre.....	-	-	-	2	-	-4 500	-4 498
3 au 9 octobre	-	-	-	1	-	-4 500	-4 499
10 au 16 octobre	-	-	-	3	-	-4 000	-3 997
17 au 23 octobre	-	-	-	-	-	-3 400	-3 400
24 au 30 octobre	-	-	-	2	-	-5 000	-4 998
31 octobre au 6 novembre	-	-	-	1	-	-5 000	-4 999
7 au 13 novembre	-	-	2	2	-	-5 000	-4 996
14 au 20 novembre	-	-	-	6	-	-4 300	-4 294
21 au 27 novembre	-	-	-	6	-	-3 500	-3 494
28 novembre au 4 décembre	-	-	-	10	-	-3 500	-3 490
5 au 11 décembre	-	-	-	8	-	-2 000	-1 992
12 au 18 décembre	-	-	-	1	-	-2 000	-1 999
19 au 25 décembre	-	-	-	6	-	-	6
26 décembre au 1er janvier 2003 ...	-	-	-	-	-	-	0

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1997												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50 ⁽¹⁾	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 5 jours	8,00 ⁽¹⁾	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- 24 heures	12,00 ⁽¹⁾	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
1998												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,00 ⁽²⁾	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
- 5 jours	8,00	7,50 ⁽²⁾	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
- 24 heures	12,00	11,50 ⁽²⁾	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
1999												
- 7 jours (appels d'offres)	6,00	6,00	5,50 ⁽³⁾	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,00 ⁽⁴⁾	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	7,50	7,50	7,00 ⁽³⁾	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽⁴⁾	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	11,50	11,50	11,00 ⁽³⁾	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	10,50 ⁽⁴⁾	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)			13,00 ⁽⁵⁾	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	12,50 ⁽⁴⁾	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités										4,50	4,50	4,50
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-	-	-	4,00-4,70
2001												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	4,75 ⁽⁶⁾	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,25 ⁽⁷⁾	4,25
- 5 jours	6,50	6,50	5,75 ⁽⁶⁾	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,75	5,25 ⁽⁷⁾	5,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	9,75 ⁽⁶⁾	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75	9,25 ⁽⁷⁾	9,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	11,75 ⁽⁶⁾	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75	11,25 ⁽⁷⁾	11,25
- Reprises de liquidités	4,75	-	-	4,25 - 4,50	4 - 4,50	4 - 4,50	3,00	4,00	3 - 4,00	3,00	3,00	3,00
2002												
- 7 jours (appels d'offres)	4,25	4,25	3,75 ⁽⁸⁾	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,25 ⁽¹⁰⁾
- 5 jours	5,25	5,25	4,75 ⁽⁸⁾	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,75	4,25 ⁽¹⁰⁾
- 24 heures (à l'initiative des banques)	9,25	9,25	8,75 ⁽⁸⁾	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,75	8,25 ⁽¹⁰⁾
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	11,25	11,25	10,75 ⁽⁸⁾	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,75	10,25 ⁽¹⁰⁾
- Reprises de liquidités	3,00	3,00	3,00	3,00	2,5-3,00 ⁽⁹⁾	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50 ⁽¹¹⁾

(1) A compter du 7 novembre 1996.

(2) A compter du 18 février 1998.

(3) A compter du 23 mars 1999.

(4) A compter du 22 septembre 1999.

(5) La distinction est désormais faite entre les avances à 24 heures, à l'initiative des banques, et celles accordées automatiquement pour la couverture des soldes débiteurs.

(6) A compter du 21 mars 2001, Bank Al-Maghrif a réduit de 25 points de base le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres et de 75 points de base ceux des avances à 5 jours et à 24 heures.

(7) A compter du 8 novembre 2001, Bank Al-Maghrif a réduit de 50 points de base les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(8) A compter du 19 mars 2002, Bank Al-Maghrif a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(9) A compter du 13 mai 2002, Bank Al-Maghrif a réduit, de 50 points de base, le taux des reprises de liquidités.

(10) A compter du 26 décembre 2002, Bank Al-Maghrif a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(11) Les reprises de liquidités ont été suspendu à compter du 19 décembre 2002.

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1997												
- Taux de fin de mois	6,52	6,52	6,09	8,16	6,42	5,50	6,09	6,57	6,96	6,04	7,07	6,74
- Taux moyen	7,09	6,68	6,33	7,28	7,16	6,29	5,68	7,00	6,67	7,18	6,52	6,69
1998												
- Taux de fin de mois	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10	5,58	5,34	6,32
- Taux moyen	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49	5,31	5,57	5,35
2001												
- Taux de fin de mois	6,12	5,28	4,86	5,16	4,63	2,69	5,80	3,87	3,03	2,88	3,53	2,78
- Taux moyen	5,64	6,01	5,50	4,84	4,75	3,86	3,95	5,11	3,46	3,49	3,47	3,23
2002												
- Taux de fin de mois	2,82	3,17	1,94	3,03	3,15	2,46	3,59	2,65	3,64	2,46	3,14	3,29
- Taux moyen	2,96	3,13	3,20	3,59	2,98	2,83	2,83	2,76	3,09	2,77	2,72	2,94

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Juin 1999	Juillet - Déc 1999	Janvier - juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janvier - Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002
Dépôts chez les banques								
- Comptes à vue ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets ⁽²⁾	6,00	5,56	3,89	4,48	5,11	4,72	3,95	3,42
- Autres comptes ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter du 1er juillet 1999, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

(3) Taux libre.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Janvier - Juin99	Juillet - Déc. 99	Janvier - Juin 2000	Juillet- Déc. 2000	Janvier - Juin 2001	Juillet- Déc. 2001	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002
Livrets de la Caisse d'épargne nationale ⁽¹⁾	5,00	4,75	2,80	3,30	3,95	3,75	3,70	3,50

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽¹⁾	Bons à 1 an ⁽²⁾	Bons à 3 ans ⁽²⁾	Bons à 5 ans ⁽²⁾
1999 1 ^{er} trimestre	6,50	6,75	7,00	7,25
2 ^{ème} trimestre	6,25	-	-	-
3 ^{ème} trimestre	6,00	-	-	-
4 ^{ème} trimestre	6,00	-	-	-
2000 1 ^{er} trimestre	5,50 ⁽³⁾	-	-	-
2 ^{ème} trimestre	5,50	-	-	-
3 ^{ème} trimestre	5,50	-	-	-
4 ^{ème} trimestre	5,50	-	-	-
2001 1 ^{er} semestre	5,80 ⁽⁴⁾	-	-	-
2 ^{ème} semestre	6,10	-	-	-
2002 1 ^{er} semestre	5,10	-	-	-
3 ^{ème} trimestre	3,90	-	-	-
4 ^{ème} trimestre	3,30	-	-	-

(1) Émission permanente.

(2) Titres émis dans le cadre des emprunts nationaux.

(3) À compter de février 2000.

(4) À compter de février 2001, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS
À 6 MOIS ET 1 AN**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
2000			
Janvier	4,84	5,38	5,13
Février	4,78	5,31	5,03
Mars	4,93	5,07	4,99
Avril	4,72	5,13	4,92
Mai	4,74	5,13	4,92
Juin	4,71	5,16	4,95
Juillet	4,70	5,24	5,02
Août	4,69	5,03	4,95
Septembre	4,72	5,05	4,94
Octobre.....	4,73	5,11	4,95
Novembre	4,77	5,19	5,01
Décembre	5,05	5,10	5,07
2001			
Janvier	4,77	5,12	4,96
Février	5,04	5,19	5,11
Mars	5,05	5,22	5,12
Avril	4,72	5,06	4,89
Mai	4,72	5,20	4,97
Juin	4,59	5,10	4,89
Juillet	4,82	4,97	4,90
Août	4,62	4,96	4,87
Septembre	5,00	4,94	4,96
Octobre.....	4,78	4,93	4,87
Novembre	4,56	4,93	4,76
Décembre	4,52	4,84	4,69
2002			
Janvier	4,28	4,77	4,55
Février	4,43	4,78	4,61
Mars	4,62	4,81	4,71
Avril	4,31	4,87	4,60
Mai	4,20	4,66	4,43
Juin	3,41	4,53	3,92
Juillet	4,14	4,49	4,34
Août	4,10	4,52	4,41
Septembre.....	4,07	4,58	4,42
Octobre.....	3,94	4,38	4,19
Novembre	3,61	4,03	3,85
Décembre	3,59	4,11	3,88

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
1999 Mars	-	-	6,90	-	7,36	7,84	8,37	
Juin	-	6,15	6,25	-	6,73	6,99	7,15	
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	
Décembre	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-	
2000 Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64	
Juin.....	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-	
Septembre.....	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-	
Décembre.....	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-
2001 Janvier	5,80	6,05	6,36	6,88	7,00	-	-	-
Février	-	-	6,16	6,53	6,75	6,99	-	-
Mars	5,25	5,35	5,58	5,85	6,13	6,61	7,09	-
Avril	4,90	5,00	5,19	5,76	5,86	6,44	7,04	-
Mai.....	4,68	4,76	4,99	5,22	5,84	-	-	-
Juin	4,57	4,69	4,92	5,19	-	-	-	-
Juillet	4,47	4,61	4,91	5,20	-	-	-	-
Août.....	4,50	4,81	4,97	-	-	-	-	-
Septembre.....	-	4,86	4,99	-	6,13	-	-	-
Octobre.....	4,58	4,89	5,10	-	6,21	6,76	-	-
Novembre.....	-	4,75	4,98	5,48	6,21	-	-	-
Décembre.....	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-
2002 Janvier	-	4,28	4,61	5,28	6,20	6,76	-	-
Février	-	-	4,53	5,24	6,20	6,70	7,15	-
Mars	-	-	4,50	5,16	6,15	-	7,15	-
Avril	3,80	3,95	4,05	4,85	5,98	6,63	7,10	-
Mai.....	-	-	3,94	4,70	5,89	6,59	7,09	-
Juin	3,15	3,45	3,56	4,47	5,67	6,53	7,05	-
Juillet	-	3,10	3,28	4,31	5,48	6,40	6,98	-
Août.....	3,00	3,05	3,27	4,31	5,48	6,41	7,01	-
Septembre.....	-	3,04	3,24	4,31	5,34	6,40	7,01	-
Octobre.....	-	-	2,83	3,92	5,07	6,17	6,76	-
Novembre.....	2,53	2,65	2,71	3,78	4,84	5,89	6,48	-
Décembre.....	2,46	2,61	2,74	3,77	4,84	5,89	6,48	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	2000	2001				2002			
		1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.
à 3 ans	-	-	-	-	-	-	6,20-7,50	5,50	4,75-6,14
à 5 ans	5,85	-	-	6,70	-	-	6,35	6,35	-
à 7 ans	4,25 ⁽²⁾	-	-	7,00	-	-	-	-	-
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	6,35	-	-	-	-	-	-	-	-
à 15 ans.....	-	-	-	-	-	6,95	-	-	-

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Taux offert sur des obligations convertibles en actions.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	2000	2001	2002											
			Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Certificats de dépôt														
A 10 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus ..	4 - 6,65	3 - 5,65	-	-	-	-	4,4	4,25	3,25-4,15	-	-	2,8	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,5	-	-	-	-	-	-	-	-	4,75	-	-	-	-
De 6 mois à 12 mois non inclus	5,5 - 6,5	5 - 5,9	4,5	-	-	-	-	-	-	-	-	5,00	5,00	-
De 12 mois à 18 mois non inclus	5,5 - 7	5,25 - 7	5,3	-	-	-	5,3	-	5,15	5,15-5,5	-	5,00	4,60-5,50	-
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	6 - 6,12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	-	6,25	-	-	-	-	-	-	5,5	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,5	6,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	6,5 - 7,1	6,75 - 7,5	6,5	-	-	6,3	6,4	6,1-6,5	6,0	-	-	6,00	-	-
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	6,9	-	-	-	-	-	-
Bons de sociétés de financement														
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	-	6,25 - 7,9	-	-	-	-	-	-	6,5	5,16	5,71-6,50	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	6,1 - 8,2	6 - 8,05	5,80 - 7	5,76 - 7,10	5,91 - 6,5	6,35 - 6,8	6,4 - 6,7	6 - 6,7	6	6	5,9-6,31	-	-	5,50
De 5 ans à 7 ans non inclus	7,5 - 8,14	6,65 - 8,32	7,2	-	-	6,7	-	-	-	-	-	-	-	-
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie														
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus ..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,00	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	6	-	-	5,3	-	3,8	3,8 - 4,8	-	-	3,60	-
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-	-	6	-	-	5,75	5,75	-	-	5,2	-	4,20	4,20
A 1 an	-	7,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,25

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	À partir de décembre 1999
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,50 ⁽²⁾⁽³⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,50 ⁽²⁾⁽³⁾

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et long termes.

(3) En avril 2002, une banque de la place a ramené le taux des crédits à moyen terme à 7,25% et celui des crédits à long terme à 8,25%.

II - 6. 2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS

(taux annuels en pourcentage)

Année 1998	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1999	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	10,00	7,00	10,00
- Crédits à moyen terme PME/PMI	8,25	13,25	8,00	13,25	8,00	12,25	7,50	12,00
- Autres crédits à moyen terme	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,50	8,50	13,25
Année 2000	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,50	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme PME/PMI	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2001	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2002	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00
- Autres crédits à moyen terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à long terme	8,00	13,25	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00

Source : Taux communiqués par les banques à Bank Al-Maghrib.

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Taux \ Périodes	Avril - Sept. 1998	Oct. 1998 - Mars 1999	Avril -Sept. 1999	Oct. 1999 - Mars 2000	Avril - Sept. 2000	Oct. 2000 - Mars 2001	Avril - Septembre 2001	Oct. 2001 - Mars 2002	Avril - Septembre 2002	Oct. 2002 - Mars 2003
Taux moyen des banques	11,14	10,60	10,05	9,28	9,22	9,03	9,09	9,13	8,87	8,60
Taux moyen des sociétés de financement	19,31	18,37	17,51	16,54	15,62	14,96	14,21	13,36	13,14	13,23
TMP ^(*) de l'ensemble des établissements de crédit	11,51	10,97	10,49	9,77	9,85	9,66	9,66	9,65	9,46	9,19
Taux maximum des intérêts conventionnels	19,56	18,65	17,83	15,63⁽¹⁾	15,76	15,46	15,46	15,44	15,14	14,70

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

Concours à l'État	Déc.99	Déc. 2000	Mars 2001	Juin 2001	Sept. 2001	Déc. 2001	Mars 2002	Juin 2002	Sept. 2002	Déc. 2002
Avance conventionnelle ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées	5,00 ⁽³⁾	5,00	4,75	4,75	4,75	4,25	3,75	3,75	3,75	3,25 ⁽⁴⁾

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres à partir du 7 septembre 1999.

(4) A partir du 26 décembre 2002.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS						
Immobilisations	182	229	307	340	304	327
Crédits	7 333	10 233	14 027	16 434	17 934	18 727
Débiteurs divers et comptes de régularisation	87	228	238	326	411	386
Avoirs liquides	117	163	414	723	381	394
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030	19 834
RESSOURCES						
Fonds propres et assimilés	1 719	2 263	2 503	2 621	2 537	2 774
Provisions	766	835	1 057	1 590	2 379	2 354
Dettes de financement	1 779	3 689	5 158	6 291	6 602	8 702
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 030	1 083	1 283	1 142	1 417	817
Comptes de trésorerie	2 425	2 983	4 985	6 179	6 095	5 187
Total	7 719	10 853	14 986	17 823	19 030	19 834

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
EMPLOIS						
Immobilisations	38	66	94	191	54	59
Crédits	4 671	5 644	6 052	7 260	9 209	10 916
Débiteurs divers et comptes de régularisation	203	253	221	196	71	196
Avoirs liquides	7	93	40	27	29	21
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363	11 192
RESSOURCES						
Fonds propres et assimilés	709	889	1 010	1 142	1 237	1 244
Provisions	280	337	421	624	690	850
Dettes de financement	2 848	3 682	3 660	4 655	5 777	6 972
Créditeurs divers et comptes de régularisation	419	507	471	583	594	704
Comptes de trésorerie	663	641	845	670	1 065	1 422
Total	4 919	6 056	6 407	7 674	9 363	11 192

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Nombre d'OPCVM				Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Indices de performance (*)			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
30/12/1999	26	60	25	111	4 018,5	36 542,4	4 972,9	45 533,8	5 748 703	25 026 930	4 137 814	34 913 447	161,46	136,78	156,53	141,12
30/06/2000	30	65	26	121	3 691,5	36 107,8	4 205,3	44 004,6	5 538 334	24 776 756	3 636 348	33 951 438	148,06	137,82	149,83	139,83
29/12/2000	38	73	30	141	3 208,5	28 747,8	3 515,9	35 472,2	5 124 392	15 729 433	3 151 701	24 005 526	131,93	138,03	140,97	137,77
29/06/2001	41	75	31	147	3 044,8	38 659,0	3 122,1	44 825,9	4 911 180	27 362 356	2 832 466	35 106 002	127,86	145,20	142,42	143,83
28/12/2001	42	78	34	154	3 107,8	37 748,1	2 680,5	43 536,4	4 380 945	27 221 866	2 634 656	34 237 467	123,03	147,96	139,81	145,68
25/01/2002	43	80	34	157	3 004,5	39 865,7	2 591,0	45 461,2	4 214 981	27 270 445	2 600 066	34 085 492	118,73	148,56	138,07	145,99
22/02/2002	43	84	34	161	2 954,3	42 578,3	2 538,6	48 071,2	3 932 988	28 743 937	3 008 542	35 685 467	115,71	149,21	136,61	146,49
22/03/2002	43	83	35	161	2 961,2	46 339,7	2 541,3	51 842,2	4 044 729	29 016 183	2 550 712	35 611 624	116,45	149,84	137,59	147,33
26/04/2002	43	81	35	159	2 830,5	47 056,0	2 493,7	52 380,2	3 932 988	28 743 937	3 008 542	35 685 467	113,24	151,01	136,83	148,29
31/05/2002	43	81	35	159	2 704,9	52 078,1	2 365,2	57 148,2	3 529 143	32 806 438	2 918 598	39 254 179	109,83	152,02	136,23	149,37
28/06/2002	43	81	35	159	2 659,4	51 831,6	2 307,9	56 798,9	3 343 685	33 573 504	2 876 172	39 793 361	109,46	153,11	136,58	150,39
26/07/2002	43	81	35	159	2 470,0	51 808,5	2 212,1	56 490,6	3 179 991	33 195 923	2 801 176	39 177 090	104,15	153,74	135,03	150,84
30/08/2002	41	80	34	155	2 589,6	53 072,7	2 468,3	58 130,6	3 096 093	34 490 207	3 037 294	40 623 594	109,97	154,36	137,59	151,67
27/09/2002	42	81	34	157	2 501,1	56 835,4	2 437,3	61 773,8	3 072 839	37 560 448	2 992 826	43 626 113	106,20	155,04	136,68	152,34
25/10/2002	42	83	34	159	2 441,1	57 736,2	2 410,7	62 588,0	2 982 286	38 741 840	2 952 371	44 676 497	104,56	156,17	137,20	153,43
29/11/2002	42	84	34	160	2 730,6	62 252,4	2 403,5	67 386,5	2 993 641	41 153 661	2 891 329	47 038 631	106,31	157,25	139,00	154,53
27/12/2002	42	84	34	160	2 791,5	64 305,8	2 416,0	69 513,3	2 979 281	43 001 733	2 884 851	48 865 865	108,83	157,65	140,18	155,08

(*) Les indices de base 100 au 31 décembre 1996 représentent l'évolution de la valeur liquidative moyenne des titres émis par les OPCVM. L'indice moyen est pondéré par les actifs nets respectifs des trois catégories d'OPCVM.

Source : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 -EMPLOIS ET RESSOURCES CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G."(*)

(en millions de dirhams)

	1998		1999		2000		2001				2002
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Mars	Juin	Sept.	Déc	Mars
EMPLOIS											
.Avoirs liquides	754	285	2	142	175	2	2	112	53	5	121
.Créances sur les banques	1 048	1 090	1 170	2 099	1 528	1 401	1 449	1 252	1 057	1 446	1 189
(dont: certificats de dépôts)	(990)	(1 084)	(1 151)	(1 165)	(1 012)	(982)	(975)	(875)	(875)	(846)	(976)
.Créances sur le Trésor	26 562	27 954	28 653	30 515	33 345	34 514	36 760	37 669	37 728	38 308	40 235
.Crédits à l'économie	226	522	228	304	709	565	619	599	682	777	1 288
.Titres de placement et de participation	12 178	12 522	13 658	13 050	13 610	13 446	13 132	13 727	13 510	13 098	14 106
.Titres de participation	1 219	1 167	1 493	1 539	1 990	2 344	2 325	2 719	2 719	2 893	2 893
.Titres de placement	10 959	11 355	12 165	11 511	11 620	11 102	10 807	11 008	10 791	10 205	11 213
(dont: bons des sociétés de financement)	(327)	(337)	(367)	(419)	(476)	(182)	(234)	(206)	(199)	(169)	(0)
.Emplois divers	4 281	3 739	5 090	5 117	5 025	6 269	6 471	7 373	6 948	6 365	6 422
TOTAL	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	56 197	58 433	60 732	59 978	59 999	63 361
RESSOURCES											
.Dépôts à la C.D.G.	24 325	25 896	25 966	27 340	27 702	27 877	28 669	29 377	28 924	29 240	29 989
.Dépôts de la C.N.S.S.	12 590	13 187	12 488	13 287	13 287	13 537	13 538	13 542	13 542	14 017	14 017
.Dépôts de la C.E.N.	5 258	5 679	5 381	5 528	5 636	5 906	5 979	6 009	5 970	6 212	6 436
.Fonds du travail	2 034	2 231	2 253	2 434	2 453	2 578	2 591	2 590	2 630	2 722	2 737
.Cautionnements et consignations	1 270	1 202	1 251	1 272	1 295	1 395	1 615	1 696	1 680	1 636	1 684
. Autres dépôts ⁽¹⁾	3 173	3 597	4 593	4 819	5 031	4 461	4 946	5 540	5 102	4 653	5 115
.Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A. et du R.C.A.R.	13 331	14 461	15 298	17 030	17 936	19 370	19 370	19 370	19 370	20 135	21 213
.Fonds propres et provisions	2 653	3 086	3 090	3 683	3 688	5 704	5 707	5 240	5 897	5 787	5 731
.Fonds propres ⁽²⁾	2 288	2 464	2 468	2 792	2 797	3 053	3 056	3 059	3 059	3 199	3 202
.Provisions	365	622	622	891	891	2 651	2 651	2 181	2 838	2 588	2 529
.Ressources diverses	4 740	2 669	4 447	3 174	5 066	3 246	4 687	6 745	5 787	4 837	6 428
TOTAL	45 049	46 112	48 801	51 227	54 392	56 197	58 433	60 732	59 978	59 999	63 361

(*) Caisse de dépôt et de gestion (CDG), Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA) et Régime collectif d'allocation et de retraite (RCAR).

(1) Déposants divers, dépôts des notaires, secrétaires greffiers, Fonds de garantie automobile, dépôts des filiales et autres dépôts et comptes bloqués

(2) Capital, dotations et réserves.

Source : BANK AL-MAGHRIB

IV - 3 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208
2001	6 245	6 238	6 272	6 281	6 413	6 391	6 383	6 374	6 415	6 470	6 499	6 576
2002	6 642	6 681	6 723	6 760	6 779	6 789	6 812	6 830	6 890	7 197	7 236	7 313

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 4 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	1997	1998	1999	PASSIF	1997	1998	1999
ACTIF IMMOBILISÉ	30 220,88	34 860,68	43 942,33	FINANCEMENT PERMANENT	36 904,37	41 829,72	51 558,62
- Immobilisations en non-valeurs	19,44	46,60	82,26	- Capitaux propres et assimilés	4 425,36	5 833,34	10 320,99
- Immobilisations incorporelles	39,13	45,65	46,79	. Capital social ou fonds d'établissement	1 513,50	1 946,85	2 831,53
- Immobilisations corporelles	383,00	428,35	464,28	. Réserves	2 743,28	3 364,95	3 698,33
- Immobilisations financières (autres que placements)	1 764,73	1 985,97	3 426,17	. Report à nouveau	-1 041,51	-1 194,84	-1 108,06
- Placements affectés aux opérations d'assurance	28 014,58	32 354,11	39 922,83	. Résultat net de l'exercice	1 171,76	1 612,90	4 842,19
. Placements immobiliers	2 057,60	2 028,23	2 286,45	. Autres capitaux propres et assimilés	38,33	103,48	57,00
. Obligations et bons	12 816,65	11 444,83	8 673,30	- Dettes de financement	326,36	313,74	1 739,40
. Actions et parts sociales	11 513,01	16 987,85	26 765,86	- Prov.durables pour risques et charges	31,91	82,93	132,61
. Titres de créances négociables	268,50	435,48	639,19	- Provisions techniques brutes	32 120,74	35 599,71	39 365,58
. Prêts et effets assimilés	342,56	321,02	342,85	. Provisions mathématiques vie	11 942,00	13 428,37	15 419,16
. Autres placements	1 016,26	1 136,70	1 215,18	. Provisions pour sinistres à payer	17 050,20	18 313,79	20 016,61
				. Autres provisions techniques	3 128,54	3 857,55	3 929,81
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	10 099,39	11 348,28	12 409,00	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	4 202,05	4 925,40	5 808,89
- Part des cessionnaires dans les provisions techniques	4 434,55	4 830,14	5 267,18	- Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	1 276,30	1 358,73	1 470,51
- Créances de l'actif circulant	5 519,96	6 439,30	6 902,55	- Dettes du passif circulant	2 900,75	3 549,34	4 329,23
- Titres et valeurs de placements (non affectés aux op. d'assurance)	144,88	78,84	239,27	- Autres prov. pour risques et charges	25,00	17,33	9,14
TRÉSORERIE-ACTIF	848,73	786,80	1 861,56	TRÉSORERIE- PASSIF	62,58	240,64	845,43
TOTAL ACTIF	41 169,00	46 995,76	58 212,90	TOTAL PASSIF	41 169,00	46 995,76	58 212,90

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume moyen des transactions	Encours (fin de mois)
1997 Décembre	2 449	2 502
1998 Décembre	2 945	3 041
1999 Janvier	2 884	3 468
Février	2 674	2 568
Mars	2 064	2 214
Avril	2 208	1 460
Mai	2 113	2 373
Juin	2 343	3 943
Juillet	3 202	4 838
Août	3 335	4 496
Septembre	3 842	4 298
Octobre	3 161	3 753
Novembre	2 906	3 834
Décembre	3 269	3 600
2000 Janvier	2 397	2 347
Février	1 832	1 463
Mars	1 737	2 699
Avril	2 338	2 681
Mai	2 749	3 627
Juin	2 916	3 624
Juillet	3 637	2 933
Août	2 294	2 016
Septembre	2 404	3 388
Octobre	2 957	2 882
Novembre	2 694	2 565
Décembre	2 788	2 917
2001 Janvier	3 096	3 224
Février	2 889	3 131
Mars	2 988	3 136
Avril	3 142	2 822
Mai	3 082	3 342
Juin	3 002	3 278
Juillet	3 708	2 657
Août	3 145	4 062
Septembre	2 530	3 906
Octobre	2 673	2 427
Novembre	2 194	2 030
Décembre	2 692	2 418
2002 Janvier	1 601	1 378
Février	1 523	1 460
Mars	1 454	1 610
Avril	2 186	1 713
Mai	1 730	1 637
Juin	1 942	2 877
Juillet	2 318	2 860
Août	2 471	2 229
Septembre	1 642	1 151
Octobre	2 355	1 979
Novembre	2 488	1 402
Décembre	2 071	3 202

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Janvier	98 790	9 618	108 408	5 811	4 638	20	10 469
	Février	98 770	9 618	108 388	6 050	4 690	20	10 759
	Mars	100 022	9 143	109 165	5 906	5 064	20	10 989
	Avril	102 002	9 061	111 063	5 856	5 064	20	10 940
	Mai	102 673	9 061	111 734	5 846	5 204	20	11 069
	Juin	102 952	8 409	111 361	5 829	5 128	20	10 977
	Juillet	106 428	8 310	114 738	5 829	5 190	20	11 038
	Août	106 919	8 310	115 229	5 994	4 945	20	10 959
	Septembre	108 588	7 481	116 069	5 998	4 923	20	10 941
	Octobre	111 617	7 481	119 098	5 770	5 060	20	10 843
	Novembre	113 794	7 481	121 275	5 734	4 932	20	10 685
	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555
2001	Janvier	121 654	6 680	128 334	5 264	4 767	25	10 056
	Février	124 016	6 680	130 696	5 241	4 736	25	10 002
	Mars	124 060	6 680	130 740	5 222	4 827	25	10 074
	Avril	124 040	6 448	130 488	5 109	4 628	25	9 762
	Mai	124 535	6 448	130 983	5 364	4 729	25	10 118
	Juin	150 020	6 393	131 413	5 081	5 550	25	10 656
	Juillet	129 401	6 255	135 656	5 379	5 647	25	11 051
	Août	128 424	6 255	135 679	4 785	5 735	25	10 545
	Septembre	130 581	6 255	136 836	4 835	5 751	25	10 611
	Octobre	132 969	5 630	138 599	4 915	5 717	25	10 657
	Novembre	136 315	5 630	141 945	4 951	5 801	25	10 777
	Décembre	143 075	4 924	147 999	4 864	5 959	25	10 848
2002	Janvier	146 221	4 924	151 145	4 853	6 154	-	11 007
	Février	151 274	4 924	156 198	4 820	6 231	30	11 081
	Mars	154 620	4 625	159 245	4 786	6 552	30	11 368
	Avril	156 457	4 598	161 055	4 738	6 742	30	11 510
	Mai	154 751	4 598	159 349	4 695	6 808	31	11 534
	Juin	154 374	4 598	158 972	4 841	6 994	40	11 875
	Juillet	155 980	4 289	160 269	4 666	6 952	80	11 698
	Août	158 717	4 289	163 006	4 462	7 107	116	11 685
	Septembre	158 942	3 852	162 794	4 460	7 188	136	11 784
	Octobre	160 116	3 852	163 968	4 235	7 297	96	11 628
	Novembre	161 745	3 852	165 597	4 106	7 036	95	11 237
	Décembre	169 917	3 852	173 769	3 430	7 013	1 058	11 501

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Janvier	3 758,5	152 589	845,71
Février	3 209,3	149 882	831,22
Mars	7 467,0	142 522	792,16
Avril	7 386,6	139 532	776,79
Mai	5 860,5	134 374	748,03
Juin	20 560,0	140 750	783,26
Juillet	9 973,5	141 237	796,12
Août	6 378,2	146 214	824,80
Septembre	8 698,6	142 774	806,08
Octobre	4 578,1	143 883	811,08
Novembre	2 564,7	140 951	794,55
Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Janvier	2 186,1	137 145	771,29
Février	2 759,5	129 535	728,37
Mars	1 587,7	127 746	737,47
Avril	5 412,6	120 349	695,31
Mai	2 900,4	125 219	722,72
Juin	2 292,1	124 294	724,15
Juillet	1 849,0	121 666	695,29
Août	2 824,2	128 617	735,05
Septembre	3 071,9	126 598	724,38
Octobre	2 349,3	123 479	706,37
Novembre	1 365,1	117 583	672,64
Décembre	6 832,5	114 881	658,43
2001 Janvier	2 832,0	110 662	634,35
Février	1 925,3	123 677	708,58
Mars	1 563,0	120 425	687,84
Avril	2 462,4	116 320	665,01
Mai	2 528,0	114 706	659,14
Juin	1 417,1	110 715	640,40
Juillet	1 016,0	103 530	613,92
Août	648,3	107 908	639,42
Septembre	2 838,8	103 829	616,42
Octobre	1 791,7	100 114	583,42
Novembre	1 242,2	104 538	608,55
Décembre	5 009,7	104 740	609,74
2002 Janvier	2 364,0	101 072	3 675,32*
Février	804,6	99 979	3 635,57
Mars	761,6	99 961	3 634,88
Avril	2 193,1	96 627	3 513,68
Mai	1 135,6	94 115	3 422,32
Juin	670,3	92 192	3 344,99
Juillet	1 337,9	87 949	3 189,52
Août	295,1	89 397	3 263,08
Septembre	418,4	85 970	3 138,01
Octobre	826,5	84 498	3 084,26
Novembre	956,9	86 273	3 149,08
Décembre	9 545,6	87 175	3 179,81

(*) A compter du premier janvier 2002, l'indice général de la Bourse des valeurs (I G B) a été remplacé par le MASI qui intègre toutes les valeurs cotées et a pour base 1000 au 31 décembre 1991.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 898	97 097	7 214	-5 985	10 722	-4 737
1999 (*)	106 538	103 497	-11 626	-8 585	12 978	-4 393
2000 (*)	92 876	113 523	12 059	-8 588	14 907	-6 319
2001 (*) Janvier	8 758	7 836	-1 419	- 497	3 167	-2 670
Février	38 839	16 925	-5 406	16 508	-12 972	-3 536
Mars	48 187	24 263	-8 223	15 701	-11 734	-3 967
Avril	55 335	39 722	-10 119	5 494	-1 251	-4 243
Mai	62 565	48 739	-10 417	7 659	-3 139	-4 520
Juin	71 286	59 126	-9 758	2 402	1 759	-4 161
Juillet	79 310	67 673	-8 530	3 107	3 630	-6 737
Août	87 950	77 089	-9 340	1 521	6 131	-7 652
Septembre	96 984	88 886	-8 813	- 715	9 221	-8 506
Octobre	104 113	91 405	-8 353	4 355	4 192	-8 547
Novembre	111 398	114 403	-8 336	-11 341	20 250	-8 909
Décembre	118 780	128 950	-8 796	-18 966	28 827	-9 861
2002 (*) Janvier	8 514	7 733	1 421	2 202	940	-3 142
Février	15 130	16 639	2 404	895	3 130	-4 025
Mars	25 234	25 022	- 477	- 265	4 628	-4 363
Avril	33 673	36 010	1 338	- 999	6 207	-5 208
Mai	41 919	46 202	1 074	-3 209	8 484	-5 275
Juin	50 121	57 903	2 482	-5 300	10 971	-5 671
Juillet	59 709	66 423	- 253	-6 967	14 829	-7 862
Août	67 030	73 154	132	-5 992	16 311	-10 319
Septembre	75 992	81 904	- 100	-6 012	16 943	-10 931
Octobre	83 358	91 180	- 658	-8 480	20 158	-11 678
Novembre	89 512	99 192	- 394	-10 074	21 975	-11 901
Décembre	98 882	117 132	- 231	-18 481	29 680	-11 199

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999 (*)	2000 (*)	2001 (*)	2002											
						Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
I. Recettes ordinaires	81 944	83 898	106 538	92 877	118 780	8 513	15 131	25 234	33 673	41 919	50 121	59 709	67 030	75 992	83 358	89 512	98 882
Impôts directs	20 642	22 991	26 571	26 843	28 162	2 603	4 171	9 035	11 072	13 097	16 305	18 989	20 678	24 074	25 552	26 724	30 378
Droits de douane	11 988	12 907	12 587	12 809	12 350	1 056	1 952	3 008	4 115	5 177	6 110	7 178	8 166	9 089	10 176	11 130	12 233
Impôts indirects	33 477	34 313	36 038	36 659	38 993	3 330	6 446	9 280	12 512	16 243	19 368	23 121	26 824	30 265	33 953	36 885	40 057
Droits d'enregistrement et de timbre	3 591	3 705	3 967	4 162	4 546	890	1 207	1 805	2 245	2 682	2 958	3 407	3 746	4 045	4 437	4 684	4 999
Recettes fiscales exceptionnelles	-	1 025	2 598	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monopoles et exploitations	3 529	4 426	8 877	5 287	4 904	88	250	534	1 728	2 342	2 528	3 099	3 345	3 723	3 955	4 074	4 244
Domaines	129	134	136	121	168	6	10	15	47	50	54	62	68	84	91	104	141
Autres recettes	3 647	4 002	313	1 977	3 341	236	412	582	923	1 097	1 361	1 537	1 693	1 807	2 015	2 331	2 856
Produits des privatisations	4 941	395	3 523	18	23 397	-	-	-	-	2	2	546	546	546	546	621	621
Reliquat 2ème licence GSM.....	-	-	6 836	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	-	-	5 092	5 001	2 919	304	683	975	1 031	1 229	1 435	1 770	1 964	2 359	2 633	2 959	3 354
II. Dépenses courantes	69 833	76 591	81 589	85 414	92 612	7 433	14 920	21 024	29 544	35 854	44 383	52 117	57 659	64 653	70 996	77 765	91 691
Intérêts de la dette publique	17 176	17 845	17 586	18 490	18 536	1 852	3 198	4 068	5 579	6 670	8 440	10 082	10 898	12 580	13 978	15 127	17 611
Biens et services	50 021	54 542	58 446	59 296	66 534	5 581	11 722	16 196	22 987	27 979	34 420	40 315	44 809	49 860	54 557	59 906	70 033
Compensation ⁽¹⁾	2 636	4 204	5 557	7 628	7 324	-	-	760	978	1 205	1 523	1 720	1 952	2 213	2 461	2 732	4 047
dont : Fonds de soutien des prix.....	-	-	4 367	3 922	2 432	-	-	502	720	720	918	1 031	1 088	1 297	1 380	1 525	1 695
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	12 111	7 307	24 949	7 463	26 168	1 080	211	4 210	4 129	6 065	5 738	7 592	9 371	11 339	12 362	11 746	7 191
IV. Dépenses d'investissement	18 922	15 548	18 922	19 249	21 253	260	3 919	6 317	7 332	9 542	11 317	12 217	13 291	14 476	16 102	17 184	20 253
dont : Fonds spécial routier.....	-	-	1 156	1 211	857	1	32	74	144	235	306	396	501	600	724	855	994
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor.....	-	-4 958	-2 986	-6 958	-4 472	-40	2 200	2 319	866	-714	-2 112	-1 970	-2 084	-2 655	-3 962	-4 122	-5 068
Dépenses du Fonds Hassan II.....	-	-	-	1 902	10 613	-	-	-	-	92	92	120	120	120	120	120	120
VII. Variations des arriérés de paiement	-5 061	7 214	-11 626	12 059	-8 796	1 421	2 404	-477	1 338	1 074	2 482	-253	132	-100	-658	-394	-231
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-9 672	-5 985	-8 585	-8 587	-18 966	2 202	895	-265	-999	-3 209	-5 301	-6 967	-5 992	-6 012	-8 480	-10 074	-18 481

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

(2) Les placements au titre du Fonds Hassan II sont intégrés comme dépenses à partir du mois de novembre 2001

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999	2000	2001	2002											
						Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
IX. Financement du déficit de caisse.....	9 672	5 985	8 585	8 587	18 966	-2 202	- 895	265	999	3 209	5 300	6 967	5 992	6 012	8 480	10 074	18 481
1. Financements intérieurs nets.....	18 070	10 722	12 978	14 907	28 827	940	3 130	4 628	6 207	8 484	10 971	14 829	16 311	16 943	20 158	21 975	29 680
A. Bank Al-Maghrib	1 515	-1 063	-4 760	1 866	-19 227	1 712	1 202	-2 556	-3 705	-3 390	-2 182	-1 208	-1 117	-1 198	91	- 83	-1 140
Avances conventionnelles	244	-1 643	-4 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	1 240	534	- 861	528	-7 614	1 364	1 198	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636	- 636
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	-	-	-	348	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts auprès du CCP	-	6	- 1	6	- 7	-	4	4	4	24	3	2	21	19	-	2	12
Variations des encaisses des comptables publics	31	40	293	- 274	-10 000	-	-	-1 924	-3 274	-2 778	-1 549	- 574	- 502	- 581	727	551	- 516
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	1 606	-1 606	-	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Banques de dépôts	3 769	- 2	-3 697	6 812	11 294	328	1 323	347	- 705	-1 668	-1 974	-1 235	1 449	1 570	410	672	3 772
Portefeuille d'effets publics	3 868	- 107	-3 632	6 831	10 547	292	1 627	461	- 5	-1 098	-1 710	- 751	1 226	1 020	- 74	188	2 871
Dépôts auprès du Trésor et du CCP.	- 99	105	- 65	- 19	747	36	- 304	- 114	- 700	- 570	- 264	- 484	223	550	484	484	901
C. Secteur non bancaire	12 786	11 786	21 435	6 229	36 760	-1 100	605	6 837	10 617	13 542	15 127	17 272	15 979	16 571	19 657	21 386	27 048
Obligations et bons du Trésor	6 549	11 676	13 386	1 726	18 863	5 044	8 603	13 477	16 901	16 359	16 397	14 559	15 888	14 413	16 721	14 908	12 808
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	41	-1 421	1 059	461	113	95	- 43	1	- 26	- 43	45	- 27	37	74	39	136	73
Autres	6 196	1 531	6 990	4 042	17 784	-6 239	-7 955	-6 641	-6 258	-2 774	-1 315	2 740	54	2 084	2 897	6 342	14 167
2. Emprunts extérieurs nets.....	-8 398	-4 737	-4 393	-6 319	-9 861	-3 142	-4 025	-4 363	-5 208	-5 275	-5 671	-7 862	-10 319	-10 931	-11 678	-11 901	-11 199

Sources : Ministère des finances et de la privatisation.

Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieures ⁽¹⁾						Dettes extérieures				Total général
	Ventilation par terme ⁽²⁾			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme ⁽²⁾			Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen terme	Long terme		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	-	137 219	137 219	231 060	
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405	
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499	
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903	
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898	
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623	
2000	21 745	56 939	70 536	149 220	64 802	84 418	-	118 700	118 700	267 920	
2001	36 764	68 236	70 638	175 638	73 254	102 383	-	110 600	110 600	286 238	
2002	22 115	87 703	3 752	191 010	75 826	115 184	-	92 800	92 800	283 810	

(1) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptables publics, du Trésor et du Service des chèques postaux.

(2) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES MANUFACTURIERES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
2000	107,0	99,8	113,7	97,1	97,6	97,0	99,0	103,8	91,3	152,8	98,5	97,6	103,5	101,1	100,3	97,8	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
2001	105,1	99,2	113,4	97,4	96,8	96,3	98,5	94,5	95,5	143,1	96,6	97,6	104,9	99,8	101,1	96,4	106,9	96,9	96,8	99,1	92,8	101,7
1999 I	94,6	100,0	109,4	100,6	100,0	96,9	98,9	89,9	94,1	61,5	97,7	100,8	101,4	98,7	100,5	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	100,4
II	96,5	99,8	109,4	100,6	100,0	96,8	99,0	95,5	94,1	75,7	98,1	100,8	101,4	96,4	99,9	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	99,8
III	98,9	99,7	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	102,4	90,0	92,2	98,1	100,8	101,4	97,4	99,9	100,8	103,4	97,8	93,9	98,4	96,8	99,8
IV	101,7	99,9	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	99,0	90,0	112,5	98,3	100,8	101,4	98,6	99,5	101,0	106,0	97,8	93,9	99,0	96,8	99,5
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0
II	105,2	99,3	113,4	96,2	97,9	97,0	98,0	105,7	91,3	141,1	98,6	96,4	103,5	99,2	100,3	97,9	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
III	106,5	99,3	113,4	96,1	97,5	97,0	98,0	104,7	91,3	149,3	98,6	99,2	103,5	104,3	100,3	97,9	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
IV	111,3	99,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	102,5	91,3	187,7	98,4	98,5	103,5	99,1	100,8	97,4	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	98,8
2001 I	105,7	100,2	113,4	96,1	96,9	97,0	98,7	98,0	96,0	143,8	98,3	99,3	103,5	99,1	100,8	96,6	107,4	97,2	96,8	98,9	94,0	98,8
II	105,6	98,1	113,4	97,2	96,9	96,0	99,0	95,0	92,9	147,1	98,7	98,2	103,6	100,4	100,9	96,4	107,4	96,8	96,8	99,1	92,2	102,6
III	105,8	98,7	113,4	98,1	96,9	96,0	98,5	94,7	96,5	150,3	94,6	96,1	106,2	99,8	101,3	96,5	107,4	96,8	96,8	99,1	92,4	102,7
IV	103,4	99,8	113,4	98,1	96,5	96,0	97,8	90,4	96,5	131,0	94,6	96,8	106,2	99,8	101,3	96,2	105,3	96,8	96,8	99,4	92,4	102,7
2002 I	101,4	100,4	113,4	98,1	96,5	97,4	97,6	90,4	96,5	115,1	94,6	95,9	106,1	100,6	101,4	91,0	103,2	93,4	103,2	99,2	92,4	102,7
II	104,7	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	92,6	96,5	135,7	95,0	95,9	106,1	100,5	101,4	91,0	103,1	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
III	103,9	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	93,7	96,5	128,9	95,0	95,9	106,4	101,3	102,1	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Direction de la statistique

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES EXTRACTIVES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
1998	107,1	89,8	86,4	112,4
1999	106,0	92,0	89,4	110,3
2000	113,3	109,3	96,0	117,7
2001	113,9	110,05	102,0	116,9
1999 I	104,7	87,8	85,8	109,6
II	105,6	87,8	88,9	109,9
III	106,3	92,8	90,3	110,4
IV	107,3	99,6	92,5	111,1
2000 I	111,9	108,4	88,9	117,7
II	112,9	109,6	93,3	117,8
III	105,9	99,6	85,6	111,0
IV	114,5	109,6	102,0	117,7
2001 I	114,4	109,6	102,0	117,5
II	114,6	109,6	102,0	117,8
III	114,7	110,6	102,0	118,0
IV	111,8	110,4	101,9	114,2
2002 ^(*) I	111,6	110,4	101,9	114,1
II	111,9	110,4	101,9	114,5
III	111,8	110,4	101,9	114,3

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

(*) Chiffres provisoires

Source : Direction de la statistique

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
1998	104,7	99,6	118,3
1999	111,7	99,1	144,8
2000	109,6	95,1	147,7
2001	103,2	82,9	156,4
1999 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	111,7	99,1	144,8
2000 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	103,2	82,9	156,4
2001 I	103,2	82,9	156,4
II	103,2	82,9	156,4
III	103,2	82,9	156,4
IV	103,2	82,9	156,4
2002 I	104,7	82,9	161,9
II	104,7	82,9	161,9
III	104,7	82,9	161,9

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Direction de la statistique

VII - 4 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Équipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
2001	158,3	157,5	142,4	165,1	158,7	163,5	162,5	138,4	142,5	162,5	159,5	166,6
2001 Janvier	158,0	158,1	142,3	171,2	157,6	162,8	161,9	138,3	140,7	162,2	157,5	164,7
Février	157,5	157,1	142,2	173,4	157,6	162,7	162,0	138,2	140,8	161,6	157,4	164,6
Mars	157,2	156,1	142,4	172,5	157,8	162,7	162,1	138,0	142,6	162,1	158,0	164,8
Avril	157,5	156,6	142,3	165,4	158,0	162,8	162,1	137,9	142,6	162,2	158,1	164,9
Mai	158,1	157,5	142,1	160,5	158,3	163,2	162,3	138,0	142,6	162,4	158,3	165,9
Juin	158,1	157,4	141,8	159,3	158,4	163,3	162,4	137,9	142,8	162,4	158,3	166,2
Juillet	157,9	156,7	142,0	158,4	158,6	163,4	162,4	137,9	143,0	162,6	158,4	166,6
Août	158,3	157,4	142,4	160,0	158,8	163,6	162,5	138,4	143,0	162,8	158,4	166,9
Septembre	158,3	156,8	142,5	161,9	159,2	164,0	162,6	138,8	143,0	162,9	161,3	167,8
Octobre	158,7	157,0	142,6	162,5	159,8	164,2	163,0	138,9	143,0	162,9	162,9	168,6
Novembre	158,8	157,0	143,0	167,8	160,0	164,4	163,1	139,0	143,2	163,1	162,8	168,9
Décembre	161,0	161,9	143,1	168,2	160,0	165,0	163,1	139,0	143,2	163,2	162,8	169,1
2002 Janvier	161,3	162,1	142,8	168,1	160,4	165,2	163,6	139,0	144,1	163,3	163,1	169,2
Février	162,4	163,9	142,9	168,8	160,9	165,5	164,6	139,1	144,1	163,3	163,3	169,7
Mars	164,2	168,0	143,4	169,7	160,9	165,6	164,7	139,2	144,0	163,4	163,4	169,6
Avril	163,6	166,5	143,3	173,6	161,0	166,0	164,9	139,2	143,8	163,4	163,4	169,8
Mai	165,4	170,3	143,3	186,0	161,2	166,1	165,0	139,2	144,1	163,4	163,7	170,0
Juin	163,2	165,5	143,3	178,3	161,1	166,0	165,0	139,3	144,1	163,4	163,7	170,1
Juillet	161,0	160,3	143,1	176,7	161,6	166,3	165,1	139,3	144,1	163,4	165,1	170,3
Août	160,9	160,0	143,5	178,0	161,6	166,2	165,1	139,3	144,1	163,5	165,2	170,5
Septembre	161,5	161,0	143,8	179,4	161,6	166,3	165,1	139,3	144,1	163,5	166,5	170,8
Octobre	162,2	162,5	143,6	178,0	161,7	166,5	165,2	139,2	144,1	163,5	166,6	170,8
Novembre	163,6	165,5	143,6	179,7	161,8	166,9	165,4	139,3	144,4	163,5	166,6	171,1
Décembre	163,3	164,7	143,5	183,2	161,9	167,2	165,7	139,3	144,4	163,6	166,4	171,2

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant des séries rétrospectives remontant à 1990 ont été établies. Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes. En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite cependant à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION
MINES ET ÉNERGIE
(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1.000	18,0	565,7	416,3
1995	105,6	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	110,1	114,8	100,0	123,7
1996	108,2	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	110,1	89,4	96,7	129,1
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
2000	109,6	110,9	112,1	90,7	103,5	103,2	5,6	106,6	119,9	5,1	110,7	137,4
2001	112,2	116,8	114,9	147,9	127,0	89,0	3,2	91,9	128,7	0,3	112,2	156,6
1997 I	113,8	113,9	114,7	100,3	94,7	113,1	9,6	116,6	107,7	72,7	90,2	132,9
II	112,8	113,7	114,3	102,7	103,3	108,7	10,0	112,1	124,0	65,7	118,7	133,7
III	118,4	122,8	124,3	99,2	95,0	95,7	3,1	98,9	121,8	56,2	106,4	145,6
IV	126,4	128,3	129,1	115,2	108,3	116,7	8,4	120,4	115,5	71,4	100,6	137,6
1998 I	114,7	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	109,7	35,5	90,4	139,1
II	115,5	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	112,8	60,5	96,4	137,2
III	117,4	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	120,3	49,2	107,2	141,2
IV	121,7	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	123,0	45,1	113,2	139,6
1999 I	112,3	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	115,3	32,5	102,2	136,6
II	118,2	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	124,2	28,6	120,3	133,6
III	112,0	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	129,1	19,1	126,6	137,2
IV	111,5	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	127,5	11,1	125,5	135,2
2000 I	103,2	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4
II	106,8	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	120,1	7,6	119,0	126,6
III	117,4	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	125,5	0,8	110,7	150,9
IV	111,0	111,5	113,9	72,6	73,5	108,9	2,5	112,5	116,5	0,7	100,1	143,8
2001 I	109,8	112,7	113,3	104,6	76,3	94,6	1,1	97,8	110,8	1,0	89,1	145,1
II	108,3	109,0	106,3	151,4	170,8	104,8	2,6	108,3	126,3	0,3	108,8	155,5
III	116,9	125,1	120,0	211,6	143,3	75,2	3,1	77,6	130,7	-	111,6	162,3
IV	113,8	120,1	119,9	124,0	117,6	81,4	5,9	84,0	136,0	-	119,9	163,6
2002 I	114,6	119,9	119,1	132,6	108,6	87,9	3,8	90,8	122,8	-	96,5	163,7
II	120,9	123,5	121,5	156,5	146,0	107,8	2,3	111,5	130,6	0,2	112,8	160,4
III	119,5	130,8	126,8	197,5	175,2	62,2	0,9	64,3	140,6	-	118,4	176,9

Source : Direction de la statistique.

VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES DE TRANSFORMATION
(Base 100 = 1992)

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. Des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure,...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
2000	124,9	135,3	131,1	120,8	102,0	138,7	114,8	110,8	148,2	121,3	135,3	109,0	120,5	125,5	127,1	159,6	130,0	126,3	111,7
2001	128,9	136,6	135,2	134,9	101,9	131,2	120,9	116,8	153,0	125,4	144,8	118,8	118,2	143,4	127,4	114,9	137,7	122,9	108,8
1998 I	108,2	101,6	99,3	99,8	99,7	150,7	127,9	106,3	112,2	101,0	123,6	90,1	90,1	109,6	103,6	89,5	108,3	128,7	110,6
1998 II	120,9	120,8	116,2	132,3	105,8	166,8	102,9	111,6	136,0	110,5	123,1	100,7	103,6	122,9	130,0	105,4	118,5	121,8	103,3
1998 III	118,7	181,2	132,0	127,4	79,4	124,5	131,8	83,4	158,0	118,5	96,8	90,9	99,8	102,0	100,6	71,4	122,2	107,5	119,7
1998 IV	124,1	102,7	138,8	108,8	104,9	151,1	94,0	120,2	107,5	125,9	140,6	120,2	120,0	132,1	129,2	141,6	131,1	130,8	105,1
1999 I	109,3	94,7	100,4	97,9	96,7	149,5	120,3	106,8	112,2	99,7	132,1	93,3	103,9	109,3	117,3	111,0	116,5	128,1	116,5
1999 II	125,8	132,7	126,4	138,2	109,8	156,4	100,6	104,5	126,8	120,9	133,1	106,7	110,6	124,4	136,1	143,6	126,0	128,7	102,2
1999 III	120,2	172,2	131,9	121,7	87,0	120,5	130,0	90,6	159,2	122,7	112,6	97,9	92,8	104,7	119,5	110,7	121,4	113,8	111,1
1999 IV	127,6	108,4	141,2	107,3	100,1	142,2	93,9	122,7	142,2	125,7	162,2	123,7	129,5	142,8	132,7	182,3	139,0	140,1	104,5
2000 I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120,0	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110,0	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7
2000 II	128,3	137,9	129,6	135,5	111,8	141,3	94,8	104,3	144,0	131,0	139,1	114,9	121,5	120,9	137,2	174,9	128,6	135,4	119,1
2000 III	125,3	177,8	141,9	127,4	88,9	121,1	129,4	95,8	170,5	123,3	116,2	104,4	102,7	112,4	115,8	112,9	130,6	114,4	128,1
2000 IV	132,1	106,0	144,9	102,9	112,2	151,0	115,0	134,2	162,3	123,5	151,4	127,6	147,9	160,2	132,3	240,5	143,1	121,3	99,0
2001 I	116,4	102,6	107,3	121,1	94,4	133,5	127,8	123,7	126,4	109,4	141,1	97,6	116,7	150,9	128,6	117,4	123,8	126,9	103,0
2001 II	132,1	148,2	132,8	139,3	111,1	139,4	104,4	115,0	142,3	132,3	148,8	127,5	123,6	139,2	137,7	115,8	134,8	124,8	98,8
2001 III	130,1	186,4	148,4	138,5	85,6	114,0	134,5	101,9	180,5	129,9	126,2	112,7	93,6	121,0	118,2	90,0	140,3	116,6	126,1
2001 IV	137,2	109,1	152,1	140,6	116,7	137,9	116,8	126,7	162,5	129,8	163,2	137,5	138,8	162,3	124,9	136,2	151,7	123,2	107,3
2002 I	118,4	100,1	110,6	117,6	90,4	127,3	137,3	120,8	147,6	110,4	140,6	105,6	121,1	124,5	134,5	115,8	137,4	139,4	97,6
2002 II	136,4	150,8	141,1	145,2	107,3	130,9	98,9	132,3	150,1	139,4	243,7	121,4	123,4	131,8	150,7	128,1	139,1	129,7	89,1
2002 III	132,2	184,0	154,9	135,5	84,1	116,5	137,6	107,2	180,7	147,7	135,0	101,8	95,2	106,8	118,9	104,1	145,9	108,2	116,2

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Direction de la statistique.

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1995	20 186	47 192	101 631	153 125	35 952	31 263	289 541	105 800
1996	20 792	11 842	107 577	152 580	37 623	29 466	282 537	95 900
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 463	6 462	117 353	201 692	23 150	25 830	343 557	76 991
2001	21 995	5 006	110 911	174 831	19 120	13 150	447 788	96 500

Source : Ministère de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1995	649,6	605,0	10 105,5
1996	505,6	1 937,0	9 113,0
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1.759,0	9 936,3
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	30,8	704,8	10 770,8
2001	1,9	856,3	10,809,6

Sources : Ministère de l'énergie et des mines
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	1999		2000		2001 ^(*)	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	9 664	100	9 655	100	10 134	100
- Charbon	2 209	22,9	2 567	26,6	3 274	32,3
- Produits pétroliers	6 730	69,6	6 236	64,6	6 139	60,6
- Gaz naturel	33	0,3	38	0,4	38	0,4
- Electricité hydraulique et importée.....	692	7,2	814	8,4	683	6,7
dont :						
Matières premières locales	329	100	267	100	325	100
- Anthracite	72	21,9	16	6,0	-	-
- Pétrole et gaz naturel.....	45	13,7	51	19,1	48	14,8
- Electricité hydraulique et éolienne	212	64,4	200	74,9	277	85,2
Déficit énergétique.....	9 335		9 388		9 809	
consommation globale.....		96,6		97,2		96,8

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t
1995 - 1996	1 249	2 270	1 964	3 646	2 430	3 831	254	235	9	53	76	58
1996 - 1997	972	882	1 521	1 435	1 996	1 324	341	374	9	32	67	39
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35
1999-2000	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19
2000-2001	977	1 040	1 724	2 278	2 126	1 155	254	54	8	40	50	28

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1995 - 1996	1 400	745	484	273	144	595	360	193	2 750	899	800	80	130	285
1996 - 1997	1 194	775	490	214	93	638	384	262	2 613	743	550	50	115	376
1997 - 1998	1 591	855	540	245	108	553	285	262	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	556	129	55	599	303	310	3 236	1 373	400	40	85	496
1999-2000	1 400	1 010	550	80	33	565	300	253	2 824	1 326	400	40	64	299
2000-2001	979	962	446	162	82	512	228	264	3 106	1 321	550	50	77	350

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts .

VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1996	615,9	90,9	525,0	169,4	355,3	139	200	98,3	61,6
1997	773,2	111,5	661,7	148,2	513,5	142	152	91,3	61,0
1998	694,4	87,3	607,1	182,4	422,9	147	183	119	64,2
1999	747,0	125,0	622,0	188,9	433,2	169,7	257,7	140,7	69,0
2000	896,0	130,7	765,2	203,4	557,8	180,0	317,0	167,8	82,5
2001	1101,1	122,5	978,6	197,2	769,7	210,0	366,3	124,9	98,4

Sources : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.
Office des changes.

VIII-9 - L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	1 953 631	16 754	9 701 359	2 280 114	11 981 473
1999	2 274 814	19 112	10 844 291	2 218 314	13 062 605
2000	2 462 894	21 188	11 267 753	2 271 833	13 539 586
2001	2 249 662	28 832	10 293 124	2 402 104	12 695 228
2002	2 222 267	20 954	8 866 086	2 455 271	11 321 357
2000 Janvier	142 758	1 426	706 097	128 975	835 072
Février	170 031	1 377	877 162	149 489	1 026 651
Mars	208 298	1 653	1 103 738	155 250	1 258 988
Avril	253 713	1 467	1 215 038	185 463	1 400 501
Mai	185 336	1 537	961 187	157 305	1 118 492
Juin	186 831	1 558	889 182	171 195	1 060 377
Juillet	302 754	2 851	895 724	266 047	1 161 771
Août	261 750	2 983	1 163 512	445 194	1 608 706
Septembre	195 781	1 746	972 101	201 519	1 173 620
Octobre	210 294	1 761	1 020 873	162 669	1 183 542
Novembre	164 239	1 413	832 979	153 881	986 860
Décembre	181 109	1 415	630 160	94 846	725 006
2001 Janvier	154 726	1 988	762 222	145 531	907 753
Février	182 112	1 504	886 979	146 298	1 033 277
Mars	232 093	1 992	1 121 015	175 636	1 296 651
Avril	257 993	2 086	1 226 164	176 572	1 402 736
Mai	205 538	2 197	972 164	166 975	1 139 139
Juin	195 130	1 770	850 307	192 147	1 042 454
Juillet	233 078	3 131	873 282	296 236	1 169 518
Août	211 347	4 419	1 103 094	471 729	1 574 823
Septembre	184 059	2 211	861 539	202 342	1 063 881
Octobre	162 207	2 235	770 922	178 118	949 040
Novembre	101 925	2 046	463 115	123 649	586 764
Décembre	129 454	3 255	402 321	126 871	529 192
2002 Janvier	118 307	1 211	497 143	172 302	669 445
Février	163 870	1 508	637 110	134 195	771 305
Mars	207 658	1 456	886 350	165 314	1 051 664
Avril	215 518	1 687	932 323	188 563	1 120 886
Mai	178 418	1 670	771 294	170 492	941 786
Juin	177 405	1 258	646 923	170 746	817 669
Juillet	221 517	2 241	735 453	297 775	1 033 228
Août	223 439	3 198	969 346	528 204	1 497 550
Septembre	191 659	2 031	771 995	209 129	981 124
Octobre	202 611	1 654	889 188	154 307	1 043 495
Novembre	137 424	1 395	556 210	81 298	637 508
Décembre	184 441	1 645	572 751	182 946	755 697

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère du tourisme

Office des changes.

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Année	Exportations FOB		Importations CAF		Soldes		
1995 ⁽¹⁾	40 240		72 869		- 32 629		
1996 ⁽¹⁾	41 356		71 963		- 30 607		
1997 ⁽¹⁾	44 554		75 021		- 30 467		
1998	68 608		98 676		- 30 068		
1999	73 617		105 931		- 32 314		
2000	78 827		122 527		- 43 700		
2001	80 440		124 081		- 43 641		
2002	85 653		129 346		- 43 693		
Mois	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	
2000	Janvier	6 816	6 816	9 005	9 005	-2 189	-2 189
	Février	7 857	14 673	9 425	18 430	-1 568	-3 757
	Mars	6 126	20 799	10 227	28 657	-4 101	-7 858
	Avril	5 643	26 442	10 080	38 737	-4 437	-12 295
	Mai	6 413	32 855	10 776	49 513	-4 363	-16 658
	Juin	6 880	39 735	11 910	61 423	-5 030	-21 688
	Juillet	7 205	46 940	9 950	71 373	-2 745	-24 433
	Août	5 778	52 718	10 670	82 043	-4 892	-29 325
	Septembre	5 765	58 483	8 522	90 565	-2 757	-32 082
	Octobre	6 878	65 361	11 082	101 647	-4 204	-36 286
	Novembre	6 570	71 931	10 547	112 194	-3 977	-40 263
	Décembre	6 896	78 827	10 333	122 527	-3 437	-43 700
2001	Janvier	6 662	6 662	10 633	10 633	-3 971	-3 971
	Février	6 790	13 452	9 577	20 210	-2 787	-6 758
	Mars	6 422	19 874	9 321	29 531	-2 899	-9 657
	Avril	6 095	25 969	9 838	39 369	-3 743	-13 400
	Mai	5 828	31 797	11 647	51 016	-5 819	-19 219
	Juin	6 774	38 571	11 058	62 074	-4 284	-23 503
	Juillet	6 923	45 494	10 624	72 698	-3 701	-27 204
	Août	6 671	52 165	9 395	82 093	-2 724	-29 928
	Septembre	6 000	58 165	9 000	91 093	-3 000	-32 928
	Octobre	7 724	65 889	11 978	103 071	-4 254	-37 182
	Novembre	7 360	73 249	9 372	112 443	-2 012	-39 194
	Décembre	7 191	80 440	11 638	124 081	-4 447	-43 641
2002	Janvier	6 636	6 636	9 943	9 943	-3 307	-3 307
	Février	8 013	14 649	9 183	19 126	-1 170	-4 477
	Mars	7 903	22 552	10 183	29 309	-2 280	-6 757
	Avril	7 222	29 774	11 558	40 867	-4 336	-11 093
	Mai	6 968	36 742	11 555	52 422	-4 587	-15 680
	Juin	7 617	44 359	10 245	62 667	-2 628	-18 308
	Juillet	7 716	52 075	11 350	74 017	-3 634	-21 942
	Août	6 161	58 236	10 528	84 545	-4 367	-26 309
	Septembre	6 883	65 119	10 158	94 703	-3 275	-29 584
	Octobre	6 978	72 097	12 683	107 386	-5 705	-35 289
	Novembre	6 672	78 769	10 140	117 526	-3 468	-38 757
	Décembre	6 884	85 653	11 820	129 346	-4 936	-43 693

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	2002
Alimentation, boissons et tabacs.....	10 149	11 438	11 540	14 210	15 348	15 313
Blé	3 486	3 728	3 817	5 492	6 202	5 873
Sucre	1 521	1 490	1 322	1 458	1 535	1 591
Produits laitiers	538	642	502	674	971	976
Thé	655	749	711	740	671	641
Tabacs	565	619	630	614	733	703
Maïs	844	908	871	1 458	1 535	1 608
Orge	122	592	724	1 113	1 101	779
Autres produits	2 418	2 710	2 963	2 661	2 600	3 142
Énergie et lubrifiants	12 347	8 859	13 000	21 657	21 874	20 216
Huile brute de pétrole	8 389	5 412	8 941	14 710	14 488	12 919
Charbon	1 186	1 108	988	1 441	2 280	2 140
Gasoil et fuel	757	498	609	1 646	1 835	1 505
Autres produits	2 015	1 841	2 462	3 860	3 271	3 652
Produits bruts	8 192	7 678	7 465	8 055	7 646	9 056
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 092	2 402	2 262	2 350	2 289	2 748
Bois bruts	1 784	1 647	1 870	1 828	1 554	1 913
Fibres textiles et coton	1 534	1 261	1 008	1 117	1 266	1 188
Soufre brut	1 440	1 006	988	1 326	878	1 242
Autres produits	1 342	1 362	1 337	1 434	1 659	1 965
Demi-produits	17 828	22 823	21 828	24 365	26 387	28 628
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	654	828	860	824	912	1 095
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	939	1 151	924	771	765	807
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	4 801	5 411	4 921	5 192	5 582	5 927
Matières plastiques artificielles	2 315	2 462	2 463	2 841	3 171	3 350
Fils de fibres et de coton	961	1 103	1 114	990	1 172	1 201
Papiers et cartons	1 367	1 651	1 549	1 747	1 755	1 914
Fer et acier	1 594	1 813	1 350	2 003	1 919	2 459
Autres produits	5 197	8 404	8 647	9 997	11 111	11 875
Biens d'équipement	15 815	24 651	27 775	25 418	22 907	24 955
Agricoles	648	869	749	724	888	998
Industriels	15 167	23 782	27 026	24 694	22 019	23 957
Biens de consommation	10 690	23 227	24 323	28 822	29 919	31 178
Voitures de tourisme	1 656	1 446	1 816	1 690	2 136	2 417
Tissus de fibres et de coton	1 543	7 877	7 565	7 866	8 899	8 340
Ouvrages en matières plastiques	600	1 003	1 083	1 086	1 220	1 465
Médicaments	1 183	1 283	1 346	1 302	1 651	1 846
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	534	530	575	624	606	716
Autres produits.....	5 174	11 088	11 938	16 254	15 407	16 394
Total.....	75 021	98 676	105 931	122 527	124 081	129 346

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556
1996 ⁽¹⁾	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935
1997 ⁽¹⁾	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342
1998	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145
1999	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
2000	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169
2001	3 441 200	6 201 800	1 802	512 100	1 534 800	2 997	360 892	1 452 319	4 024
2002	3 351 734	5 873 449	1 752	574 415	1 591 338	2 770	355 813	1 765 468	4 962
2000 ⁽²⁾									
Janvier	265 384	387 248	1 459	60 201	171 504	2 849	25 280	107 736	4 262
Février	571 444	854 561	1 495	110 457	318 637	2 885	56 187	237 036	4 219
Mars	793 902	1 164 177	1 466	171 190	498 580	2 912	87 921	388 569	4 420
Avril	1 057 707	1 572 416	1 487	232 165	639 068	2 753	131 538	565 420	4 299
Mai	1 409 928	2 142 122	1 519	263 615	708 353	2 687	155 679	669 843	4 303
Juin	1 766 799	2 671 560	1 512	326 375	840 089	2 574	177 888	766 457	4 309
Juillet	1 976 018	3 013 488	1 525	348 714	888 642	2 548	196 759	848 045	4 310
Août	2 315 767	3 541 071	1 529	378 927	960 851	2 536	223 877	960 074	4 288
Septembre	2 616 735	4 008 477	1 532	409 164	1 032 727	2 524	236 450	1 010 733	4 275
Octobre	3 006 038	4 695 300	1 562	467 650	1 197 862	2 561	262 145	1 117 194	4 262
Novembre	3 246 712	5 164 608	1 591	498 117	1 284 402	2 579	296 211	1 245 744	4 206
Décembre	3 441 238	5 492 418	1 596	558 962	1 458 210	2 609	323 199	1 347 380	4 169
2001 ⁽²⁾									
Janvier	277 012	484 292	1 748	61 118	173 587	2 840	48 801	175 478	3 596
Février	631 265	1 117 802	1 771	120 647	347 971	2 884	76 203	277 133	3 637
Mars	894 200	1 563 700	1 749	181 000	518 400	2 864	99 800	360 100	3 608
Avril	1 255 901	2 228 730	1 775	211 603	613 718	2 900	129 167	462 088	3 577
Mai	1 485 800	2 749 000	1 850	243 200	715 500	2 942	164 000	594 700	3 626
Juin	1 812 900	3 392 300	1 871	274 100	814 500	2 972	190 600	695 800	3 651
Juillet	1 903 844	3 557 225	1 868	333 677	999 823	2 996	201 867	753 116	3 731
Août	2 084 500	3 910 500	1 876	333 700	1 000 000	2 997	333 710	1 000 140	2 997
Septembre	2 436 800	4 552 900	1 868	363 900	1 092 200	3 001	363 885	1 092 371	3 002
Octobre	2 853 600	5 423 700	1 901	418 700	1 255 300	2 998	418 748	1 255 506	2 998
Novembre	3 031 100	2 710 700	894	481 300	1 446 100	3 005	481 361	1 446 362	3 005
Décembre	3 441 200	6 201 800	1 802	512 100	1 534 800	2 997	360 892	1 452 319	4 024
2002 ⁽²⁾									
Janvier	291 155	580 642	1 994	60 603	177 337	2 926	22 572	122 803	5 441
Février	547 534	988 854	1 806	123 980	368 094	2 969	51 232	256 767	5 012
Mars	855 283	1 531 169	1 790	158 078	466 774	2 953	57 010	293 211	5 143
Avril	1 218 231	2 190 543	1 798	215 429	633 253	2 939	87 491	417 521	4 772
Mai	1 409 776	2 607 058	1 849	272 395	795 898	2 922	116 093	536 436	4 621
Juin	1 577 701	2 868 868	1 818	302 723	879 963	2 907	151 151	686 274	4 540
Juillet	1 730 743	3 118 458	1 802	363 449	1 038 260	2 857	173 167	787 753	4 549
Août	1 933 856	3 473 534	1 796	363 776	1 039 490	2 858	199 278	918 779	4 611
Septembre	2 203 324	3 915 436	1 777	394 188	1 122 720	2 848	232 543	1 092 922	4 700
Octobre	2 462 090	4 421 049	1 796	454 415	1 281 711	2 821	273 985	1 314 476	4 798
Novembre	2 815 944	5 035 175	1 788	514 640	1 438 048	2 794	312 175	1 519 381	4 867
Décembre	3 351 734	5 873 449	1 752	574 415	1 591 338	2 770	355 813	1 765 468	4 962

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565
1996 ⁽¹⁾	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475
1997 ⁽¹⁾	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486
1998	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2002	6 418 294	12 918 666	2 013	2 830 048	1 241 797	439
2000 ⁽²⁾						
Janvier	670 636	1 313 839	1 959	207 330	99 054	478
Février	1 086 243	2 169 297	1 997	393 014	189 698	483
Mars	1 796 720	3 717 307	2 069	606 123	289 042	477
Avril	2 342 184	4 696 635	2 005	660 868	318 852	482
Mai	2 886 667	5 728 735	1 985	963 539	466 424	484
Juin	3 859 784	7 911 850	2 050	1 170 833	571 644	488
Juillet	4 132 931	8 499 675	2 057	1 562 769	764 102	489
Août	4 947 751	10 228 206	2 067	1 796 747	883 283	492
Septembre	5 499 227	11 529 506	2 097	1 979 530	977 613	494
Octobre	5 902 315	12 450 792	2 109	2 353 493	1 167 618	496
Novembre	6 434 291	13 705 206	2 130	2 497 172	1 241 664	497
Décembre	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001 ⁽²⁾						
Janvier	653 613	1 321 442	2 022	194 919	83 425	428
Février	922 560	1 878 576	2 036	438 434	173 611	396
Mars	1 461 900	2 910 200	1 991	588 300	218 000	371
Avril	1 984 400	3 926 997	1 979	747 880	286 287	383
Mai	2 655 400	5 460 900	2 057	934 000	382 500	410
Juin	3 357 700	7 147 300	2 129	1 098 400	458 700	418
Juillet	3 770 255	8 051 340	2 135	1 325 114	540 366	408
Août	4 468 200	9 478 300	2 121	1 526 494	623 762	409
Septembre	5 156 000	10 920 400	2 118	1 798 282	734 495	408
Octobre	5 852 900	12 191 200	2 083	1 958 000	786 100	401
Novembre	6 556 600	13 375 400	2 040	2 100 649	841 029	400
Décembre	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2002 ⁽²⁾						
Janvier	546 390	956 701	1 751	144 677	41 317	286
Février	1 068 148	1 824 530	1 708	393 837	118 512	301
Mars	1 490 202	2 613 698	1 754	681 341	244 227	358
Avril	2 049 355	3 825 290	1 867	851 177	295 536	347
Mai	2 817 736	5 445 773	1 933	1 155 040	431 726	374
Juin	3 363 753	6 595 697	1 961	1 347 988	522 155	387
Juillet	3 921 913	7 685 170	1 960	1 741 550	696 905	400
Août	4 568 247	8 998 126	1 970	2 019 345	838 060	415
Septembre	5 122 671	10 180 473	1 987	2 274 723	967 035	425
Octobre	5 964 423	11 996 138	2 011	2 423 651	1 041 162	430
Novembre	6 247 566	12 601 429	2 017	2 627 096	1 143 512	435
Décembre	6 418 294	12 918 666	2 013	2 830 048	1 241 797	439

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995 ⁽¹⁾	1 496 416	659 187	974 091
1996 ⁽¹⁾	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997 ⁽¹⁾	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2002	8 340 117	2 417 013	1 846 496
2000 ⁽²⁾			
Janvier	535 696	151 266	83 784
Février	1 139 835	246 328	182 788
Mars	1 743 335	407 235	314 293
Avril	2 355 716	517 037	414 488
Mai	3 141 315	668 162	521 547
Juin	3 907 013	828 005	634 575
Juillet	4 598 053	988 936	751 994
Août	5 048 771	1 118 868	849 597
Septembre	5 570 216	1 231 463	947 080
Octobre	6 333 139	1 385 123	1 079 305
Novembre	7 135 719	1 567 981	1 202 307
Décembre	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001 ⁽²⁾			
Janvier	777 531	171 392	119 921
Février	1 452 657	324 958	239 511
Mars	2 064 700	495 800	368 700
Avril	2 794 494	652 729	469 121
Mai	3 693 100	865 800	610 600
Juin	4 573 000	1 077 200	722 500
Juillet	5 353 316	1 320 930	891 107
Août	5 798 461	1 504 312	1 039 633
Septembre	6 326 124	1 624 894	1 191 474
Octobre	7 196 141	1 849 279	1 373 345
Novembre	8 135 593	1 993 551	1 527 387
Décembre	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2002 ⁽²⁾			
Janvier	596 863	139 688	111 375
Février	1 176 612	236 500	258 505
Mars	1 837 094	421 443	396 779
Avril	2 606 856	614 035	565 697
Mai	3 413 314	840 964	709 499
Juin	4 190 407	1 065 426	887 506
Juillet	4 948 345	1 406 707	1 054 078
Août	5 297 638	1 625 285	1 196 964
Septembre	5 893 802	1 625 380	1 372 830
Octobre	6 754 010	2 063 469	1 557 888
Novembre	7 509 433	2 242 663	1 688 174
Décembre	8 340 117	2 417 013	1 846 496

(1) Non compris les importations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	2002
Alimentation, boissons et tabacs.....	13 090	14 256	14 853	16 751	16 185	17 567
Agrumes	2 377	2 590	2 613	2 050	2 026	2 128
Primeurs	1 497	1 692	2 049	1 645	1 755	2 008
Poissons en conserve	1 664	1 826	1 961	2 141	2 543	2 796
Poissons frais	969	876	947	1 361	1 396	1 323
Crustacés, mollusques et coquillages	3 843	4 357	4 422	6 742	4 954	5 649
Conserves de légumes et de fruits.....	1 397	1 143	1 249	1 061	1 189	1 222
Autres produits	1 343	1 772	1 612	1 751	2 322	2 441
Énergie et lubrifiants	866	1 002	1 990	2 882	3 098	2 234
Produits bruts d'origine animale et végétale.....	1 859	1 370	1 839	1 803	1 363	1 662
Pâte à papier	409	266	488	625	238	487
Plantes et fleurs	266	259	233	223	222	479
Agar-agar	170	163	183	213	202	222
Autres produits	1 014	682	935	742	701	757
Produits bruts d'origine minérale	5 880	6 136	5 979	5 766	6 179	6 233
Phosphates	4 141	4 412	4 462	4 578	4 687	4 475
Minerai de plomb	165	178	176	112	97	83
Minerai de cuivre	180	91	88	102	73	63
Sulfate de baryum	148	155	88	137	190	194
Autres minerais	1 246	1 300	1 165	837	1 132	1 418
Demi-produits	11 588	12 503	13 711	17 063	17 763	20 392
Acide phosphorique	5 534	4 786	5 777	5 365	5 380	5 804
Engrais naturels et chimiques	3 353	3 290	3 107	3 430	4 017	3 629
Plomb et argent bruts	716	792	675	706	715	782
Fils de fibres et de coton	287	119	127	154	133	159
Autres produits	1 698	3 516	4 025	7 408	7 518	10 018
Biens d'équipement	1 421	5 260	6 790	4 809	4 460	5 673
Diodes	-	1 141	1 362	307	-	-
Fils et câbles pour l'électricité	822	1 134	1 633	2 074	2 512	3 415
Autres produits	599	2 985	3 795	2 428	1 948	2 258
Biens de consommation	9 850	28 081	28 455	29 753	31 392	31 892
Vêtements confectionnés	3 323	16 637	16 172	16 195	17 164	18 307
Articles de bonneterie	3 237	7 475	8 070	8 935	8 861	8 909
Tapis	238	211	206	179	175	135
Chaussures	741	1 134	1 162	1 163	1 326	1 357
Tissus de fibres et de coton	349	358	324	474	680	635
Autres produits	1 962	2 266	2 521	2 807	3 186	3 184
Total.....	44 554	68 608	73 617	78 827	80 440	85 653

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222	
1996 ⁽¹⁾	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034	
1997 ⁽¹⁾	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462	
1998	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417	
1999	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962	
2000	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188	
2001	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152	
2002	412 619	2 128 426	5 158	179 093	999 576	5 581	74 630	1 061 356	14 222	
2000 ⁽²⁾	Janvier	89 525	457 553	5 111	35 089	175 475	5 001	5 903	74 769	12 666
	Février	171 070	805 451	4 708	66 423	316 599	4 766	13 599	162 290	11 934
	Mars	241 683	1 042 884	4 315	90 749	452 672	4 988	20 068	249 013	12 408
	Avril	297 412	1 242 099	4 176	96 905	491 990	5 077	26 638	328 252	12 323
	Mai	352 677	1 426 173	4 044	102 671	522 373	5 088	34 831	429 570	12 333
	Juin	366 791	1 470 388	4 009	102 796	522 699	5 085	41 485	508 395	12 255
	Juillet	366 871	1 470 816	4 009	102 797	522 702	5 085	48 117	589 079	12 243
	Août	366 957	1 471 193	4 009	102 810	522 821	5 085	52 913	639 273	12 082
	Septembre	367 028	1 471 681	4 010	103 161	524 875	5 088	59 332	709 873	11 964
	Octobre	371 992	1 503 137	4 041	114 227	587 915	5 147	65 250	784 014	12 016
	Novembre	423 658	1 799 554	4 248	138 459	721 272	5 209	70 211	851 412	12 126
	Décembre	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001 ⁽²⁾	Janvier	57 899	294 784	5 091	36 169	162 172	4 484	5 704	77 109	13 518
	Février	118 965	552 370	4 643	62 723	275 425	4 391	12 084	161 858	13 394
	Mars	206 400	867 000	4 201	94 500	387 700	4 103	18 500	247 000	13 351
	Avril	243 738	990 338	4 063	106 094	435 683	4 107	26 635	354 248	13 300
	Mai	258 000	1 044 500	4 048	111 100	453 400	4 081	34 200	459 200	13 427
	Juin	260 200	1 053 100	4 047	111 500	453 700	4 069	40 800	552 300	13 537
	Juillet	261 769	1 061 724	4 056	111 964	455 202	4 066	48 504	663 309	13 675
	Août	270 718	1 097 020	4 052	112 724	459 035	4 072	52 524	718 213	13 674
	Septembre	270 848	1 097 601	4 052	113 697	463 306	4 075	57 311	784 779	13 693
	Octobre	300 084	1 283 300	4 276	123 740	505 066	4 082	62 268	865 500	13 900
	Novembre	351 377	1 589 731	4 524	160 553	688 979	4 291	66 997	939 653	14 025
	Décembre	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152
2002 ⁽²⁾	Janvier	82 879	474 007	5 719	22 982	122 731	5 340	6 168	87 436	14 176
	Février	103 154	558 759	5 417	56 878	308 672	5 427	12 285	180 198	14 668
	Mars	165 122	821 959	4 978	91 944	513 783	5 588	20 643	294 517	14 267
	Avril	206 647	983 736	4 760	110 003	619 939	5 636	29 163	418 846	14 362
	Mai	255 954	1 179 691	4 609	111 439	625 084	5 609	36 739	526 936	14 343
	Juin	263 558	1 209 721	4 590	112 063	626 517	5 591	42 040	605 435	14 401
	Juillet	263 807	1 210 997	4 590	112 071	626 706	5 592	48 421	701 327	14 484
	Août	263 853	1 211 066	4 590	112 075	626 749	5 592	52 680	753 817	14 309
	Septembre	263 903	1 211 148	4 589	112 505	628 688	5 588	58 885	841 413	14 289
	Octobre	280 907	1 326 647	4 723	129 817	714 177	5 501	65 409	928 094	14 189
	Novembre	332 631	1 622 760	4 879	158 297	871 219	5 504	69 933	992 404	14 191
	Décembre	412 619	2 128 426	5 158	179 093	999 576	5 581	74 630	1 061 356	14 222

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
1995 ⁽¹⁾	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664	
1996 ⁽¹⁾	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915	
1997 ⁽¹⁾	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252	
1998	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 440	
1999	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408	
2000	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055	
2001	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872	
2002	123 826	5 648 567	45 617	45 825	1 323 021	28 871	106 503	2 796 362	26 256	
2000 ⁽²⁾	Janvier	15 642	697 195	44 572	2 362	65 337	27 662	5 568	147 346	26 463
	Février	36 478	1 821 953	49 947	6 023	144 296	23 957	11 389	306 021	26 870
	Mars	49 041	2 182 693	44 508	8 953	199 610	22 295	17 543	462 987	26 392
	Avril	56 409	2 351 181	41 681	11 698	268 355	22 940	25 952	678 664	26 151
	Mai	69 528	2 724 662	39 188	14 770	390 684	26 451	30 892	821 243	26 584
	Juin	88 531	3 245 649	36 661	18 411	498 297	27 065	37 884	1 001 093	26 425
	Juillet	105 819	3 792 844	35 843	22 497	596 054	26 495	43 113	1 140 180	26 446
	Août	116 013	4 138 655	35 674	26 144	710 577	27 179	51 210	1 368 001	26 714
	Septembre	130 834	4 701 309	35 933	31 388	1 039 087	33 105	57 043	1 521 462	26 672
	Octobre	135 117	5 430 880	40 194	35 384	1 123 233	31 744	63 721	1 692 539	26 562
	Novembre	152 902	5 938 634	38 839	39 639	1 197 333	30 206	71 870	1 894 581	26 361
	Décembre	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055
2001 ⁽²⁾	Janvier	18 356	634 000	34 539	4 357	101 277	23 245	5 226	135 282	25 886
	Février	27 547	885 937	32 161	8 307	181 798	21 885	11 446	292 706	25 573
	Mars	32 700	1 085 100	33 183	10 400	232 900	22 394	18 100	466 600	25 779
	Avril	41 309	1 331 820	32 240	14 473	410 754	28 381	25 288	643 674	25 454
	Mai	46 400	1 469 200	31 664	18 200	525 200	28 857	32 200	826 300	25 661
	Juin	51 500	1 618 100	31 419	23 200	760 000	32 759	40 600	1 048 000	25 813
	Juillet	60 388	1 987 884	32 919	27 621	850 646	30 797	50 029	1 293 738	25 860
	Août	75 200	2 681 900	35 664	30 900	917 700	29 699	59 800	1 543 400	25 809
	Septembre	93 500	3 472 500	37 139	37 700	1 081 600	28 690	68 900	1 779 700	25 830
	Octobre	106 500	4 003 900	37 595	43 100	1 196 200	27 754	78 700	2 033 900	25 844
	Novembre	116 000	4 388 900	37 835	47 800	1 307 100	27 345	87 600	2 271 800	25 934
	Décembre	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872
2002 ⁽²⁾	Janvier	8 498	354 267	41 688	3 497	83 661	23 924	8 052	212 897	26 440
	Février	42 796	1 860 852	43 482	6 622	160 982	24 310	16 018	424 089	26 476
	Mars	62 908	2 765 526	43 961	9 892	245 497	24 818	24 015	634 232	26 410
	Avril	76 658	3 293 549	42 964	14 341	352 752	24 597	30 966	821 092	26 516
	Mai	81 842	3 441 753	42 054	17 688	531 303	30 037	37 978	1 018 604	26 821
	Juin	86 019	3 603 882	41 896	20 703	640 728	30 949	45 178	1 207 253	26 722
	Juillet	96 550	4 175 465	43 247	25 167	790 789	31 422	55 294	1 472 545	26 631
	Août	105 879	4 697 149	44 363	28 624	911 049	31 828	65 961	1 745 452	26 462
	Septembre	116 270	5 246 679	45 125	35 691	1 059 677	29 690	75 282	1 986 102	26 382
	Octobre	120 026	5 429 911	45 239	40 332	1 163 602	28 851	85 377	2 254 404	26 405
	Novembre	122 039	5 549 303	45 472	42 616	1 229 023	28 839	96 611	2 541 347	26 305
	Décembre	123 826	5 648 567	45 617	45 825	1 323 021	28 871	106 503	2 796 362	26 256

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724
1996 ⁽¹⁾	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762
1997 ⁽¹⁾	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830
1998	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824
1999	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616
2002	11 350 773	4 475 186	394	1 680 170	5 803 677	3 454	2 182 687	3 628 722	1 663
2000 ⁽²⁾ Janvier	949 038	373 264	393	118 231	400 664	3 389	198 181	304 664	1 537
Février	1 709 917	654 772	383	220 742	713 745	3 233	474 623	737 420	1 554
Mars	2 650 981	1 019 176	384	346 893	1 164 630	3 357	604 789	926 281	1 532
Avril	3 274 212	1 265 272	386	465 408	1 540 949	3 311	727 481	1 117 940	1 537
Mai	4 002 754	1 533 324	383	652 328	2 167 662	3 323	897 205	1 377 499	1 535
Juin	5 012 968	1 956 583	390	781 637	2 601 544	3 328	1 053 508	1 601 850	1 520
Juillet	5 740 471	2 271 096	396	923 084	3 045 078	3 299	1 324 919	2 004 056	1 513
Août	6 739 648	2 764 854	410	1 065 688	3 500 760	3 285	1 549 164	2 341 524	1 511
Septembre	7 512 337	3 170 085	422	1 181 201	3 875 221	3 281	1 696 380	2 570 816	1 515
Octobre	8 626 591	3 705 638	430	1 350 236	4 413 922	3 269	1 879 552	2 874 053	1 529
Novembre	9 418 335	4 107 721	436	1 518 453	4 972 734	3 275	2 015 427	3 106 477	1 541
Décembre	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553
2001 ⁽²⁾ Janvier	801 980	392 200	489	148 544	441 570	2 973	172 704	250 539	1 451
Février	2 113 904	1 068 354	505	286 187	897 718	3 137	424 646	653 860	1 540
Mars	3 010 000	1 538 000	511	379 500	1 184 800	3 122	631 300	994 600	1 575
Avril	3 660 520	1 884 069	515	469 307	1 469 947	3 132	770 404	1 292 600	1 678
Mai	4 413 200	1 889 900	428	580 000	1 841 000	3 174	839 100	1 377 300	1 641
Juin	5 310 200	2 277 900	429	737 100	2 308 900	3 132	976 500	1 623 500	1 663
Juillet	5 827 476	2 523 205	433	890 980	2 845 167	3 193	1 263 623	2 078 065	1 645
Août	6 947 700	3 059 000	440	1 036 600	3 335 900	3 218	1 539 500	2 518 600	1 636
Septembre	7 842 300	3 472 600	443	1 085 700	3 545 400	3 266	1 705 600	2 771 700	1 625
Octobre	9 007 200	3 959 700	440	1 280 700	4 233 600	3 306	1 937 200	3 159 600	1 631
Novembre	9 981 200	4 385 100	439	1 502 200	4 873 800	3 244	2 233 400	3 606 900	1 615
Décembre	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616
2002 ⁽²⁾ Janvier	726 558	320 401	441	101 351	347 523	3 429	169 819	286 285	1 686
Février	1 935 180	832 201	430	249 561	844 995	3 386	304 150	521 962	1 716
Mars	2 677 251	1 177 891	440	398 904	1 318 083	3 304	465 280	798 766	1 717
Avril	3 686 613	1 617 252	439	540 118	1 793 121	3 320	611 172	1 057 511	1 730
Mai	4 644 399	2 012 827	433	653 420	2 179 230	3 335	754 931	1 301 511	1 724
Juin	5 618 538	2 387 750	425	791 645	2 709 481	3 423	985 146	1 664 278	1 689
Juillet	6 526 178	2 731 461	419	968 102	3 335 007	3 445	1 222 928	2 043 880	1 671
Août	7 438 120	3 067 821	412	1 100 963	3 787 594	3 440	1 446 751	2 405 879	1 663
Septembre	8 512 262	3 403 010	400	1 239 092	4 277 184	3 452	1 755 496	2 891 233	1 647
Octobre	9 657 496	3 847 062	398	1 402 954	4 808 343	3 427	1 901 871	3 144 018	1 653
Novembre	10 431 932	4 141 317	397	1 549 861	5 312 189	3 428	2 053 024	3 405 226	1 659
Décembre	11 350 773	4 475 186	394	1 680 170	5 803 677	3 454	2 182 687	3 628 722	1 663

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995 ⁽¹⁾	3 639 985	2 856 017	606 848
1996 ⁽¹⁾	3 412 467	3 046 352	634 885
1997 ⁽¹⁾	3 322 896	3 237 062	741 278
1998	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2002	18 307 055	8 909 056	1 357 364
2000 ⁽²⁾			
Janvier	1 295 672	620 104	107 201
Février	2 849 134	1 368 113	241 401
Mars	4 200 685	2 011 278	341 920
Avril	5 525 031	2 591 245	426 537
Mai	6 741 893	3 296 021	506 991
Juin	8 155 253	4 144 048	613 978
Juillet	9 898 068	5 560 667	744 755
Août	11 160 001	6 229 170	845 742
Septembre	12 137 235	6 858 567	922 838
Octobre	13 473 507	7 548 271	996 368
Novembre	14 772 545	8 209 020	1 075 187
Décembre	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001 ⁽²⁾			
Janvier	1 492 808	707 440	111 499
Février	2 949 681	1 352 678	233 935
Mars	4 523 800	2 012 300	346 800
Avril	5 955 780	2 647 259	439 888
Mai	7 259 000	3 390 000	530 800
Juin	8 845 200	4 314 600	641 100
Juillet	10 577 844	5 270 170	784 421
Août	11 924 816	5 933 248	910 742
Septembre	13 059 258	6 570 908	1 031 137
Octobre	14 552 237	7 368 569	1 118 897
Novembre	15 844 615	8 130 098	1 215 061
Décembre	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2002 ⁽²⁾			
Janvier	1 447 000	701 607	136 666
Février	2 927 504	1 406 216	274 608
Mars	4 331 291	2 110 277	418 926
Avril	5 584 483	2 724 430	502 792
Mai	6 908 677	3 508 907	619 700
Juin	8 634 333	4 570 920	772 087
Juillet	10 410 600	5 575 245	920 730
Août	11 751 490	6 250 182	1 035 665
Septembre	12 872 323	6 965 393	1 103 963
Octobre	14 207 400	7 750 213	1 170 996
Novembre	15 703 515	8 458 802	1 254 726
Décembre	18 307 055	8 909 056	1 357 364

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	2000	2001
EUROPE	44 832	68 775	72 291	78 868	80 833	29 248	52 702	56 185	61 506	61 776	-15 584	-16 073	-16 106	-17 362	-19 057
Union européenne	39 064	61 829	64 237	70 941	70 480	27 024	50 005	53 883	58 868	59 377	-12 040	-11 824	-10 354	-12 073	-11 103
France	15 556	25 956	27 275	29 439	29 854	12 002	23 839	26 309	26 392	26 392	-3 554	-2 117	- 966	-3 047	-3 462
Espagne	6 773	10 160	11 771	12 093	12 807	4 813	7 026	7 867	10 220	12 274	-1 960	-3 134	-3 904	-1 873	- 533
Allemagne	3 751	6 699	6 401	5 978	6 251	1 537	4 145	4 187	3 917	3 361	-2 214	-2 554	-2 214	-2 061	-2 890
Italie	4 582	5 871	5 634	5 810	6 262	2 847	3 417	3 728	5 616	4 599	-1 735	-2 454	-1 906	- 194	-1 663
Royaume-Uni	2 119	5 658	5 981	7 559	7 699	1 710	6 807	6 827	7 560	6 909	- 409	1 149	846	1	- 790
Pays-Bas	1 639	2 219	1 893	2 068	1 948	1 203	1 384	1 420	1 316	2 184	- 436	- 835	- 473	- 752	236
U.E. Belgo-luxembourgeoise	1 580	2 035	1 867	1 952	1 762	1 494	2 108	1 980	2 223	2 036	- 86	73	113	271	274
Autres pays de l' U.E.	3 064	3 231	3 415	6 042	3 897	1 418	1 279	1 565	1 624	1 622	-1 646	-1 952	-1 850	-4 418	-2 275
Autres	5 768	6 946	8 054	7 927	10 353	2 224	2 697	2 302	2 638	2 399	-3 544	-4 249	-5 752	-5 289	-7 954
ASIE	13 095	13 377	17 254	24 399	23 768	8 455	8 341	9 160	9 036	8 718	-4 640	-5 036	-8 094	-15 363	-15 050
Pays arabes du Moyen-Orient	6 558	4 796	6 501	11 731	11 088	971	1 039	1 049	1 081	1 580	-5 587	-3 757	-5 452	-10 650	-9 508
Autres pays d'Asie	6 537	8 581	10 753	12 668	12 680	7 484	7 302	8 111	7 955	7 138	947	-1 279	-2 642	-4 713	-5 542
Japon	1 982	1 964	2 360	2 070	1 889	2 470	2 641	2 680	3 010	2 041	488	677	320	940	152
Inde	348	432	498	570	757	3 681	3 062	3 550	3 298	2 894	3 333	2 630	3 052	2 728	2 137
Chine	1 762	2 125	2 420	2 846	3 151	426	519	398	370	387	-1 336	-1 606	-2 022	-2 476	-2 764
Autres	2 445	4 060	5 475	7 182	6 883	907	1 080	1 483	1 277	1 816	-1 538	-2 980	-3 992	-5 905	-5 067
AMÉRIQUE	10 673	11 673	11 653	13 145	12 244	3 108	3 713	4 244	4 467	5 379	-7 565	-7 960	-7 409	-8 678	-6 865
États-Unis	4 888	6 182	6 930	6 836	4 558	1 570	1 889	2 512	2 694	3 246	-3 318	-4 293	-4 418	-4 142	-1 312
Canada	1 607	1 285	1 355	2 404	2 534	290	389	435	327	332	-1 317	- 896	- 920	-2 077	-2 202
Brésil	1 961	2 377	2 044	1 821	3 025	398	483	474	730	916	-1 563	-1 894	-1 570	-1 091	-2 109
Mexique	125	111	72	80	84	559	714	578	534	500	434	603	506	454	416
Autres	2 092	1 718	1 252	2 004	2 043	291	238	245	182	385	-1 801	-1 480	-1 007	-1 822	-1 658
AFRIQUE	5 984	4 286	4 281	5 659	6 779	3 199	3 318	3 505	3 167	3 599	-2 785	- 968	- 776	-2 492	-3 180
Pays de L'U.M.A.	1 776	1 400	2 070	3 023	3 466	1 751	1 578	1 706	1 508	1 534	- 25	178	- 364	-1 515	-1 932
Algérie	1 097	723	1 364	2 024	2 179	32	103	81	78	97	-1 065	- 620	-1 283	-1 946	-2 082
Tunisie	363	434	376	359	509	381	412	384	614	589	18	- 22	8	255	80
Libye	310	240	330	640	778	1 242	969	1 130	669	660	932	729	800	29	- 118
Mauritanie	6	3	-	-	-	96	94	111	147	188	90	91	111	147	188
Autres	4 208	2 886	2 211	2 636	3 313	1 448	1 740	1 799	1 659	2 065	-2 760	-1 146	- 412	- 977	-1 248
Océanie	437	565	452	456	457	544	534	523	651	968	107	- 31	71	195	511
Total	75 021	98 676	105 931	122 527	124 081	44 554	68 608	73 617	78 827	80 440	-30 467	-30 068	-32 314	-43 700	-43 641

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*			2001**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES ...	121 052	122 432	- 1 380	128 051	129 688	- 1 637	141 630	146 676	- 5 046	170 950	152 308	+ 18 642
Biens	68 611	90 883	- 22 271	73 621	97 619	- 23 998	78 827	113 201	- 34 374	80 440	114 282	- 33 842
- Marchandises générales	44 546	74 554	- 30 008	47 493	79 811	- 32 318	51 457	96 087	- 44 629	52 760	95 875	- 43 115
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	23 787	16 235	+ 7 553	25 920	17 712	+ 8 207	27 183	17 019	+ 10 164	27 551	18 303	+ 9 247
- Achats de biens dans les ports	278	94	+ 184	209	96	+ 113	187	95	+ 92	129	104	+ 26
Services	27 149	18 852	+ 8 297	30 542	19 636	+ 10 905	32 238	20 019	+ 12 219	45 197	23 582	+ 21 615
- Transports	4 285	5 450	- 1 165	4 683	6 143	- 1 460	5 153	6 586	- 1 433	7 450	8 840	- 1 390
- Voyages	16 754	4 067	+ 12 687	19 112	4 433	+ 14 679	21 666	4 521	+ 17 145	28 832	4 006	+ 24 827
- Services de communication	821	344	+ 477	1 109	288	+ 821	1 206	180	+ 1 026	1 908	194	+ 1 714
- Services d'assurance	255	364	- 109	250	361	- 111	320	309	+ 11	327	429	- 102
- Redevances et droits de licence	63	1 655	- 1 592	59	1 971	- 1 912	407	2 230	- 1 823	250	2 898	- 2 649
- Autres services aux entreprises	2 385	2 351	+ 35	2 269	1 874	+ 395	1 568	2 243	- 675	3 681	2 543	+ 1 139
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A ⁽¹⁾	2 585	4 621	- 2 036	3 060	4 566	- 1 506	1 918	3 951	- 2 033	2 749	4 673	- 1 924
Revenus	1 859	11 785	- 9 926	1 829	11 492	- 9 664	2 934	12 206	- 9 272	3 685	13 084	- 9 399
- Revenus des investissements privés	54	1 573	- 1 520	95	2 273	- 2 179	143	2 992	- 2 849	155	4 541	- 4 387
- Revenus des investissements et des emprunts publics	1 806	10 212	- 8 406	1 734	9 219	- 7 485	2 791	9 213	- 6 422	3 530	8 543	- 5 013
Transferts courants.....	23 432	912	+ 22 520	22 060	941	+ 21 120	27 630	1 250	+ 26 380	41 629	1 361	+ 40 268
- Publics	888	393	+ 495	464	369	+ 95	1 511	441	+ 1 069	734	509	+ 225
- Privés	22 544	519	+ 22 025	21 596	571	+ 21 025	26 119	809	+ 25 311	40 894	852	+ 40 043

(1) N.C.A. : non compris ailleurs.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000*			2001**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS												
FINANCIÈRES	23 396	21 178	+ 2 219	44 076	27 612	+ 16 464	31 487	32 070	- 583	45 883	23 363	+ 22 520
1. Capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63	-	101	- 101
Transferts de capital	1	98	- 96	2	86	- 84	1	64	- 63	-	101	- 101
2. Opérations financières	23 395	21 080	+ 2 315	44 073	27 526	+ 16 547	31 486	32 006	- 520	45 883	23 262	+ 22 621
Secteur privé.....	8 223	2 846	+ 5 377	28 756	7 665	+ 21 091	21 933	14 377	+ 7 557	37 743	3 894	+ 33 849
- Crédits commerciaux	2 750	518	+ 2 232	8 507	3 451	+ 5 056	8 525	4 101	+ 4 424	3 496	-	+ 3 496
- Prêts et investissements	5 473	2 328	+ 3 145	18 503	4 214	+ 14 289	12 652	10 276	+ 2 376	33 136	3 894	+ 29 242
- Autres capitaux privés	-	-	-	1 746	-	+ 1 746	757	-	+ 757	1 111	-	+ 1 111
Secteur public	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329	7 080	19 242	- 12 162
- Prêts	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298	9 134	17 463	- 8 329	7 080	19 242	- 12 162
Autres	362	258	+ 105	106	352	- 246	419	166	+ 253	1 060	126	+ 934
C. ÉCART STATISTIQUE	1 539	-	+ 1 539	1 238	-	+ 1 238	1 223	-	+ 1 223	2 330	-	+ 2 330
TOTAL	145 987	143 610	+ 2 377	173 365	157 300	+ 16 065	174 340	178 746	- 4 406	219 162	175 671	+ 43 491

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

XI-1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 euro ⁽¹⁾		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	EUR		USD		CAD		GBP		DKK		NOK		SEK		CHF		JPY	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995			8,4350	8,5028	6,1989	6,2487	13,098	13,204	152,207	153,429	133,509	134,581	127,270	128,292	7,3346	7,3936	8,1807	8,2465
Déc. 1996			8,7731	8,8259	6,4026	6,4411	14,901	14,990	147,626	148,513	136,343	137,163	127,235	128,000	6,4998	6,5388	7,5414	7,5867
Déc. 1997			9,6850	9,7432	6,7538	6,7944	16,024	16,120	141,975	142,828	131,766	132,558	122,534	123,271	6,6565	6,6965	7,4399	7,4846
Déc. 1998	10,852 ⁽²⁾	10,917 ⁽²⁾	9,2274	9,2828	5,9474	5,9831	15,442	15,535	145,298	146,171	122,375	123,110	114,772	115,462	6,7539	6,7945	8,0085	8,0566
Déc. 1999	10,0910	10,1520	10,057	10,117	6,9309	6,9725	16,248	16,345	135,570	136,390	124,940	125,690	117,850	118,560	6,2910	6,3288	9,8475	9,9066
Déc. 2000	9,8376	9,8968	10,587	10,650	7,0700	7,1125	15,787	15,882	131,820	132,610	118,930	119,650	111,370	112,040	6,4612	6,5000	9,2134	9,2688
2001 Janv.	9,8747	9,9341	10,584	10,648	7,0558	7,0982	15,473	15,566	132,350	133,150	120,270	120,990	111,640	112,310	6,4500	6,4887	9,1049	9,1596
Fév.	9,8395	9,8986	10,664	10,728	6,9709	7,0128	15,403	15,496	131,850	132,640	119,610	120,330	108,740	109,390	6,3830	6,4214	9,0927	9,1474
Mars	9,6913	9,7495	10,952	11,018	6,9706	7,0125	15,623	15,717	129,880	130,660	120,280	121,000	106,050	106,690	6,3445	6,3826	8,7499	8,8025
Avril	10,2050	10,2660	11,514	11,583	7,4866	7,5316	16,457	16,556	136,710	137,530	126,310	127,070	112,050	112,720	6,6380	6,6779	9,3025	9,3584
Mai	10,0820	10,1430	11,932	12,004	7,7093	7,7556	16,903	17,004	135,220	136,030	126,860	127,620	110,670	111,330	6,6331	6,6730	10,0560	10,1160
Juin	10,0910	10,1510	11,902	11,974	7,8111	7,8581	16,732	16,833	135,550	136,370	127,930	128,700	109,530	110,190	6,6238	6,6636	9,5773	9,6349
Juil.	10,1770	10,2380	11,620	11,689	7,5990	7,6446	16,558	16,658	136,600	137,420	127,380	128,140	109,650	110,310	6,7352	6,7757	9,3065	9,3624
Août	10,2860	10,3470	11,237	11,304	7,2749	7,3186	16,392	16,490	138,120	138,950	127,540	128,310	107,810	108,460	6,7819	6,8226	9,4562	9,5131
Sept.	10,2770	10,3390	11,265	11,333	7,1414	7,1843	16,516	16,616	138,210	139,040	126,990	127,760	105,460	106,100	6,9682	7,0101	9,4472	9,5040
Oct.	10,2510	10,3120	11,357	11,425	7,1615	7,2045	16,510	16,610	137,710	138,540	128,150	128,920	106,620	107,260	6,9801	7,0221	9,3011	9,3570
Nov.	10,2130	10,2740	11,484	11,553	7,2751	7,3188	16,375	16,473	137,230	138,060	128,590	129,360	107,820	108,470	6,9384	6,9801	9,2856	9,3414
Déc.	10,2010	10,2620	11,525	11,595	7,2464	7,2899	16,697	16,798	137,200	138,020	128,150	128,920	109,910	110,570	6,8940	6,9354	8,7742	8,8270
2002 Janv.	10,1380	10,1990	11,741	11,811	7,4041	7,4486	16,596	16,699	136,480	137,300	129,340	130,120	110,510	111,180	6,8759	6,9172	8,8173	8,8703
Fév.	10,1400	10,2010	11,735	11,806	7,3154	7,3594	16,605	16,705	136,440	137,260	131,500	132,290	111,930	112,600	6,8727	6,9140	8,7529	8,8055
Mars	10,1630	10,2240	11,656	11,727	7,3104	7,3544	16,586	16,686	136,710	137,530	131,890	132,680	112,530	113,200	6,9264	6,9681	8,8060	8,8589
Avril	10,2490	10,3100	11,363	11,432	7,2477	7,2913	16,560	16,660	137,860	138,690	135,320	136,140	110,770	111,430	7,0203	7,0624	8,8593	8,9125
Mai	10,3370	10,3990	11,062	11,128	7,2357	7,2792	16,164	16,261	139,100	139,940	138,310	139,150	113,660	114,340	7,0567	7,0991	8,8937	8,9472
Juin	10,4880	10,5510	10,547	10,610	7,0042	7,0463	16,154	16,251	141,170	142,020	141,290	142,140	115,330	116,030	7,1263	7,1691	8,8835	8,9368
Juil.	10,4510	10,5140	10,673	10,737	6,7758	6,8166	16,680	16,780	140,670	141,520	140,570	141,420	112,900	113,570	7,1881	7,2313	8,8974	8,9509
Août	10,4630	10,5250	10,633	10,697	6,8297	6,8708	16,469	16,568	140,910	141,750	141,720	142,580	113,980	114,660	7,1225	7,1653	8,9872	9,0412
Sept.	10,4710	10,5340	10,604	10,667	6,7227	6,7631	16,637	16,737	140,990	141,830	142,660	143,520	114,320	115,010	7,1787	7,2219	8,7414	8,7939
Oct.	10,4700	10,5330	10,607	10,671	6,7699	6,8105	16,543	16,643	140,880	141,730	142,170	143,030	115,220	115,910	7,1582	7,2012	8,6556	8,7076
Nov.	10,4860	10,5490	10,555	10,618	6,7133	6,7537	16,390	16,489	141,190	142,040	143,830	144,700	115,970	116,670	7,1035	7,1461	8,6150	8,6668
Déc.	10,6080	10,6720	10,136	10,197	6,4212	6,4598	16,306	16,404	142,810	143,670	145,820	146,690	115,620	116,310	7,3062	7,3501	8,5445	8,5958

(1) Voir cours des monnaies de la zone euro dans le tableau XI - 2 .

(2) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

XI -1 -(suite) COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES

PAR BANK AL-MAGHRIB

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	10 dinars algériens		1 dinar tunisien		1 dinar libyen		100 ouguiyas mauritanienne		1 dinar koweïtien		1 rial saoudien		1 dirham E.A.U.	
	DZD		TND		LYD		MRO		KWD		SAR		AED	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,6187	1,6349	8,9085	8,9981	24,130	24,372	6,1955	6,2577	28,222	28,448	2,2491	2,2671	2,2964	2,3148
Déc. 1996	1,5633	1,5727	8,8097	8,8627	24,077	24,221	6,2288	6,2662	29,283	29,459	2,3395	2,3536	2,3892	2,4036
Déc. 1997	1,6591	1,6691	8,4705	8,5214	24,803	24,952	5,6716	5,7057	31,780	31,971	2,5824	2,5979	2,6372	2,6531
Déc. 1998	1,5360	1,5452	8,4674	8,5183	20,481	20,604	4,5699	4,5974	30,605	30,789	2,4601	2,4749	2,5124	2,5275
Déc. 1999	1,4501	1,4588	7,9964	8,0445	21,775	21,906	4,5041	4,5312	33,054	33,253	2,6818	2,6979	2,7383	2,7548
Déc. 2000	1,4082	1,4166	7,6462	7,6921	19,621	19,739	4,2186	4,2439	34,650	34,858	2,8224	2,8394	2,8823	2,8996
2001 Janv.	1,4041	1,4125	7,6807	7,7269	19,414	19,531	4,2486	4,2741	34,587	34,795	2,8222	2,8392	2,8818	2,8992
Fév.	1,4058	1,4143	7,7005	7,7468	19,539	19,656	4,2385	4,2639	34,768	34,976	2,8435	2,8606	2,9035	2,9209
Mars	1,4013	1,4097	7,6253	7,6711	19,726	19,845	4,3332	4,3593	35,513	35,726	2,9202	2,9378	2,9817	2,9996
Avril	1,4845	1,4934	8,0515	8,0999	20,843	20,968	4,5467	4,5740	37,426	37,651	3,0699	3,0883	3,1347	3,1535
Mai	1,4932	1,5022	8,0329	8,0811	21,285	21,413	4,6770	4,7051	38,727	38,960	3,8160	3,2007	3,2488	3,2683
Juin	1,4864	1,4953	7,9478	7,9956	18,250	18,360	4,6635	4,6915	38,642	38,875	3,1735	3,1926	3,2406	3,2600
Juil.	1,4815	1,4904	7,9271	7,9748	17,923	18,030	4,5439	4,5712	37,835	38,063	3,0982	3,1168	3,1636	3,1826
Août	1,4762	1,4851	7,9230	7,9707	17,668	17,774	4,3908	4,4172	36,855	37,077	2,9963	3,0143	3,0594	3,0778
Sept.	1,4791	1,4880	7,9243	7,9719	17,835	17,942	4,3983	4,4247	36,963	37,185	3,0032	3,0212	3,0670	3,0854
Oct.	1,4802	1,4891	7,9282	7,9758	17,777	17,884	4,3982	4,4247	37,166	37,389	3,0282	3,0464	3,0919	3,1105
Nov.	1,4773	1,4862	7,8939	7,9413	17,750	17,857	4,3583	4,3844	37,482	37,707	3,0624	3,0808	3,1267	3,1455
Déc.	1,4810	1,4899	7,9009	7,9483	17,713	17,819	4,3573	4,3834	37,522	37,748	3,0733	3,0917	3,1380	3,1569
2002 Janv.	1,4828	1,4917	7,9035	7,9510	8,8840	8,9370	4,3972	4,4237	38,121	38,351	3,1306	3,1494	3,1965	3,2157
Fév.	1,4735	1,4823	7,8992	7,9467	8,8573	8,9105	4,3147	3,3406	38,097	38,326	3,1290	3,1478	3,1949	3,2141
Mars	1,4531	1,4618	7,8316	7,8786	8,8531	8,9063	4,2858	4,3115	37,929	38,157	3,1082	3,1269	3,1737	3,1928
Avril	1,4177	1,4263	7,7930	7,8398	8,7786	8,8314	4,1780	4,2031	37,162	37,385	3,0300	3,0482	3,0938	3,1123
Mai	1,3826	1,3909	7,7530	7,7996	8,6540	8,7060	4,0157	4,0398	36,328	36,547	2,9497	2,9674	3,0118	3,0299
Juin	1,3203	1,3282	7,6912	7,7374	8,4113	8,4619	3,8636	3,8868	34,973	35,183	2,8122	2,8291	2,8715	2,8888
Juil.	1,3353	1,3433	7,7990	7,8467	8,5992	8,6509	3,9029	3,9264	35,374	35,586	2,8461	2,8632	2,9060	2,9234
Août	1,3304	1,3384	7,7369	7,7834	8,5553	8,6067	3,8882	3,9116	35,233	35,444	2,8353	2,8523	2,8950	2,9124
Sept.	1,3269	1,3349	7,6727	7,7188	8,5021	8,5532	3,9245	3,9481	35,154	35,365	2,8273	2,8443	2,8869	2,9043
Oct.	1,3277	1,3357	7,6668	7,7129	8,5166	8,5678	3,9287	3,9523	35,120	35,331	2,8282	2,8452	2,8879	2,9053
Nov.	1,3211	1,3291	7,6530	7,6990	8,6150	8,6668	3,9370	3,9606	34,961	35,171	2,8144	2,8313	2,8736	2,8909
Déc.	1,2716	1,2792	7,5763	7,6218	8,3515	8,4017	3,7821	3,8049	33,844	34,047	2,7027	2,7189	2,7596	2,7762

Source : Bank Al-Maghrib.

XI -2 - COURS INDICATIFS DES MONNAIES DE LA ZONE EURO (*)

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 franc français		1 deutschemark		1 florin hollandais		100 francs belges		1000 liras italiennes		100 pesetas espagnoles		100 escudos portugais		100 shillings autrichiens		1 mark finlandais	
	FRF		DEM		NLG		BEF		ITL		ESP		PTE		ATS		FIM	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,7251	1,7355	5,8925	5,9399	5,2632	5,3054	28,679	28,909	5,3338	5,3766	6,9581	7,0139	5,6509	5,6963	83,756	84,428	1,9440	1,9596
Déc. 1996	1,6752	1,6853	5,6473	5,6813	5,0318	5,0621	27,414	27,578	5,7369	5,7713	6,6991	6,7394	5,6109	5,6446	80,258	80,740	1,8906	1,9020
Déc. 1997	1,6163	1,6260	5,4081	5,4406	4,7985	4,8274	26,218	26,376	5,5030	5,5360	6,3875	6,4259	5,2880	5,3198	76,863	77,325	1,7857	1,7965
Déc. 1998	1,6500	1,6599	5,5332	5,5664	4,9107	4,9402	26,826	26,987	5,5889	5,6225	6,4991	6,5381	5,3987	5,4312	78,648	79,121	1,8201	1,8311
Déc. 1999	1,5384	1,5477	5,1594	5,1906	4,5791	4,6068	25,015	25,166	5,2116	5,2431	6,0648	6,1015	5,0334	5,0638	73,334	73,777	1,6972	1,7074
Déc. 2000	1,4997	1,5088	5,0299	5,0602	4,4641	4,4910	24,387	24,534	5,0807	5,1113	5,9125	5,9481	4,9070	4,9365	71,493	71,923	1,6546	1,6645
2001 Janv.	1,5054	1,5144	5,0489	5,0792	4,4809	4,5079	24,479	24,626	5,0999	5,1305	5,9348	5,9705	4,9255	4,9551	71,762	72,194	1,6608	1,6708
Fév.	1,5000	1,5090	5,0309	5,0611	4,4650	4,4918	24,391	24,538	5,0817	5,1122	5,9137	5,9492	4,9079	4,9374	71,506	71,936	1,6549	1,6648
Mars	1,4774	1,4863	4,9551	4,9848	4,3977	4,4241	24,024	24,168	5,0051	5,0352	5,8246	5,8596	4,8340	4,8630	70,429	70,852	1,6300	1,6397
Avril	1,5557	1,5650	5,2177	5,2489	4,6308	4,6585	25,298	25,449	5,2704	5,3019	6,1333	6,1700	5,0902	5,1207	74,163	74,606	1,7164	1,7266
Mai	1,5370	1,5463	5,1548	5,1860	4,5750	4,6027	24,993	25,144	5,2069	5,2384	6,0594	6,0961	5,0289	5,0593	73,269	73,712	1,6957	1,7059
Juin	1,5384	1,5475	5,1594	5,1901	4,5791	4,6063	25,015	25,164	5,2116	5,2426	6,0648	6,1009	5,0334	5,0633	73,334	73,770	1,6972	1,7073
Juil.	1,5515	1,5608	5,2034	5,2346	4,6181	4,6458	25,228	25,379	5,2560	5,2875	6,1165	6,1532	5,0763	5,1067	73,959	74,402	1,7116	1,7219
Août	1,5681	1,5774	5,2591	5,2903	4,6676	4,6953	25,498	25,650	5,3123	5,3438	6,1820	6,2004	5,1306	5,1611	74,751	75,195	1,7300	1,7402
Sept.	1,5667	1,5762	5,2545	5,2862	4,6635	4,6916	25,476	25,630	5,3076	5,3396	6,1766	6,2139	5,1261	5,1571	74,686	75,136	1,7285	1,7389
Oct.	1,5628	1,5721	5,2413	5,2724	4,6517	4,6794	25,412	25,563	5,2924	5,3257	6,1610	6,1976	5,1132	5,1436	74,497	74,940	1,7241	1,7344
Nov.	1,5570	1,5663	5,2218	5,2530	4,6345	4,6621	25,317	25,469	5,2746	5,3061	6,1381	6,1748	5,0942	5,1246	74,221	74,664	1,7177	1,7280
Déc.	1,5551	1,5644	5,2157	5,2469	4,6290	4,6567	25,288	25,439	5,2684	5,2999	6,1309	6,1676	5,0882	5,1187	74,134	74,577	1,7157	1,7259
2002 Janv.	1,5455	1,5548	5,1835	5,2147	4,6004	4,6281	25,131	25,283	5,2358	5,2673	6,0931	6,1297	5,0568	5,0872	73,676	74,119	1,7051	1,7153
Fév.	1,5458	1,5551	5,1845	5,2157	4,6013	4,6290	25,136	25,288	5,2369	5,2684	6,0943	6,1309	5,0578	5,0882	73,690	74,134	1,7054	1,7157
Mars	1,5493	1,5586	5,1963	5,2274	4,6118	4,6394	25,193	25,345	5,2488	5,2803	6,1081	6,1447	5,0693	5,0997	73,857	74,301	1,7093	1,7196
Avril	1,5624	1,5717	5,2402	5,2714	4,6508	4,6785	25,407	25,558	5,2932	5,3247	6,1598	6,1964	5,1122	5,1426	74,482	74,926	1,7238	1,7340
Mai	1,5759	1,5853	5,2852	5,3169	4,6907	4,7189	25,625	25,778	5,3386	5,3706	6,2127	6,2499	5,1561	5,1870	75,122	75,572	1,7386	1,7490
Juin	1,5989	1,6085	5,3624	5,3946	4,7592	4,7878	25,999	26,155	5,4166	5,4491	6,3034	6,3413	5,2314	5,2628	76,219	76,677	1,7640	1,7746
Juil.	1,5932	1,6028	5,3435	5,3757	4,7425	4,7710	25,907	26,064	5,3975	5,4300	6,2812	6,3190	5,2129	5,2444	75,950	76,408	1,7577	1,7683
Août	1,5951	1,6045	5,3496	5,3813	4,7479	4,7760	25,937	26,091	5,4037	5,4357	6,2884	6,3257	5,2189	5,2498	76,038	76,488	1,7598	1,7702
Sept.	1,5963	1,6059	5,3537	5,3859	4,7515	4,7801	25,957	26,113	5,4078	5,4404	6,2932	6,3311	5,2229	5,2543	76,096	76,554	1,7611	1,7717
Oct.	1,5961	1,6057	5,3532	5,3854	4,7511	4,7797	25,954	26,111	5,4073	5,4398	6,2926	6,3305	5,2224	5,2538	76,088	76,546	1,7609	1,7715
Nov.	1,5986	1,6082	5,3614	5,3936	4,7583	4,7869	25,994	26,150	5,4156	5,4481	6,3022	6,3401	5,2304	5,2618	76,205	76,663	1,7636	1,7742
Déc.	1,6172	1,6269	5,4238	5,4565	4,8137	4,8427	26,297	26,455	5,4786	5,5116	6,3755	6,4140	5,2912	5,3232	77,091	77,556	1,7841	1,7949

(*) Cours calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998.
(voir note circulaire N°7.255/DAI/98 de Bank AL-Maghrib publiée dans le Bulletin Trimestriel N°81).

Source : Bank Al-Maghrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Activités primaires	23 280	17 120	21 901	18 251	15 576	19 823
Agriculture, sylviculture et pêche	23 280	17 120	21 901	18 251	15 576	19 823
Activités secondaires	36 463	38 484	39 358	40 421	41 447	43 668
Industrie extractive.....	3 544	4 088	3 951	3 905	3 701	3 977
Énergie et eau ⁽¹⁾	5 849	6 225	6 544	6 753	6 722	7 265
Industrie manufacturière.....	22 058	22 806	23 277	23 906	24 749	25 785
Bâtiment et travaux publics.....	5 012	5 365	5 586	5 857	6 276	6 641
Activités tertiaires	45 992	46 824	50 005	51 924	54 553	55 730
Transports et communications.....	7 777	7 961	8 655	9 358	10 234	10 333
Autres services ⁽²⁾	13 747	14 200	14 795	14 948	15 157	15 260
Commerce ⁽³⁾	24 468	24 663	26 555	27 618	29 162	30 137
Produit intérieur brut marchand	105 735	102 428	111 264	110 596	111 576	119 220
Administrations publiques	21 292	21 769	22 465	23 027	23 351	24 428
Produit intérieur brut	127 027	124 197	133 729	133 622	134 927	143 648

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Activités primaires	61 634	49 140	59 211	52 905	49 570	60 546
Agriculture, sylviculture et pêche	61 634	49 140	59 211	52 905	49 570	60 546
Activités secondaires	99 120	104 975	108 669	110 553	112 867	118 238
Industrie extractive.....	5 603	7 132	7 335	7 464	7 036	7 446
Énergie et eau ⁽¹⁾	25 568	26 867	27 462	27 159	25 264	26 589
Industrie manufacturière.....	54 500	56 212	58 400	59 582	62 267	64 851
Bâtiment et travaux publics.....	13 449	14 764	15 472	16 348	18 300	19 352
Activités tertiaires	117 848	120 836	128 891	132 712	141 142	145 975
Transports et communications.....	17 980	18 555	19 795	21 678	24 700	26 367
Autres services ⁽²⁾	38 372	40 212	42 992	44 695	45 759	46 713
Commerce ⁽³⁾	61 496	62 069	66 104	66 339	70 683	72 895
Produit intérieur brut marchand	278 602	274 951	296 771	296 170	303 579	324 759
Administrations publiques	40 738	43 391	47 234	49 424	50 489	58 138
Produit intérieur brut	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Direction de la statistique.

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
RESSOURCES						
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897
Déficit en ressources.....	12 376	11 998	15 782	14 880	22 188	14 125
Importations de biens et services non facteurs	82 020	85 553	93 500	99 543	115 693	119 560
Exportations de biens et services non facteurs	69 644	73 555	77 718	84 663	93 504	105 435
Total des ressources disponibles	331 716	330 340	359 787	360 474	376 256	397 022
EMPLOIS						
Consommation finale nationale	269 179	264 439	283 570	280 562	292 573	309 627
Ménages résidents.....	215 361	207 831	221 569	214 416	224 883	235 008
Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 146	67 689	74 619
Investissement	62 537	65 901	76 217	79 912	83 684	87 396
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	75 739	81 896	85 312	85 264
Variation des stocks.....	+596	+115	+478	-1 984	-1 629	+2 131
Total des emplois	331 716	330 340	359 787	360 474	376 256	397 022

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Direction de la statistique.

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	344 005	345 594	354 068	382 897
Revenus nets de l'extérieur.....	12 682	11 167	14 402	13 243	16 981	32 767
Revenu national brut disponible	332 022	329 509	358 407	358 837	371 049	415 664
Consommation finale nationale	269 179	264 439	283 570	280 562	292 572	309 627
- Ménages résidents.....	215 361	207 831	221 569	214 416	224 883	235 008
- Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 146	67 689	74 619
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	74 837	78 275	78 477	106 037
Affectation du revenu national brut disponible.....	332 022	329 509	358 407	358 837	371 049	415 664

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997	1998	1999 ^(*)	2000 ^(*)	2001 ^(**)
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	74 837	78 275	78 477	106 037
Transferts nets en capital reçus	+639	-43	-96	-84	-63	-101
Besoin de financement	-	874	1 476	1 720	5 271	-
Total des ressources	63 482	65 901	76 217	79 912	83 684	105 936
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	75 739	81 896	85 312	85 264
Variation des stocks	+596	+115	+478	-1 984	-1 629	+2 131
Capacité de financement	945	-	-	-	-	18 540
Total des emplois	63 482	65 901	76 217	79 912	83 684	105 936

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Direction de la statistique.

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)